

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES TRANSFORMATIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES DANS  
L'AGRICULTURE AU QUÉBEC DEPUIS 1980

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

présenté  
par  
GUILLAUME PAUL-LIMOGES

novembre 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Merci à Eric Pineault et à Marco Silvestro  
pour leurs conseils et leur soutien dans la rédaction de ce mémoire

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	v
LISTE DES TABLEAUX	viii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
0.1 Etat de crises dans le monde agricole	3
0.1.1 Crise sociale	4
0.1.2 Crise économique	4
0.1.3 Crise écologique	6
0.2 Objet concret : envergure et limites	6
0.3 Structure du document	7
CHAPITRE 1	
CAPITALISME ET TECHNIQUE DANS L'AGRICULTURE	9
1.1 La mécanisation du vivant et du social	9
1.2 La mégamachine de la modernité	11
1.3 Le capitalisme : dépossession et dépendance	13
1.3.1 Le marché, un système de dépendance	14
1.3.2 La propriété privée, un mécanisme de dépossession	16
1.4 De l'opération technique au système technicien	17
1.4.1 L'opération technique	17
1.4.2 La technique comme médiation et comme milieu	19
1.4.3 La technique comme système	21

1.5 Regards sur la mégamachine : le cas de l'agriculture	22
1.5.1 La révolution verte	22
1.5.2 Le néolibéralisme	24
1.6 Conclusion	28
CHAPITRE 2	
PARTICULARITÉS DE L'AGRICULTURE DANS LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT :	
MISE EN CONTEXTE SOCIO-HISTORIQUE	29
2.1 La colonisation européenne : seigneurie, capitalisme agraire et agriculture domestique	30
2.2 Le passage à une agriculture marchande	35
2.3 La crise économique et le développement d'organisations coopératives et syndicales	37
2.4 La Deuxième Guerre et l'agriculture capitaliste intensive	41
2.5 Réponses et ajustements syndicaux et coopératifs	46
2.6 Conclusion	49
CHAPITRE 3	
TRANSFORMATIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES DANS L'AGRICULTURE AU QUÉBEC ET EN MONTÉRÉGIE DEPUIS 1980	52
3.1 Les exploitations agricoles	54
3.1.1 Nombre d'exploitation	54
3.1.2 Taille des exploitations	55
3.1.3 Forme juridique	56
3.1.4 Types d'exploitations	57
3.1.5 Revenu et dépenses des exploitations	59
3.1.6 Valeur des exploitations	63
3.1.7 Analyse des transformations dans la production	65

3.2 La mise en marché	67
3.2.1 La gestion de l'offre et la mise en marché collective	67
3.2.2 Les exportations	70
3.3 La transformation alimentaire	71
3.4 Lait, porcs, maïs : études de cas approfondies	74
3.4.1 Lait	74
3.4.2 Porcs	80
3.4.3 Maïs	89
3.5 Conclusion	93
 CHAPITRE 4	
LES TRANSFORMATIONS DU MODE DE RÉGULATION	95
4.1 La régulation néolibérale	95
4.2 Rôle et interventions des gouvernements	97
4.2.1 Le gouvernement fédéral	98
4.2.2 Provincial	102
4.3 L'UPA	104
4.4 Les corporations	108
4.4.1 Cargill	110
4.4.2 Monsanto	111
4.5 Conclusion	114
 CONCLUSION	116
 BIBLIOGRAPHIE	120

## LISTE DES TABLEAUX

3.1 Nombre de fermes	54
3.2 Superficie totale moyenne des fermes en acres	55
3.3 Répartition en pourcentage des fermes selon leur superficie	56
3.4 Répartition en pourcentage des exploitations agricoles selon la forme juridique	56
3.5 Répartition en pourcentage des fermes déclarantes ayant des revenus de plus de 2 5000 \$ selon le genre de production	57
3.6 Moyenne d'animaux par fermes	58
3.7 Nombre d'acres cultivés et nombre de fermes déclarantes pour 6 grandes cultures	59
3.8 Répartition en pourcentage des fermes par tranches de revenus agricoles bruts en dollars courant	60
3.9 Certaines dépenses des fermes au Québec- moyenne par ferme en dollars	60
3.10 Certaines données financières des fermes au Québec	61
3.11 Revenus et dépenses d'exploitation au Québec en 2005- moyenne selon la catégorie de revenu	62
3.12 Indicateurs de rendement financier des exploitations agricoles au Québec en 2005	63
3.13 Valeur (en dollars) moyenne des biens par exploitation	63
3.14 Répartition en pourcentage des fermes en fonction de la valeur du capital agricole	64
3.15 Dette agricole en cours, au 31 décembre, en millier de dollars au Québec	65
3.16 Nombre de fermes porcines et nombre moyen de porcs par ferme au Québec	80
3.17 Répartition en pourcentage des fermes déclarant la culture de maïs grain selon le nombre d'acres	90

## RÉSUMÉ

Ce mémoire est une étude des transformations sociales et économiques dans l'agriculture pratiquée au Québec depuis 1980. Il s'inscrit dans une perspective critique des systèmes capitaliste et technique qui sont identifiés comme deux facteurs de transformations prépondérants de l'agriculture. Le premier chapitre traite de l'émergence et des caractéristiques de ces deux systèmes et des effets de leur action combinée sur la société et la nature ainsi que de leurs impacts sur l'agriculture moderne. Le deuxième chapitre est un survol historique de l'agriculture pratiquée au Québec pour permettre de saisir ses particularités sociales et économiques, et ainsi mettre en contexte la période à l'étude. Le troisième chapitre analyse les transformations des exploitations agricoles, des modes de mise en marché et de la transformation alimentaire depuis 1980 et ce, de façon plus approfondie pour le lait, le porc et le maïs. Le quatrième chapitre examine les transformations au niveau du mode de régulation politique dans le cadre du néolibéralisme en traitant du rôle des gouvernements canadien et québécois, du syndicat unique en agriculture c'est-à-dire l'Union des Producteurs Agricoles (UPA) ainsi que des corporations privées.

Mots-clés : agriculture, politique agricole, Québec, capitalisme, technologie,



## INTRODUCTION

Humain a la même étymologie que le mot humus

André Birre, L'humus

L'émergence des premières civilisations humaines est intimement liée au début de la pratique de l'agriculture. « Les plus anciennes constructions politiques de la planète correspondent aux premières civilisations hydro-agricoles du Proche-Orient (vallées du Tigre et de l'Euphrate en Mésopotamie, vallée du Nil en Égypte), du monde Indien (vallée de l'Indus, moyenne vallée du Gange) ou du monde Chinois (moyenne vallée du Fleuve Jaune). » (Chaleard et Charvet, 2004 : 82) Ainsi, il semble que le contrôle de la terre et de la production agricole constitua l'un des enjeux à la base des États de l'antiquité. Les structures sociales qui encadrent et organisent les sociétés humaines se sont beaucoup transformées depuis l'Antiquité mais le contrôle de la terre et de la production alimentaire demeure aujourd'hui encore un enjeu géopolitique important. (Bertrand, 1997 ; Madeley, 2002 ; Martinez et Martinez, 2003 ; Shiva, 2001)

Actuellement, plusieurs formes d'agriculture existent à travers la planète. Nous en différencierons deux types pour l'objet de ce mémoire qui peuvent être perçus comme les pôles d'un continuum de réalités bien plus subtiles. Ces deux types sont l'agriculture paysanne et l'agriculture capitaliste intensive.

Dans sa forme paysanne, l'agriculture est un mode de vie global qui répond à plusieurs besoins et qui marque le rapport au monde. Elle répond à un large éventail de besoins générant les aliments mais aussi la médecine, les vêtements, l'habitat, etc. Elle est créatrice de liens sociaux par le travail collectif auquel elle fait fréquemment appel. Enfin, elle est généralement respectueuse de l'écosystème dans lequel elle se trouve puisqu'elle en dépend. Par les paysages qu'elle contribue à construire, l'activité agricole a aussi une dimension esthétique.

Le paysan vit principalement des produits directs de son travail et d'échanges avec d'autres personnes de sa communauté. « En cela l'économie paysanne n'est pas différente de l'économie primitive. Mais le paysan produit aussi pour un marché englobant, et ceci le distingue du primitif. » (Mendras, 1995 : 38-39) La place que prend le marché englobant ne cesse de s'accroître de nos jours. Des circuits économiques autrefois entièrement locaux sont maintenant envahis par des produits extérieurs venant se substituer à des produits traditionnels. Les exemples sont multiples, qu'on pense entre autre au Coca-cola, au lait Nestlé ou à l'huile de soya qui sont disponibles partout dans le monde.

Ainsi, on constate que la paysannerie est en disparition sur l'ensemble de la planète. Dans les pays dits développés, seules quelques poches de paysannerie bien marginales subsistent. « Après un millénaire d'existence en Europe occidentale, les sociétés paysannes ont été détruites en moins d'un demi siècle, après la Seconde Guerre mondiale. » (Mendras, 1995 : 9) On ne peut parler de disparition des sociétés paysannes dans les pays dits en développement où l'on entend des cris de résistance<sup>1</sup>. Il ne fait toutefois aucun doute que l'agriculture et le mode de vie se transforment radicalement avec la mondialisation capitaliste.

« En effet, du jour où les exploitations paysannes sont plongées dans une économie capitaliste et entretiennent des rapports étroits et multiples avec le marché, la part

---

<sup>1</sup> Nous pensons particulièrement à l'association mondiale Via Campesina.

d'autoconsommation diminue considérablement, les achats et les ventes se multiplient, le capital fixe et tournant augmente et la terre elle-même est traitée, par l'économie capitaliste, comme un capital qui doit être rentabilisé et produire du profit. Dans une situation de cet ordre, la logique paysanne devrait céder tout naturellement le pas à la logique industrielle et le paysan se muer en entrepreneur capitaliste, un entrepreneur en miniature certes, mais un entrepreneur quand même. » (Mendras, 1995 : 45)

Si on assiste au déclin de la paysannerie, il n'en demeure pas moins qu'une partie significative de la population mondiale vit, ou tente de vivre, d'une petite exploitation agricole. « [E]nviron 1,4 milliard de personnes tirent leur gagne-pain d'une petite exploitation agricole. » (Madeley, 2002 : 53) Ces petits producteurs se retrouvent très vulnérables puisqu'ils sont à la fois insérés, comme facteur de production, et exclus, en terme de répartition des richesses, du système économique mondial.

A l'autre bout du continuum, on retrouve une agriculture basée sur le capital et la technologie que l'on appelle agriculture capitaliste intensive. Nous la définirons graduellement tout au long de ce document, puisque c'est ce type d'agriculture qui est au centre de ce projet de recherche et plus particulièrement la façon dont elle a pris forme sur les terres les plus fertiles du Québec. Nous voulons souligner que ne nous n'avons pas choisi d'étudier l'agriculture québécoise pour des raisons d'appartenance nationale. Ce choix provient plutôt de la prise de conscience de l'existence de mouvements paysans forts dans des pays dits en voie de développement. Constatant le peu de vigueur du mouvement paysan au Québec, nous en sommes parvenu à l'hypothèse que l'univers agricole était déjà bien au mode de production capitaliste intensif.

### 0.1 Etat de crises dans le monde agricole

Si l'on écoute les échos des agriculteurs de par le monde tout comme des fédérations de producteurs du Québec, on constate que l'agriculture traverse actuellement une

crise profonde. Pour mieux la saisir, nous présentons ici quelques informations concernant les dimensions sociale, économique et écologique de cette crise telle qu'elle est vécue au Québec actuellement.

### 0.1.1 Crise sociale

La crise sociale qui entoure l'agriculture prend de multiples visages selon que l'on soit producteurs, consommateurs et/ou ruraux. Chez les producteurs, on parle de plus en plus de détresse psychologique et de *burn out*. « Des cas de dépression, il y en a plusieurs et je pense qu'on ne voit que la pointe de l'iceberg. On a acheté l'idée que si on ne devient pas gros, on ne survivra pas. »<sup>2</sup> On remarque même une augmentation du taux de suicide chez les agriculteurs au Québec, tout comme ailleurs au Canada et dans les pays du Sud. Chez les consommateurs, les préoccupations par rapport à la santé et l'environnement en poussent maintenant plus d'un à s'interroger sur la qualité des aliments ainsi que sur les dommages collatéraux produits par l'agriculture contemporaine. Un sentiment d'insécurité et de méfiance s'est installé vis-à-vis du secteur agricole. Enfin, une profonde fracture sociale divise maintenant les campagnes. D'un côté, les producteurs, qui ne représentent plus que 6,4 % de la population rurale québécoise (CAAAQ, 2007 :4), défendent leur droit de produire. De l'autre, les résidents ruraux se plaignent de plus en plus des conséquences de l'agriculture sur la qualité du milieu (eau, air, paysage, bruit, etc.). Dans plusieurs régions des coalitions se forment pour s'opposer à des projets agricoles de grande envergure comme les mégaporcheries.

### 0.1.2 Crise économique

En 1931, les agriculteurs constituaient 27 % de la population québécoise. Aujourd'hui, ils n'en forment plus que 1,3 %. Chaque semaine, une quinzaine de fermes cessent leur activité au Québec parce qu'elles sont incapables de demeurer

---

<sup>2</sup> Pierrette Desrosiers, psychologue du travail en milieu agricole, cité dans KROL, Anne, « Fermiers au bord de la crise de nerfs » dans *La Presse*, samedi 17 septembre 2005, A30

rentables.<sup>3</sup> L'instabilité du revenu, le besoin élevé en capital et l'endettement sont parmi les principaux facteurs économiques qui permettent de comprendre ces fermetures. Les changements au niveau du commerce international contribuent à la vulnérabilité du secteur agricole.

Selon les données de 2001 de Statistique Canada, le revenu net des agriculteurs québécois a touché son plus bas niveau en 25 ans. « Pour comprendre, il faut imaginer un producteur qui se lève tous les matins et qui n'a pas plus de 10 000 dollars en salaire. Il travaille tous les jours, mais, après six mois, n'a pas pu recouvrer son coût de production. C'est ni plus ni moins que du bénévolat » explique Maria Labreque-Duchesneau, fondatrice d'« Au cœur des familles agricoles », un organisme de soutien aux agriculteurs. (Boutin, 2005 : 534) Cette variation dans les revenus est notamment liée au commerce international, à l'augmentation des coûts de production, à l'impact du climat sur les récoltes ainsi qu'à la concentration des transformateurs et distributeurs alimentaires. Bien souvent, les prix du marché sont en deçà des coûts de production, laissant l'agriculteur dans une situation d'endettement perpétuel. Entre 1997 et 2001, le prix versé aux fermes pour les produits agricoles a augmenté de 2 %, ce qui est bien peu comparativement à l'augmentation de 9 % du prix du panier d'épicerie. (Boutin, 2005 : 535) Sans les différents soutiens gouvernementaux, le revenu agricole serait négatif depuis quelques années. (CAAAQ, 2007 : 11)

La production agricole est une activité économique demandant un haut niveau de capital. Il faut de 4 à 6 dollars d'actif par dollar de vente en agriculture alors que la moyenne dans l'économie canadienne est de 2 dollars d'actif par dollar de vente. (CAAAQ, 2007 : 11) Pour poursuivre son activité agricole, l'agriculteur doit faire des investissements coûteux dans ses infrastructures, se procurer de la machinerie dispendieuse et acheter semences et engrais à très haut prix année après année. Au

---

<sup>3</sup> La Presse, samedi 17 septembre 2005, A29

Québec, il est pratiquement impossible actuellement de se lancer en agriculture en raison de l'ampleur des investissements nécessaires et il est pratiquement aussi difficile de maintenir ses activités.

Compte tenu de l'instabilité des revenus et de l'ampleur du capital nécessaire à la production agricole, l'endettement est aujourd'hui une réalité incontournable de l'agriculture. Le taux d'endettement moyen (dette totale/actif total) des entreprises agricoles québécoises est de 28 %. (CAAAQ, 2007 : 11) Comme il s'agit d'une moyenne, on se doute que cette statistique cache un ensemble de situations bien différentes les unes des autres.

### 0.1.3 Crise écologique

Mégaporcherie, vache folle, grippe aviaire, contamination de l'eau, appauvrissement des sols et désertification, etc. sont parmi les phénomènes les plus frappants de la crise écologique qui touche l'agriculture. Les changements climatiques en cours affectent aussi grandement l'agriculture en modifiant les précipitations et les températures propres à chaque région, ce qui déstabilise complètement les cultures qui y sont possibles. L'arrivée ou l'expansion de certains insectes parasites constitue une autre conséquence possible des changements climatiques.

### 0.2 Objet concret : envergure et limites

L'objet concret qui nous intéresse est les transformations économiques et sociales dans l'activité agricole au Québec et plus particulièrement en Montérégie depuis le début des années 1980. Avec ce mémoire, nous souhaitons contribuer au développement d'une connaissance factuelle des aspects social et économique de l'agriculture au Québec. Bien que la dimension écologique soit fondamentale dans

l'étude de l'agriculture contemporaine, ce sont les dimensions sociale et économique des transformations qui seront approfondies dans ce projet de recherche.

Le mémoire traite de la situation du Québec en général ainsi que de la Montérégie. La région de la Montérégie est choisie parce qu'elle constitue le cœur agricole de la province dans bien des secteurs : maraîcher, porcin, céréalier, agroalimentaire et autre. La Montérégie fournit près du tiers de la production agricole provinciale (1,9 milliard \$ sur 6,1 milliards en 2003<sup>4</sup>). Le territoire administratif de la Montérégie englobe la majeure partie de la plaine du St-Laurent située au sud du fleuve, c'est-à-dire les terres les plus fertiles du Québec. La période historique à l'étude correspond à ce qui est généralement convenu d'appeler, en politique et économie, le néolibéralisme, qui sera défini davantage ultérieurement.

### 0.3 Structure du document

Bien qu'elle concerne une période historique et un territoire bien spécifique, cette recherche s'inscrit dans une perspective globale de l'étude de la société. Comme nous l'avons annoncé en ouverture, nous souhaitons utiliser notre étude des transformations de l'activité agricole comme reflet des formes de pouvoir à l'œuvre dans le système social contemporain. C'est dans cette perspective que nous présenterons d'abord un cadre théorique traitant de deux phénomènes particulièrement marquant de l'agriculture contemporaine : le système économique capitaliste et le système technicien. Dans cette partie, nous étudierons également leurs manifestations que sont la révolution verte et le néo-libéralisme. Nous ferons ensuite un bref historique du développement de l'agriculture au Québec pour mieux saisir le contexte de la période ciblée. Puis, nous analyserons les transformations ayant eu lieu

---

<sup>4</sup> Site internet du MAPAQ, portrait Montérégie, consulté le 26 octobre 2007.

dans l'agriculture au Québec et en Montérégie depuis 1980. Enfin, nous nous intéresserons aux transformations de nature politique en lien avec l'agriculture et plus particulièrement sur le rôle des gouvernements canadien et québécois ainsi que du syndicat agricole unique, l'Union des producteurs agricoles (UPA).



## CHAPITRE 1

### CAPITALISME ET TECHNIQUE DANS L'AGRICULTURE

Notre étude de l'agriculture se veut une contribution à la réflexion sur les pouvoirs qui structurent la société et le rapport au monde. Nous utiliserons le concept de mégamachine pour saisir cet aspect du rapport entre la société et l'agriculture. Dans cette partie plus théorique, nous nous concentrerons sur deux phénomènes marquant l'emprise de la mégamachine sur l'agriculture contemporaine : le développement du capitalisme et du système technicien. Pour mettre ces deux phénomènes en contexte, nous souhaitons faire ressortir les bouleversements ou les ruptures qui ont marqué la société européenne dans son entrée dans la modernité. En fin de chapitre, nous étudierons leurs impacts sur l'agriculture récente avec la révolution verte et le néolibéralisme.

#### 1.1 La mécanisation du vivant et du social

En Europe occidentale, les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles sont notamment marqués par l'émergence d'une philosophie du progrès en rupture avec la tradition. Cette philosophie du progrès s'ancre dans la révolution scientifique liée à l'essor de la

physique quantitative ainsi que dans les développements techniques qu'elle permet. Au cosmos hiérarchisé des anciens s'oppose tout à coup un univers accessible à la raison par les nombres. « [L]a nature est écrite en langage mathématique » dira Galilée (cité dans Rouvillois, 1996 : 23).

Cette quantification de la matière est accompagnée du développement d'une vision mécanique du monde. Le modèle de l'horloge, et plus globalement la machine, s'imprègne sur l'univers entier : les rouages réglés qui assurent sa précision sont comme les mécanismes qui régissent l'univers.

« Si le mécanisme, plutôt qu'une théorie scientifique achevée, close sur elle-même, fut d'abord une « façon de voir » le réel, il a pu par là même déborder infiniment la physique ou l'astronomie. Tel est son intérêt majeur : être susceptible de développement, d'extension, de transposition – qualité que partage avec lui l'image-modèle de la machine, qui, au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, va progressivement se répandre et s'imposer dans tous les domaines, du langage à la politique, à la psychologie, et tout d'abord, paradoxe apparent, à la biologie. » (Rouvillois, 1996 : 26)

La machine devient le point de référence, elle dicte le rythme du progrès et moule la société par l'industrialisation. Ce faisant, les rapports de la société et des individus au temps et au monde se transforment. « To become « as regular as a clockwork » was the bourgeois ideal, and to own a watch was for long a definite symbol of success. » (Mumford, 1963 : 16). Le temps cesse d'être une série d'expériences au rythme du soleil et de la nature pour devenir une quantité mesurée qu'il faut faire fructifier. « The bell of the clock tower almost defined urban existence. Time-keeping passed into time-serving and time accounting and time rationing. As this took place, Eternity ceased gradually to serve as the measure and focus of human actions. » (Mumford, 1963 : 14) Le rythme de vie s'accélère dans la vie urbaine et le mouvement apparaît comme le phénomène fondamental. « Ainsi, le repos en perd-il son « privilège ontologique traditionnel »; réciproquement, le produit de la machine, tout comme cette machine elle-même, va se trouver affecté d'une valeur positive : perçu comme bon en soi ». (Rouvillois, 1996 : 28) Dans son analyse de l'éthique protestante,

Weber a aussi bien dépeint les transformations culturelles de cette vision du monde basé sur le travail et la non-jouissance.

La conception mécanique basée sur la machine remplaçant la conception organique du cycle de la vie et de la mort, il se développe une vision linéaire de l'histoire. De génération en génération, l'homme avance sur le chemin du progrès au fil des découvertes scientifiques et des développements techniques. « [L]a technique apparaît alors, plus que jamais, liée à la connaissance scientifique : on a pu décrire cette époque comme le passage d'un monde où elle n'était encore qu'une « tactique vitale spontanée », à un autre où elle devient l'« application raisonnée de la science ». » (Rouvillois, 1996 : 40-41)

Avec l'« application raisonnée de la science », les sociétés adaptent leur environnement à leur nouveau mode de vie. L'organisation sociale se trouve également bouleversée par ces transformations culturelles profondes. C'est ainsi qu'on peut entrevoir le développement de la pensée qui donnera naissance au modèle politique du Léviathan et au système économique capitaliste. Tout comme la science et la technique s'instaurent en système englobant l'ensemble du vivant, l'État et le marché seront conçus comme des machines parfaites et indéréglables assurant le bon fonctionnement d'une société qui sinon serait en proie au chaos.

## 1.2 La mégamachine de la modernité

Le projet émancipatoire de la modernité basé sur le progrès se développe ainsi de pair avec une forme de pouvoir totalitaire qui vise, dans sa dynamique même, à contrôler l'ensemble du vivant. Sorte d'anti-culture uniformisatrice qui détruit le lien social et le rapport au monde au profit de l'asservissement à une mégamachine. « La mégamachine est le système social complètement organisé, homogénéisé, dans lequel

la société fonctionne comme une machine dont les hommes seraient les rouages. » (Ellul, 1977 : 24) Soulignons ici, qu l'image de mégamachine peut s'appliquer à différentes civilisations à travers l'histoire et pas seulement à la société moderne.

Évidemment, la société ne peut être réduite à l'état de machine. Si mécaniste ou déterministe que l'on soit, l'on est forcé de reconnaître que la société comporte une bonne part de vivant, de non prédictible et de non contrôlable. Toutefois, cela ne veut pas dire que la mégamachine n'existe pas. Elle existe « dans la société, vivant à la fois en elle, d'elle et greffé sur elle. Il y a dualité exactement comme entre la Nature et la Machine – celle-ci fonctionne grâce à des produits naturels : mais elle ne transforme pas la nature en machine. La société est elle aussi, un « produit naturel ». » (Ellul, 1977 : 25)

En se développant, la mégamachine étend son emprise dans le social le vidant de sa substance. « [L]a Mégamachine à la fois fonctionne abstraitement en tant que machine sociale et de façon totalitaire en dépouillant les pièces de la machine de leur identité. » (Ellul, 1977 : 24) Ce faisant, elle se constitue comme l'univers référentiel et le milieu de vie et acquiert une existence autonome désenchantée du social. « L'autonomisation ne peut se produire qu'au prix d'une incorporation et d'une absorption du social dans les machines et, finalement, de son effondrement. » (Latouche, 2004a : 46)

Nous souhaitons ici approfondir l'analyse de deux dimensions de la mégamachine moderne qui semble particulièrement déterminantes dans l'évolution de l'agriculture contemporaine : l'économie capitaliste et le système technicien. Nous n'avons pas fait une revue exhaustive des ouvrages sur ces sujets, mais nous nous sommes plutôt attardé à certains ouvrages comprenant une réflexion critique sur leur place dans la modernité. Dans notre analyse du capitalisme, nous nous sommes basé sur Marx et d'autres auteurs plus contemporains comme Ellen Meiksins Wood, Charles Albert

Michalet et Vandana Shiva. Dans l'analyse du système technique, Jacques Ellul, Serge Latouche et Michel Freitag constituent nos principales références.

### 1.3 Le capitalisme : dépossession et dépendance

L'économie politique développée par Marx et ses successeurs nous a fait voir à quel point le développement du capitalisme est une partie importante dans la constitution du système social de la modernité. Pour le besoin de la recherche, nous allons ici nous attarder principalement à la naissance du système capitaliste ainsi qu'à deux concepts qui nous paraissent incontournables pour comprendre la spécificité de cette forme de pouvoir, le marché et la propriété privée.

Contemporain de l'essor du capitalisme, Marx a analysé le rapport entre la genèse du capitalisme en Angleterre et la destruction du mode de vie paysan dans la 8<sup>e</sup> section du Capital. Il observe qu'à son origine, le développement du capitalisme se base sur la dépossession de la terre et des droits d'usage. Ainsi, dans l'espace d'environ trente ans, une importante superficie des terres anglaises qui abritaient auparavant bon nombre de familles fut concentrée dans les mains de quelques propriétaires terriens.

« Au XIX<sup>e</sup> siècle, on a perdu jusqu'au souvenir du lien intime qui rattachait le cultivateur au sol communal. Le peuple des campagnes a-t-il, par exemple, jamais obtenu un liard d'indemnité pour les trois millions cinq cent onze mille sept cent soixante-dix acres qu'on lui a arrachés de 1801 à 1831, et que les landlords se sont donnés les uns aux autres par des bills de clôture ? » (Marx, 1969 : 538)

Avec cette dépossession de la terre, c'est toute une organisation sociale qui disparaît pour permettre l'émergence de l'ordre capitaliste basé sur les villes et les industries.

« Quand le sol, dit le Dr Price, tombe dans les mains d'un petit nombre de grands fermiers, les petits fermiers seront transformés en autant de gens forcés de gagner leur subsistance en travaillant pour autrui et d'aller acheter au marché ce qui leur est nécessaire. Il se fera plus de travail peut-être, parce qu'il y aura plus de contraintes... Les villes et les manufactures grandiront, parce que l'on y chassera de plus en plus de gens en quête d'occupation. » (cité dans Marx, 1969 : 537)

Comme Marx en fait état et comme l'histoire du monde en témoigne après lui, ce nouvel ordre économique capitaliste ne s'installe pas dans la coopération et l'unanimité. Il nécessite la complicité de l'État pour assurer la docilité et l'abondance d'une main d'œuvre sans ressource pour les nouvelles industries capitalistes. Il fut entre autres mis à contribution par ses législations pour régler le salaire le plus bas possible, pour allonger la journée de travail ainsi que par les interventions de l'armée ou de la police.

« Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrégé la période de transition. »<sup>5</sup> (Marx, 1969 : 557)

### 1.3.1 Le marché, un système de dépendance

Des auteurs contemporains ont approfondi l'étude de la genèse du capitalisme. C'est notamment le cas d'Ellen Meiksins Wood (2002) qui analyse le développement du capitalisme agraire dans les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> chapitres de son ouvrage *The Origin of Capitalism*. Dans le but d'identifier les éléments qui distinguent le capitalisme du système féodal, elle compare les systèmes capitaliste anglais et absolutiste français. A la lumière de cette comparaison, elle considère que la différence fondamentale entre les sociétés pré-capitalistes et le capitalisme émergent en Angleterre est « la dépossession complète des producteurs » qui sont ainsi maintenus dans une dépendance totale au marché. Alors que les rois et les nobles cherchaient à s'approprier les surplus des producteurs, le capitalisme se base sur la complète dépossession des producteurs qui doivent vendre leur travail pour obtenir le nécessaire à leur survie. Dans le système féodal, l'appropriation des surplus par les rois et les nobles nécessitait l'emploi d'un ensemble de moyens coercitifs alors que le marché accomplit cette fonction sans le recours à la force une fois qu'il est bien implanté.

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 557.

« This market dependence gives the market an unprecedented role in capitalist societies, as not only a simple mechanism of exchange or distribution but the principal determinant of social reproduction. The emergence of the market as a determinant of social reproduction presupposed its penetration into the production of life's most basic necessity : food. » (Meiksins Wood, 2002 : 97.)

Non seulement ce marché régule les denrées de base, mais il enferme tous ceux qui en sont dépendants dans une spirale d'augmentation de la productivité sans fin basée sur un rapport de compétition. Ainsi dès son origine, la mondialisation actuelle est inscrite dans les impératifs de l'accumulation propre au capitalisme. « It can and must constantly accumulate, constantly search out new markets, constantly impose its imperatives on the new spheres of life, on all human beings and the natural environment. » (Meiksins Wood, 2002 : 97) Après son émergence en Angleterre, le capitalisme colonisera l'Irlande, l'Amérique du Nord puis éventuellement le monde.

Il importe ici de s'arrêter sur la réalité du marché, mode de régulation unique dans la pensée libérale classique. Depuis Adam Smith, le marché est généralement associé à une main invisible agissant en fonction de la loi de l'offre et la demande. Comme celle de la gravité en physique, la science économique postule que cette loi aurait une existence propre indépendante de la volonté des humains et que le bon fonctionnement de l'économie passe par le respect de cette loi. Cette conception théorique vient toutefois buter contre la réalité observable de la création d'oligopole et de monopole.

« Les marchés du « capitalisme réel » sont des marchés imparfaits, de nature oligopolistique et monopolistique. Leur équilibre n'est pas le résultat d'une main invisible providentielle. Il est celui, très concret, des rapports de force entre un petit nombre de grands groupes industriels et financiers. » (Michalet, 2002 :130)

Loin de le concevoir comme une loi existant en soi, nous concevons donc le marché comme un rapport de force lié à des intérêts économiques. Laisser libre cours au marché signifie alors de laisser les intérêts les plus puissants dicter leur volonté à l'ensemble de la société. Mondialiser les marchés équivaut à étendre l'emprise de ces intérêts dans des pays ou des secteurs qui leur étaient jusqu'alors extérieur. Ce faisant

au travers de la libéralisation des marchés, on assiste à la consolidation de monopoles de la part de puissantes firmes privées

« La vraie réalité du marché mondial dans la globalisation est donc celle d'un maillage complexe géré par des grands groupes industriels et financiers qui seront principalement des détenteurs de marques disposant d'une compétence immatérielle, sur la base, à la fois, de participations financières dans des filiales et des contrats passés avec des partenaires spécialisés pour la fourniture de biens et services. Pour un nombre croissant d'entreprises, l'accès au marché passera nécessairement par l'appartenance à un réseau multinational. » (Michalet, 2002 :140)

### 1.3.2 La propriété privée, un mécanisme de dépossession

Pour réaliser la dépossession des producteurs, l'idéologie capitaliste promeut une nouvelle forme de propriété qu'on peut désigner par le terme « enclosure ». Ce concept renvoie autant à des clôtures autour d'une terre qu'au développement dans le système juridique d'une conception de la propriété basée sur l'exclusivité qui rompt avec les droits d'usage dont plusieurs personnes dépendaient pour vivre. Cette appropriation exclusive se justifie par le fait que les capitalistes remplissent une mission divine soit celle de faire fructifier la terre et leurs autres propriétés, ce que les simples paysans ne sont pas à même de faire. Aux yeux de Locke, théoricien central de cette pensée, la nature n'a pratiquement aucune valeur puisque 99% de la production agricole est attribuable aux effets du travail humain. Et encore, ce n'est pas l'effort dans le travail qui crée cette valeur, mais le commerce et le profit qui lui est associé. Ce faisant les capitalistes ne déposèdent pas la population et la planète au contraire ils les enrichissent par leur système d'exploitation et d'échange.

« Locke's point, which coincidentally drips with colonialist contempt, is that unimproved land is waste, so that any man who takes it out of common ownership and appropriates it to himself – he who removes land from the common and encloses it – in order to improve it has given something to humanity, not taken it away. » (Meiksins Wood, 2002 : 111)

Cette dynamique de dépossession communale – appropriation exclusive n'est pas momentanée, elle se poursuit tout au cours de l'expansion et de l'intensification du marché capitaliste. « The enclosure of the commons has been called the revolution of the rich against the poor. However, enclosures are not just a historical episode that



occurred in sixteenth century in England. » (Shiva et *al.*, 2002 : 2) C'est ainsi, qu'en établissant des droits de propriété intellectuelle sur des semences, les négociations à l'OMC poursuivent ce processus.

#### 1.4 De l'opération technique au système technicien

Si leur émergence n'a pas séduit les milieux ouvriers à prime à bord en raison des cadences infernales qu'elles imposaient dans le travail manufacturier, les machines et la technologie ont marqué favorablement à peu près tous les intellectuels européens du début de la modernité. De nos jours, certains milieux intellectuels remettent en question la place de la technique dans nos sociétés mais l'ascendance de la technique est si forte que ces milieux sont bien restreints. Pour bien comprendre le phénomène technique contemporain, il importe de distinguer clairement les différentes réalités auxquelles le concept de technique renvoie. Nous analyserons ici l'opération technique, la technique comme médiation et comme milieu et la technique comme système.

##### 1.4.1 L'opération technique

L'opération technique est présente dans les sociétés humaines, et chez les animaux, depuis des milliers d'années. Des activités comme la chasse et l'agriculture font appel des opérations techniques. L'opération technique est présente dans chaque action intentionnelle. Elle constitue une dimension essentielle, mais partielle de toute activité subjective dans le monde. (Freitag, 2002 : 325) Les techniques sont « les puissances d'action » qui permettent à tout sujet de se faire une place dans le monde. De façon générale, on peut dire que toute action qui n'est pas gratuite possède une dimension technique.

« Dans toute action intentionnelle, la technicité représente l'adéquation des opérations autonomes du sujet aux déterminations empiriques (résistances) du monde extérieur dans lequel elle vise non seulement à exprimer son intention (à la montrer), mais à la

réaliser effectivement sous la forme d'une transformation et d'une appropriation objectives. » Freitag, 2002 : 329)

Dans les sociétés primitives, la dimension technique est fusionnée au mode d'être et d'agir dans le monde, elle fait partie du lien entre le sujet agissant et le monde dans lequel il vit. Les techniques font partie du monde commun et sont accessibles à plusieurs relativement à leur position sociale, notamment en terme de division sexuelle, et à leurs capacités.

Selon Freitag, l'apparition de l'agriculture a bouleversé la place de la dimension technique dans les sociétés humaines. « Par rapport à la cueillette et à la chasse (ou à la culture intermittente), l'agriculture comporte une appropriation-transformation formelle de la nature, une « domination » de la nature qui contraste avec la symbiose primitive ». (Freitag, 2002 : 349) L'agriculture constitue le premier rapport productif au monde par lequel l'humain s'approprie la nature. « L'homme « primitif » ne possède pas la terre, il lui appartient et elle l'accueille. » (Freitag, 2002 : 349) Cette appropriation de la nature par un travail productif est liée à un droit aux produits de cet effort.

La pratique de l'agriculture nécessite un certain nombre d'instruments utilisés dans le travail de la terre et à la conservation des récoltes. Le développement des sociétés agricoles est donc accompagné du développement de l'artisanat. Avec l'artisanat, on assiste à un début de séparation entre les activités et savoirs de l'ensemble de la société et de certains métiers spécialisés. Il y a là un début d'autonomisation de la dimension technique de l'action. Échappant au monde de la culture commune, le développement des métiers artisanaux sera accompagné de la mise en place d'une nouvelle forme de régulation sociale que Freitag nomme « politico-institutionnel ». Reconnaisant la dissociation qui s'est produite dans la société, des règles formelles et extérieures régissent maintenant les activités productives spécifiques. « En voulant

la limiter de toutes sortes de manières, elles témoignaient aussi de l'autonomie, de la « liberté » qu'avait acquise l'activité productive relativement à la structure des régulations normatives propres à une culture unitaire commune. » (Freitag, 2002 : 358)

A ce stade, nous sommes face à une structure sociale dans laquelle on retrouve une importante sphère productive comprenant une multitude de techniques particulières autonomes régies par un pouvoir politique et dans laquelle les concepts de valeur, de coût, de travail et de produit mènent à la création du marché comme médiation. Il s'agit là d'un changement important par rapport à une société dans laquelle la dimension technique est confondue dans le rapport au monde et la culture commune, mais il s'agit aussi d'une réalité bien différente de celle de la technique comme système intégré et autonome telle que nous la connaissons aujourd'hui.

#### 1.4.2 La technique comme médiation et comme milieu

Plus qu'un outil au service des sociétés humaines, la technique est une médiation entre l'humain et le milieu naturel. Comme le montre Freitag, la technique constitue une médiation parmi d'autres tant qu'elle est intégrée à la culture. « Elle fait partie du lien entre le sujet agissant et le monde dans lequel il vit » comme on l'a dit dans la section précédente. Toutefois en s'autonomisant de la culture, la technique tend à devenir une médiation exclusive. « [I]l n'y a plus d'autres rapports de l'homme à la nature, tout cet ensemble de liens complexe et fragile que l'homme avait patiemment tissé, poétique, magique, mythique, symbolique disparaît : il n'y a plus que la médiation technique qui s'impose et devient totale. » (Ellul, 1977 : 44)

De médiation, la technique devient le milieu de vie dans lequel l'humain évolue. « Ces médiations sont tellement généralisées, étendues, multipliées qu'elles ont fini par constituer un nouvel univers, on a vu apparaître le milieu technicien. » (Ellul, :48)

En se constituant le milieu technicien transforme, utilise le milieu naturel de façon à ce que celui-ci cesse d'être un milieu.

« Le milieu technicien ne pourrait pas du tout exister, s'il ne prenait son appui aussi bien que ses ressources dans le milieu Naturel (Nature et Société) mais il l'élimine en tant que milieu, se substitue à lui, en même temps qu'il l'épuise et l'exténue. [L]e fameux « épuisement » des ressources naturelles dont nous aurons à reparler n'est pas seulement le résultat d'une utilisation abusive des techniques mais essentiellement de la constitution de la technique comme milieu de l'homme. » (Ellul, 1977 : 56)

A la différence du milieu naturel qui s'est constitué sur des milliards d'années dans un système d'interrelations infiniment complexe, le milieu technicien a pris forme en quelques centaines d'années par des opérations réductrices ne prenant en considération qu'une partie de la réalité. « Ainsi, la société comme la nature tombent en état permanent de survie sous soins intensifs, leur existence ne peut plus se maintenir que sous perfusion. » (Freitag, 2002 : 381)

Dans *La technique ou l'enjeu du siècle*, Ellul fait ressortir que la technique commence à se constituer comme milieu, et comme système tel que nous le décrirons plus bas, à partir de la fin du 18<sup>e</sup> siècle en Europe en raison d'un ensemble de conditions politique, économique, culturelle et démographique. La naissance des États modernes et la révolution industrielle sont des éléments marquants de ce processus. La technique qui était jusqu'alors généralement liée à un objet précis devient le mode de pensée général. Elle est perçue comme le moyen, ou plutôt l'ensemble de moyens, qui permettront le progrès. La technique reconstruit le monde, l'intègre et l'adapte. « Elle clarifie, range et rationalise : elle fait dans les domaines abstraits ce que la machine a fait dans le domaine du travail. » (Ellul, 1990 : 3) Les États, qui y trouveront un facteur de puissance, et les capitaux, qui y trouveront une source de profit immense, travailleront au développement de la technique dans les sphères les plus diverses de la vie humaine. La science, dont le but était la connaissance et la contemplation du monde, est graduellement intégrée à la technique et devient utilitariste. A partir de ces bouleversements majeurs, la technique va

s'imposer comme milieu dans la société d'Europe de l'Ouest d'abord puis à différents endroits soit par intérêt national, par imitation ou par le colonialisme.

On assiste ainsi à la naissance d'une nouvelle réalité dans laquelle tant la société que la nature dépendent de la technique pour perdurer. Les exemples de cette dépendance envers la technique sont de nos jours multiples voire infinis. La technique est omniprésente dans les maisons, les milieux de travail, les champs, l'imaginaire, la vie émotive et sexuelle, avec les agences de rencontre et le cybersexe, etc. La nature terrestre, ce qui inclus nos corps physiques, n'y échappe guère plus jusque dans l'infiniment petit des gènes. « [L]orsque la technique entre dans tous les domaines et dans l'homme lui-même qui devient pour elle un objet, la technique cesse d'être elle-même l'objet pour l'homme, elle devient sa propre substance : elle n'est plus posée en face de l'homme, mais s'intègre en lui et progressivement l'absorbe. » (Ellul, 1990 : 4)

#### 1.4.3 La technique comme système

Le phénomène technique n'est pas statique mais dynamique, il contient en lui-même sa propre transformation. « Ce progrès technique s'effectue selon un certain mode et présente des particularités qui le différencient des autres types d'évolution ». (Ellul, 1977 : 92) Possédant ses propres caractères et régulations, la technique constitue un système. Celui-ci se reconnaît « par le fait de l'interdépendance de tous ses composants, par le fait de la globalité et enfin par la stabilité acquise : ce dernier point est particulièrement essentiel : on ne peut plus « détechniser ». » (Ellul, 1977 : 94)

Ellul identifie quatre caractères importants du système technicien : l'autonomie, l'unité, l'universalité et la totalisation. Par autonomie, Ellul n'entend pas que la technique ne soit soumise à aucune pression et détermination extérieures, mais qu'elle évolue d'abord selon une dynamique qui lui est intrinsèque. Cette dynamique interne est la suppression des limites : il n'y a rien d'impossible à la technique,

seulement des limites que des développements techniques permettront de dépasser. Le caractère d'unité renvoie à l'indivisibilité du système technique, toutes les parties sont dépendantes de l'ensemble. Cette unité signifie qu'une défaillance dans une moindre partie du système peut avoir un impact immense dans le système. Même phénomène au niveau de la résolution des problèmes qu'on ne peut espérer résoudre isolément de l'ensemble du système. Par l'universalité, Ellul renvoie à l'expansion de la technique dans la diversité des activités humaines et dans l'ensemble des pays, expansion géographique. Enfin, la totalisation est l'espèce de rêve inachevable du système technique qui cherche à s'instituer comme totalité sans toutefois jamais pouvoir s'arrêter.

## 1.5 Regards sur la mégamachine : le cas de l'agriculture

### 1.5.1 La révolution verte

Avec la Deuxième Guerre mondiale, il se produit une révolution importante dans l'agriculture mondiale. L'Europe en partie détruite, l'Amérique du Nord doit surproduire pour nourrir le vieux continent. Avec la complicité de l'industrie agro-alimentaire, un ensemble des transformations sont mises en œuvre dans le fonctionnement des fermes nord-américaines. Des semences apparemment plus productives, des engrais de synthèse et des pesticides développés en laboratoires sont promus haut et fort. L'irrigation massive des cultures et la mécanisation du travail le sont aussi. Le prix des productions est élevé et les gouvernements rendent le crédit disponible aux personnes qui ont une formation professionnelle en agriculture. La dimension entrepreneuriale de l'agriculture s'impose. Pour plusieurs gouvernements et populations, ces transformations sont porteuses d'espoir pour l'augmentation de la production alimentaire.

Dans un contexte géopolitique instable, la fondation Rockefeller décide de lancer un programme de développement de la science agricole au Mexique à partir 1941 puis en Inde à partir de 1956. (Das, 2002) La fondation investit des sommes considérables dans l'espoir que l'augmentation de production agricole dans ces régions sensibles aidera à freiner les menaces communistes et fascistes. Ces deux interventions seront à l'origine de ce que l'on appelle maintenant la révolution verte. Bon nombre de pays adopteront les semences améliorées, les engrais et pesticides ainsi que l'irrigation. Toutefois, la mécanisation du travail restera relativement faible comparativement à l'Amérique du Nord et de l'Europe.

La révolution verte a légèrement comblé les espoirs qu'elle avait suscités durant les premières années, mais l'augmentation des récoltes n'a pas duré. Les semences modifiées demandent beaucoup d'engrais, sont plus sensibles aux maladies et la monoculture rend les cultures plus vulnérables aux infestations. De plus, les méthodes de la révolution verte ont plusieurs effets dommageables sur l'environnement comme la disparition de la diversité génétique et l'épuisement et la salinisation des sols. (Shiva, 2001)

Les limites de la révolution verte furent aussi sociales. Plutôt que de rejoindre les petits agriculteurs, elle favorisa une certaine élite. L'augmentation de la production ne fut pas généralisée mais concentrée et elle marginalisa davantage les petits agriculteurs. Les meilleures terres, les ressources hydriques et les budgets pour l'agriculture furent accaparés pour la production intensive. Plusieurs personnes durent quitter l'activité agricole, devenant dépendantes du salariat ou encore de la charité gouvernementale et privée. Ce faisant, on assista à une augmentation de la pauvreté et de la faim.

Avec le temps, la révolution verte a radicalement transformé la production alimentaire mondiale par le processus de spécialisation régionale pour un seul marché

mondial qu'elle a favorisé. Les petites fermes familiales diversifiées ont fait place à des fermes spécialisées d'une plus grande ampleur produisant un seul produit pour l'exportation. C'est ainsi que le Québec s'est spécialisé dans la production laitière, puis porcine, et que l'Ouest canadien est devenu un grenier à blé.

La révolution verte a donc permis à une poignée de firmes américaines d'implanter leurs produits et leur méthode à peu près partout sur la planète. Avec l'aide des politiques agricoles de bon nombre de gouvernements, les meilleures ressources naturelles ont été confiées à leur science, leur technologie et leur économie. L'ensemble de la planète s'est alors retrouvé davantage dépendant de ces entités privées qui ne pensent qu'à leur propre expansion.

#### 1.5.2 Le néolibéralisme

La révolution verte ne fut pas une période isolée, les transformations dans l'agriculture se poursuivent sans arrêt depuis la fin de la Deuxième Guerre. Ces transformations se font en continu mais certains bouleversements viennent les accélérer. C'est notamment le cas avec l'essor du néolibéralisme depuis les années 1980. Ce modèle économique prétend que le marché est le mode de régulation par excellence et promeut la non-intervention de l'État pour laisser plus de place à l'entreprise privée.

Comme on l'entend souvent, le modèle économique du néolibéralisme constitue une rupture avec celui de l'État interventionniste qui a été en application dans plusieurs pays suite à la Deuxième Guerre mondiale. Avec le bloc communiste, les luttes de libération nationale et les luttes syndicales, la situation politique d'alors était instable et un compromis était nécessaire pour assurer la viabilité du système capitaliste mondial. S'il fut nécessaire en ces circonstances bien particulières, cet État



interventionniste a rapidement suscité l'impatience des élites économiques dont les profits étaient limités et les activités contrôlées. On a graduellement assisté à une contre-offensive du libéralisme classique. Dans les universités et les médias, le discours du néolibéralisme a graduellement envahi tout l'espace pour promouvoir la « pureté libérale ».

Le néolibéralisme est global, il vise l'ensemble de la planète. Tous les pays sont pressés, voir forcés, de mettre en œuvre d'importants changements politico-juridiques qui ont pour effet de transformer l'équilibre qui s'était développé dans le cadre des États nations. D'une part, des accords commerciaux supranationaux, ALENA, OMC, sont placés au-dessus des lois nationales. D'autre part, les mouvements de capitaux fragilisent la capacité des pays à adopter une politique différente.

L'agriculture et les marchés « alimentaires » sont un enjeu important dans le processus de mondialisation néolibérale actuellement en cours. D'imposantes corporations transnationales font pressions sur les gouvernements pour qu'ils adoptent un ensemble de mesures leur permettant de prendre contrôle de l'activité agricole et des ressources naturelles à l'échelle de l'ensemble de la planète. Ces mesures comprennent notamment l'ouverture des marchés, le brevetage des semences, les subventions de l'État pour l'exportation, l'augmentation des réglementations d'hygiène, l'élimination de la recherche publique, etc. Nous approfondirons ici les mesures concernant l'agriculture liées à l'ALENA et à l'OMC, des accords qui touchent particulièrement le Canada.

#### 1.5.2.1 L'ALENA

Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994, l'Accord de libre-échange nord-Américain (ALENA) est une extension de l'accord libre-échange États-Unis Canada (ALE). En

plus d'inclure le Mexique, l'ALENA élargi les sujets de négociations notamment en ce qui a trait à l'agriculture. Le but de l'ALENA est de parvenir à la création d'un marché continental ouvert. Les principaux éléments de l'ALENA concernant l'agriculture sont :

- l'élimination des barrières quantitatives et tarifaires;
- l'évaluation des impacts des mesures de soutien interne;
- l'établissement de procédures de règlement des différends.

#### 1.5.2.2 L'OMC

L'OMC a été créée le 1er janvier 1995 à la suite du Cycle d'Uruguay qui impliquait 123 pays. Entrepris en 1986, « le Cycle d'Uruguay a permis de réaliser la plus grande réforme du système commercial mondial depuis la création du GATT à la fin de la Seconde Guerre mondiale »<sup>6</sup>. L'OMC a pris la relève du GATT, qui avait été mis en place dans une perspective temporaire en 1948, et a élargi les sujets de négociation. Alors que les négociations du GATT portaient essentiellement sur les droits de douane, celles de l'OMC traitent des droits de douane, des mesures non tarifaires, des services, de la propriété intellectuelle, du règlement des différends, des marchandises, de l'agriculture et de plusieurs autres sujets. Les accords du Cycle d'Uruguay, signés à Marrakech en 1994, prévoient aussi de nouvelles négociations sur plusieurs sujets et la réouverture des négociations sur les services et sur l'agriculture. Un nouveau cycle de négociation a été lancé à Doha en novembre 2001 mais n'a pas abouti à un nouvel accord jusqu'à maintenant. Les positions des différents gouvernements nationaux étant très éloignées face à cet enjeu, l'agriculture est sans aucun doute un élément expliquant cet échec.

Un accord spécifique à l'agriculture, l'Accord sur l'Agriculture, a été négocié à l'OMC, cependant, pratiquement tous les accords touchent l'agriculture. L'Accord

---

<sup>6</sup> Site de l'OMC, [http://www.wto.org/French/thewto\\_f/whatis\\_f/tif\\_f/fact5\\_f.htm](http://www.wto.org/French/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact5_f.htm), consulté le 26 novembre 2007.

sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (ou mesures SPS) sont probablement ceux qui le plus d'impact après l'Accord sur l'Agriculture à proprement dit.

L'Accord sur l'Agriculture porte principalement sur trois enjeux :

- l'accès aux marchés : d'abord, les pays signataires s'engagent à transformer les restrictions quantitatives à l'importation en mesures tarifaires. Ensuite, ces barrières tarifaires doivent être graduellement réduites.
- le soutien interne : les différentes mesures de soutien intérieur à l'agriculture sont classées en trois boîtes selon l'influence qu'elles ont sur la production. Les mesures de soutien direct aux agriculteurs non liées à la production, les mesures de développement régional et les mesures environnementales sont classées dans la boîte verte et sont permises. Les mesures qui soutiennent la production mais qui la limitent aussi sont placées dans la boîte bleue et sont actuellement en négociation. Toutes les autres mesures tombent dans la boîte orange et doivent être réduites.
- les subventions à l'exportation : les subventions à l'exportations doivent être réduite.

L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce :

- vise à uniformiser le degré de protection et de respect des droits de propriétés intellectuelles. L'accord prévoit aussi des mécanismes de règlements des différends.

L'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (ou mesures SPS) :

- établit des normes sanitaires minimales à respecter pour les produits animaux ou végétaux. L'accord contient aussi des dispositions concernant les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation.

### 1.6 Conclusion

Ce mémoire s'inscrit dans un courant critique du système capitaliste et de la technique, qui tendent à un contrôle totalitaire tant sur la société que la nature. Dans ce premier chapitre, nous avons voulu faire ressortir que ces systèmes ont radicalement transformé la société et la nature. En effet, le capitalisme et la technique forment ce qu'Ellul a appelé la mégamachine. Au fil de son évolution, celle-ci s'est imposée comme médiation et comme milieu, absorbant à la fois la société et la nature.

Les impacts de ces transformations sur l'agriculture sont devenus particulièrement marquants à partir de la Deuxième Guerre mondiale avec la révolution verte. Sous l'influence de la science, de la technique et des intérêts politique et économiques des Etats-Unis, on assiste à l'implantation des semences hybrides, à la mécanisation du travail, à l'utilisation d'engrais et de pesticides de synthèse, etc.. Le processus qui s'est alors mis en œuvre se poursuit, autant en terme d'expansion que d'intensification, dans le cadre de la mondialisation néolibérale. Dans les chapitres qui suivent, nous prendrons une position plus empirique pour étudier de quelle façon l'agriculture québécoise a été marquée par ces transformations que nous avons ici abordées sous un angle théorique.

## CHAPITRE 2

### PARTICULARITÉS DE L'AGRICULTURE DANS LA VALLÉE DU SAINT- LAURENT MISE EN CONTEXTE SOCIO-HISTORIQUE

Avant l'arrivée des colons européens, ce sont principalement les Iroquois qui peuplaient la vallée du Saint-Laurent et plus précisément la plaine autour de Montréal, c'est-à-dire ce que l'on appelle aujourd'hui la Montérégie. Contrairement aux autres peuples autochtones habitant ce qui deviendra le Québec, la société iroquoise était sédentaire et basée sur l'agriculture. Grands commerçants, les Iroquois ont obtenu des semences provenant à l'origine du Mexique. Ils auraient commencé à cultiver le maïs entre 600 et 1000 et l'agriculture serait devenue leur principale activité « économique » à partir du 13<sup>e</sup> ou 14<sup>e</sup> siècle. Les Iroquois pratiquaient la culture itinérante. En bordure du fleuve ou d'une rivière, ils faisaient un brûlis pour préparer les terres qui étaient cultivées de 10 à 20 ans. Lorsque le sol devenait moins fertile et que les ressources en bois diminuaient, le village se déplaçait vers un autre lieu qui avait été prospecté. Le maïs, les haricots, les courges, le tournesol et le tabac étaient les principales plantes cultivées par les Iroquois, ou plutôt par les Iroquoiennes puisque l'agriculture était une tâche relevant des femmes. « Chez certains groupes, tels les Iroquoiens du Saint-Laurent, les plantes cultigènes contribuaient pour plus de

60 % de l'alimentation quotidienne. » (Viau, 2005 : 161) La chasse, la pêche et la cueillette étaient complémentaires à l'agriculture.

## 2.1 La colonisation européenne : seigneuries, capitalisme agraire et agriculture domestique

Les Français furent les premiers Européens à entreprendre la colonisation de la vallée du Saint-Laurent. Jacques Cartier rencontra les villages iroquois de Stadaconé et d'Hochelaga lors de ces premières explorations. Toutefois, comme les Français s'intéressaient principalement aux fourrures, ils s'allieront avec les Algonquins et les Hurons qui avaient la chasse comme principale activité. C'est ainsi que l'arrivée des Français contribuera aux conflits entre les Iroquois, les Algonquins et les Hurons. Entre 1536, année du passage de Jacques Cartier à Hochelaga, et 1642, année de la fondation de Montréal, les Iroquois de la plaine du Saint-Laurent migrent vers le sud chez leurs amis Mohawks dans le Nord des Etats-Unis.

L'histoire officielle du Québec veut que les Français aient été de bons conquérants comparativement aux Espagnols ou aux Anglais. S'ils ont tué moins de personnes, les conquérants Français méprisent les modes de vie des peuples autochtones habitant le territoire comme toutes les autres nations européennes venues en Amérique. Considérés comme des primates de l'âge de pierre par la plupart des français, les autochtones ne seront que des outils dans l'obtention de ressources naturelles.

Nous avons rencontré un bon exemple de ce mépris dans les ouvrages du géographe français Raoul Blanchard, consulté dans le cadre de cette recherche. Dans plus d'un passage, celui-ci nie la présence même des autochtones sur le territoire de la plaine du Saint-Laurent. « Avant le début du XVII<sup>e</sup> siècle, c'est le vide humain à peu près complet ». (Blanchard, 1960 : 65) Ou encore :

« on constate avec surprise que la place était nette pour la colonisation à l'arrivée des Européens. La bourgade indienne visitée par Jacques Cartier à Hochelaga, sur l'emplacement de Montréal, s'était évanouie, 60 ans plus tard. Ces sociétés indigènes fort instables semblent n'avoir fait que tourbillonner à travers la plaine sans réussir à y asseoir un établissement définitif. » (Blanchard, 1953 : 60)

Ce même géographe se trahit toutefois en mentionnant qu'« [i]l faut attendre la pacification, assurée par le traité conclu à Montréal avec les Iroquois (1700), pour voir ces frères établissements prendre un développement vigoureux et autonome. » (Blanchard, 1953 : 62) Présents sur l'île de Montréal dès 1642, plusieurs années d'affrontements armés auront donc été nécessaires au plein établissement des Français dans le « vide humain » de la plaine de Montréal.

Les Français s'installent dans la vallée du Saint-Laurent en reproduisant leur système seigneurial ce qui transforme totalement le territoire. « La vaste majorité des colons français ont concentré leurs efforts sur l'établissement de l'agriculture à l'europpéenne; ce faisant, ils n'ont généralement tenu aucun compte des exemples amérindiens qui était à la portée de leurs mains. » (Coates, 2003 : 51) Le déboisement de grandes superficies est la première étape de l'établissement de l'agriculture à l'europpéenne. Plusieurs pionniers n'étaient pas des paysans avant leur migration et les techniques qu'ils utilisent ne s'appuient pas sur celles alors utilisées en Europe, particulièrement en ce qui a trait à la régénération des sols. De plus, les sols sont si fertiles à l'arrivée des colons que ceux-ci firent une rotation sur deux ans plutôt que trois comme il se faisait en Europe et les épuisent ainsi. Les pionniers français agrandissent leur territoire en montant le long des cours d'eau à proximité de l'île de Montréal tout le long du 18<sup>e</sup> siècle. Grâce à leur « natalité triomphante », les colons français s'installent solidement dans la plaine de Montréal. A partir 1750, le commerce des produits agricoles devient plus lucratif que celui des fourrures, en plein déclin.

Suite à la conquête anglaise en 1760, les administrateurs anglais maintiennent le système seigneurial pour assurer la paix sociale mais bloquent son expansion. Des compagnies privées britanniques, comme la British American Land Co, achètent des terres de la couronne et aussi du clergé, et les louent ou les vendent, évidemment plus chères, aux colons anglais. Avec le capital qu'elles accumulent par la spéculation foncière, ces compagnies développent de nombreuses infrastructures et mettent sur pied des systèmes de crédit à la production, accélérant la transformation du territoire et l'établissement d'une économie de type capitaliste.

La fin du 18<sup>e</sup> siècle et le début du 19<sup>e</sup> seront marqués par l'immigration massive des colons anglais, américains, écossais et irlandais dans la plaine du fleuve, particulièrement au Sud-ouest. Avec l'effet combiné de la forte natalité des colons français et de l'immigration, la plaine de Montréal se peuple avec une rapidité inégalée de 1760 à 1850. « De 10 500 habitants en 1765, elle était passée à plus de 41 000 en 1790, à 160 000 en 1831, 240 000 en 1851. » (Blanchard, 1953 : 73)

Tôt au 19<sup>e</sup> siècle, les seigneuries sont surpeuplées, leurs terres épuisées, et la famine et les épidémies sévissent. La culture du blé, si importante pour l'alimentation des colons français, devient impossible en raison de la faiblesse du rendement. Pour assurer leur propre survie, les colons français se rabattent sur une agriculture de subsistance basée sur la pomme de terre, le lin, l'avoine, le sarrasin, les pois et l'élevage. Fruit de l'ère féodale, le maintien du régime seigneurial ralentit le développement de l'industrie au Bas-Canada.

Ces dures conditions de vie entraînent l'exode d'une partie importante de la population francophone à l'extérieur des seigneuries. Règle générale, ce ne sont pas des parcelles de terres qui les attirent mais des emplois salariés. Certains s'en vont vers Montréal, plusieurs vers le nord-est des États-Unis et d'autres vont travailler dans les exploitations capitalistes anglaises. Celles-ci exportent massivement le bois,



les cendres de bois, transformées artisanalement en potasse et utilisées comme engrais en Angleterre, le grain, le foin pour servir le développement industriel anglais. Le Journal de l'Assemblée législative du Bas-Canada de 1823 fait état d'une de ces exploitations agraires, celle de Philémon Wright, un des premiers à entreprendre l'exportation du bois vers l'Angleterre en 1806. (Blanchard, 1960 : 123)

« Philémon Wright, fondateur et leader du Township de Hull évalue comme suit le produit de ses fermes pour l'année 1820 : il emploie 164 journaliers et possède 3 024 acres en état de culture. Le nombre de ses animaux est de 806. La récolte monte à 9 285 minots de grain, 26 500 minots de pomme de terre et à 1 230 tonnes de foin. » (Morisset, 1987 : 9)

D'autres colons vont ouvrir des terres plus éloignées pour s'y établir comme ce fut le cas au Lac St Jean. Voulant conserver son influence et contrer l'attrait de l'argent, l'Église supporte ses mouvements de colonisation des régions délaissées par les Anglais et diffuse une idéologie agriculturiste. Elle s'accorde avec les élites locales pour donner une vocation agricole au peuple canadien-français. Par exemple, cet extrait de *La colonisation* de l'abbé J. Bergeron : « Nous (les Canadiens français) aurons le sol ou n'aurons rien. [...] Ceux qui viendront après nous seront agriculteurs ou seront les esclaves du capital américain aux Etats-Unis ou esclave du même capital dans la libre province de Québec, ce qui n'est pas mieux. » (cité dans Morisset, 1987 : 15) Protégeant ses intérêts, l'Église aura une influence prépondérante dans le monde agricole et rural avec ses paroisses, ses associations, etc.

L'abolition du système seigneurial, notamment liée aux pressions de la classe de capitalistes industriels canadienne-française, aura peu d'impact pour les petits paysans. Comme très peu de colons possèdent le capital nécessaire au rachat de leur parcelle de terre, elle reste la propriété d'un petit nombre de seigneurs auxquels les paysans doivent payer une rente. De plus, les propriétés de l'Église, soit un quart des terres, sont exclues de la loi. « On est loin des revendications des Patriotes de 1837 : « abolition sans compensation de tous les droits et privilèges seigneuriaux »! » (Chatillon, 1976 : 37)

L'agriculture pratiquée dans les fermes familiales visait à assurer la survie de la famille et de la communauté. On défriche les terres pour s'établir : les plus beaux arbres sont sélectionnés pour la construction d'habitation puis tout le reste de la végétation est brûlé pour pouvoir ensemer blé, avoine, orge, navet. Peu à peu, des cheptels de chevaux, de bovins, d'ovins et de porcs sont constitués pour faciliter le défrichement et produire du fumier, de la viande et de la laine. Du grain est produit en grande quantité et vendu, exporté en Angleterre ou aux États-Unis, mais le revenu en argent demeure bien marginal par rapport à l'ensemble de la production. Tout le long du 19<sup>e</sup> siècle, l'agriculture demeura le secteur d'activité économique qui occupe le plus grand nombre de Québécois. Mais le développement de l'agriculture est loin d'appartenir aux agriculteurs. « De nombreux représentants des élites, journalistes, agronomes, missionnaires colonisateurs, hommes politiques, interviennent pour orienter le développement agricole [...]. » (Linteau *et al.*, 1989a : 130) En 1852, les bases du Ministère de l'Agriculture sont jetées avec la création du Bureau d'agriculture et en 1869, Québec entérine l'Acte de création du Département de l'Agriculture et des travaux publics.

Plutôt que d'entreprendre un travail ardu de colonisation dans des régions éloignées, une partie importante de la population préfère trouver un travail salarié en ville. Montréal, et bien d'autres villes dans une moindre mesure, est en pleine industrialisation et les emplois se font nombreux. De 1851 à 1901, la population urbaine du Québec passe de 14,9 % à 36,1 %. (Linteau *et al.* 1989a : 167) Connaissant un essor incomparable, la population de Montréal et sa banlieue va plus que tripler allant de 100 723 habitants en 1861 à 324 880 en 1901.

## 2.2 Le passage à une agriculture marchande

La fin du 19<sup>e</sup> siècle est marquée par des bouleversements importants du système social et de l'agriculture dans la vallée du Saint-Laurent. La création de l'État canadien et le développement industriel nord-américain sont les principaux facteurs qui provoquent le passage à une agriculture marchande.

Suite à la Confédération canadienne, l'État encourage le passage d'une agriculture extensive à une agriculture intensive davantage mécanisée et planifiée, et ce, particulièrement dans la plaine du St-Laurent. Politiques agricoles, conférenciers, journaux et écoles de formations transforment les pratiques agricoles. « Son action vise moins à aider l'ensemble des producteurs agricoles à se moderniser qu'à favoriser, par les changements de l'économie domestique vers l'économie de marché, ceux que Migner appelle « la bourgeoisie agroalimentaire, les intermédiaires, les notables, la petite bourgeoisie des campagnes ». » (Kesteman *et al.*, 2004 : 45)

Les provinces de l'Ouest étant désormais le grenier de l'Empire, l'Ontario et le Québec ont pour mandat d'approvisionner l'Angleterre en porcs et produits laitiers. Les terres des plaines du St-Laurent sont graduellement converties à la production laitière durant la fin du siècle. Le virage laitier de la plaine du St-Laurent permet le développement d'entreprises de transformations du lait, en particulier des fabriques de beurre et de fromage. Utilisant un sous-produit du lait, on voit aussi se développer l'élevage porcin. D'autre part, l'avoine et le foin, servant à nourrir le bétail et trouvant facilement un marché jusqu'aux Etats-Unis, deviennent les productions dominantes, remplaçant le blé, du côté des grandes cultures.

Le virage de l'agriculture domestique vers l'agriculture marchande s'accélère avec la Première Guerre mondiale. Dans le cadre de l'effort de guerre, le gouvernement canadien souhaite une augmentation significative de la production agricole pour

l'exportation et pour ce faire, il met en place une politique de prix élevé. Entre le début et la fin de la Première Guerre mondiale, le prix de plusieurs produits agricoles double, incitant les fermes à passer d'une production domestique à une production marchande. L'effondrement des prix à la fin de la guerre laissera les producteurs endettés.

Le développement de l'industrie américaine a aussi des impacts déterminants sur les cultures dans la plaine du Saint-Laurent de 1875 à 1929, avec la « fièvre du foin ». « Partout on réduisit le bétail comme la superficie des champs; on se laissa aller à l'agréable existence qui, après le coup de feu de la fauchaison, laissait le cultivateur en paix, les poches bien garnies, uniquement préoccupé d'arrondir son domaine de nouveaux prés. [...] Dans toute la plaine à cette époque, sauf des exceptions très limitées, le foin a été la grande, et presque l'unique source de revenus de la plupart des paroisses rurales. » (Blanchard, 1953 : 93) Seul le secteur écossais du Sud-ouest demeure fidèle à sa tradition d'élevage. Encore une fois, suite à l'effondrement du prix du foin avec le krach économique, les agriculteurs se retrouveront endettés. En raison de la spéculation sur le prix des terres, la fièvre du foin a entraîné une concentration de la propriété de la terre et un dépeuplement de la plaine en faveur des usines de la ville de Montréal. C'est le virage vers l'approvisionnement de ce centre urbain qui permettra ultérieurement à l'agriculture de la vallée du Saint-Laurent de se remettre de l'effondrement des prix du foin. Une agriculture marchande diversifiée se développera incluant produits maraîchers frais, conserves, produits laitiers, viandes, pommes, cidre, tabac et bien d'autres produits. Ce sont les troupeaux du Sud-ouest qui permettront de reconstruire des cheptels dans toute la plaine.

Tout au long de ces bouleversements, l'Église intervient fortement pour maintenir le caractère traditionnel de l'agriculture qui, avec la religion, la famille et la propriété privée, constitue une « des quatre grandes institutions d'origine nécessaire et suffisante pour assurer le salut temporel et éternel de l'humanité ». (Bergeron, 1943 :

74) Elle combat l'urbanisation consciente de la perte de son pouvoir qu'elle entraîne. Mais son pouvoir s'effrite, l'idéologie « agriculturiste » promue par l'Église perdant des appuis dans la petite bourgeoisie qui trouve qu'elle ralentit le développement industriel du Québec.

### 2.3 La crise économique et le développement d'organisations coopératives et syndicales

Au début des années 1920, une dure récession touche l'agriculture. L'Europe protège son agriculture alors les prix s'effondrent en raison des surplus de production suite à la fin de la guerre. Les producteurs sont endettés suite à l'achat de machinerie ou de terre. Dépossédés de leur pouvoir face au marché et peu aidé par leur gouvernement, les agriculteurs sentent le besoin de se doter d'organisations économiques et politiques. Durant le 19<sup>e</sup> siècle, quelques organisations vouées au développement de l'agriculture ont existé à l'initiative des élites et de l'Église plus que des producteurs. Ce fut le cas des sociétés d'agriculture financées par le gouvernement et des cercles agricoles paroissiaux encadrés par l'Église. Une première tentative de regroupement a lieu en 1875 avec la fondation de l'Union agricole nationale.

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement durant la Première Guerre, de nombreuses coopératives sont mises sur pied. Plusieurs membres de l'Église s'investirent dans la promotion de l'esprit coopératif qui leur paraissait en adéquation avec les valeurs de l'Église. Mais la crise agricole des années 1920 va porter un dur coup au mouvement coopératif encore naissant. Faute de capital et de compétence, la majorité des coopératives sont mortes dans l'œuf. « En 1920, on comptait seulement 149 coopératives en opération pour 311 fondations; en 1930, il en restait 109 en opération pour 410 fondations. » (Morrisset, 1987 : 28) Avec ses subventions, l'État québécois s'ingère dans les coopératives toujours actives. Conscient de la volonté

d'organisations des producteurs, le parti libéral veut récupérer les leviers de l'économie agricole. En 1922, le ministre de l'agriculture décrète la fusion de coopératives importantes pour fonder la Coopérative Fédérée de Québec. « Le ministre s'arrogeait un droit de séquestre sur les biens de la Fédérée et un droit de veto sur les décisions du bureau de la direction où furent placés des fidèles militants libéraux. » (Morrisset, 1987 :32)

En Ontario et dans l'ouest du Canada, l'agriculture marchande s'était imposée depuis un bon moment et les producteurs s'étaient organisés tant économiquement avec des coopératives que politiquement avec le parti United Farmers.

« Les fermiers de l'Ouest étaient, par rapport à ceux du Québec en 1921, de gros cultivateurs marchands qui déjà s'étaient organisés économiquement en coopérative, possédaient des entrepôts, des silos, avaient lutté et éliminé les intermédiaires ; ils s'étaient ensuite organisés politiquement et avaient pris le pouvoir dans certaines provinces. » (Morrisset, 1987 : 31)

En mai 1918, plusieurs Québécois participent à une importante manifestation organisée à Ottawa par la United Farmers. « Pour la première fois, la force syndicale et politique des United Farmers leur apparaît de façon concrète et séduisante. » (Kesterman *et al.*, 2004 : p.64) Suite à ce premier contact, on verra s'organiser un réseau d'agriculteurs au Québec souhaitant le passage à une agriculture marchande. Dès le mois d'août 1918, des agriculteurs appellent à un congrès de création d'une association sous le modèle des United Farmers. Le député libéral de Saint-Hyacinthe récupère la direction du mouvement et impose une majorité de ses compères politiques au conseil de direction de l'Union des agriculteurs naissante. Mais les agriculteurs ayant appelés au congrès de fondation ne se laissent pas déposséder si facilement et fondent en décembre de la même année, une association rivale, l'Union des cultivateurs de la province de Québec. Bâillonnés par les députés libéraux, les agriculteurs membres de l'Union des agriculteurs ne tardent pas à se joindre à cette nouvelle association durant l'année suivante. Cette fois-ci, c'est l'Église qui vient prendre le contrôle de l'association qui deviendra l'équivalent pour le monde agricole

des syndicats ouvriers catholiques. L'UCQ demeure un mouvement marginal de quelques centaines de fermiers jusqu'en 1924.

Émergeant d'abord en Outaouais et au nord de Montréal, c'est l'organisation des Fermiers Unis du Québec qui fait preuve du plus de dynamisme dans le monde rural québécois du début des années 1920. « Ce succès est dû aux qualités de propagandistes et au style démocratique du mouvement. Pour une fois, la direction s'enracine dans les campagnes, par l'intermédiaire d'agriculteurs authentiques. » (Kesterman *et al.*, 2004 : 66) Les FUQ connaissent toutefois l'échec dans leur tentative d'action politique aux élections provinciales de 1921, notamment en raison du manque de lien avec les milieux ouvriers des villes désormais majoritaires démographiquement. Cet échec électoral pousse les leaders du mouvement à se concentrer sur l'action professionnelle et syndicale.

En 1924, le Bulletin des agriculteurs appelle à l'organisation d'un grand congrès d'agriculteurs pour proposer des mesures d'augmentation du revenu agricole au gouvernement. Toute une démarche de réflexion collective a lieu à travers la province pour préparer des rapports et propositions pour le congrès. L'Église, qui veut contrôler le syndicalisme puisqu'elle ne peut l'empêcher, propose d'étudier la fondation d'une association professionnelle agricole. Une association catholique et française qui préservera le pouvoir de l'Église et de la bourgeoisie nationaliste canadienne-française. Grâce à quelques procédés anti-démocratiques, le projet et les statuts d'une association professionnelle catholique seront discutés et adoptés lors de ce congrès qui donnera naissance à l'Union catholique des cultivateurs (UCC).

Dans les années suivant sa fondation, l'UCC est le terrain d'une guerre entre ses « fondateurs et l'agriculture marchande contre l'Église et l'agriculture traditionnelle. » (Morrisset, 1987 : 34) Plus puissante, l'Église parvient à assurer son

contrôle en augmentant la participation des membres du clergé et en éloignant les éléments divergents.

« De 1924 à 1926, l'UCC parle beaucoup de crédit agricole, de commerces des denrées, de revenus des cultivateurs, de taxes, de rotation, de production et de vente à profil et un petit peu de colonisation, d'enseignement, d'éducation. De 1927 à 1929, l'UCC discute peu de crédit, de commerce, d'adaptation au marché, mais elle s'intéresse plus à l'encadrement des campagnes au recrutement, au journal, au rôle des aumôniers, aux cercles d'étude, aux syndicats coopératifs, à la colonisation, au maintien des traditions. » (Kesterman et al., 2004 : 116)

Ce renforcement du rôle de l'Église dans l'agriculture vient ralentir le passage d'une agriculture domestique à une agriculture marchande. Mais la crise économique de 1929 y joua également. Les recensements agricoles canadiens font voir que le nombre de fermes au Québec baisse de 149 701 en 1911 à 135 957 en 1931 et qu'il augmente massivement par la suite jusqu'à 154 669 en 1941. « En 1932, le revenu en nature représentait 98 % du revenu net total des fermes. » (Morrisset, 1987 : 36) Même l'État ranime la colonisation des régions éloignées pour y envoyer les armées de chômeurs urbains.

Sorte de modernisation de l'idéologie agriculturiste de l'Église, l'UCC, alliée à la bourgeoisie nationaliste québécoise, propose un modèle rural coopératif-corporatif « un système social autant éloigné du capitalisme que du communisme ». (Kesterman, 2004 : 158) Ce modèle coopératif-corporatif lui permet d'assurer le contrôle des activités agricoles et d'encadrer la vie rurale. A la différence du syndicat et de la coopérative, la corporation est obligatoire ce qui permet le contrôle de l'ensemble d'un secteur sans exception. « La Corporation de l'Agriculture serait un corps légalement constitué, groupant toutes les associations professionnelles agricoles sous une autorité unique, ayant le pouvoir d'agir en vue du bien commun de l'agriculture et d'imposer ses décisions à tous les intéressés. » (Létourneau, 1949 : 243) L'idéologie corporative en est une de conciliation des classes dans laquelle l'élite guide la masse pour permettre l'avancement social. L'UCC voit d'un mauvais œil les interventions de l'État dans l'agriculture, en revanche, ses dirigeants ont



entretenu de bonnes relations avec les gouvernements provinciaux et privilégié les relations interpersonnelles pour régler les problèmes.

« En jetant ainsi des ponts entre les cultivateurs et les gouvernements, tout en gardant son indépendance, l'UCC acquiert pendant ces deux décennies une reconnaissance de la part des pouvoirs publics et inaugure une tradition de concertation qui s'est d'ailleurs poursuivie après 1952. » (Kesterman *et al.*, 2004 : 204)

Partie importante du modèle corporatif, l'éducation coopérative pour insuffler l'esprit coopératif est une priorité de l'UCC dès sa fondation. A partir de 1929, des syndicats coopératifs régionaux et un comptoir coopératif central sont fondés au sein de l'UCC. Cette structure rivalise de force avec la Coopérative fédérée contrôlée par le gouvernement libéral. Suite à l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale en 1936, les deux structures se réconcilient et fusionnent en 1938. Aidé par la reprise économique, le système coopératif uni connaît une forte expansion de 1939 à 1952. En plus de servir à la mise en marché, les coopératives d'agriculteurs jouent aussi un rôle important dans l'électrification des campagnes et les assurances mutuelles.

#### 2.4 La Deuxième Guerre et l'agriculture capitaliste intensive

Avec le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, l'économie retrouve la voie de la croissance. L'agriculture ne fait pas exception et passe par une période de prospérité intense. Dès le déclenchement des hostilités, la demande, du marché britannique et ensuite européen, augmente de façon considérable, et avec elle les prix. « De 1939 à 1944, les prix agricoles doublèrent; de 1939 à 1949, ils triplèrent. » (Morrisset, 1987 : 55) Avec le retour de la croissance, le mouvement de transformations de l'agriculture s'accélère rapidement. Il ne s'agit pas que d'une phase de prospérité, mais de transformations structurelles et sociales, qu'on appelle la révolution verte.

L'exode rural, que la crise économique avait freiné, reprend de plus belle. Les chômeurs qui étaient allés s'installer dans les régions éloignées reviennent en ville rapidement. De 1939 à 1942, l'agriculture perd un cinquième de ses effectifs, qui migrent en ville pour répondre aux appels de l'industrie ou qui s'engagent dans l'armée. De 1941 à 1951, près de 20 000 fermes cessent d'exister. Mais c'est la main d'œuvre familiale quittant la ferme à la recherche d'un emploi salarié qui compose principalement cet exode.

Les propriétaires font alors face au défi d'augmenter la production avec moins de bras pour le faire. L'achat de machinerie et l'électrification des campagnes viennent transformer les façons de produire qui ont jusqu'alors reposé sur une main-d'œuvre abondante. « C'est le nombre de tracteurs qui montrent l'accroissement le plus spectaculaire, passant de 5758 en 1941 à 60 481 en 1961. A cette date, 63 % des fermes possèdent un tracteur alors qu'en 1951 cette proportion n'était que de 23 % et de moins de 4 % en 1941. » (Linteau *et al.*, 2004 :264) De nouvelles semences hybrides « plus productives » sont développées en laboratoire ainsi que des fertilisants et pesticides. Le drainage des terres et la monoculture font aussi partie des mesures pour l'augmentation de la production agricole. Contrôle de la reproduction, antibiotiques et hormones de croissance transforment la production laitière et animale. La superficie moyenne des fermes s'accroît rapidement durant cette période passant de 116,8 acres en 1941 à 148,2 en 1961. Les gouvernements provinciaux et fédéraux encouragent, ou plutôt forcent, ces transformations par des politiques d'accès aux crédits et des subventions conditionnelles à la spécialisation de la production.

Dans l'ensemble du Québec, les trois principales productions sont alors les grandes cultures, principalement l'avoine et le foin, le lait et l'élevage de veaux, de vaches et de porcs. La plaine de Montréal ne fait pas exception à ces traits généraux, mais on y retrouve aussi une importante production maraîchère et fruitière. Dans cette région

l'agriculture évolue de façon à répondre aux besoins de la population grandissante de Montréal, un marché qui est loin d'être pleinement exploité par les producteurs régionaux. « En effet, le rapport du ministère de l'agriculture de 1930 précise que Montréal importe de l'extérieur du Québec près des trois quarts de ses œufs ainsi que des quantités substantielles de légumes, de bœuf, de porc et de cheval. » (Linteau *et al.*, 1989b : 36-37) L'Angleterre et les États-Unis constituent les marchés extérieurs les plus importants notamment pour les exportations de fromage, porc, bœuf, mouton et cheval.

Jusqu'alors, une certaine frange de la société canadienne-française tente de préserver l'agriculture de type conventionnel. Appuyée massivement par la classe agricole francophone, l'Union nationale maintenait des politiques agricoles protégeant l'agriculture traditionnelle. Mais en 1951, l'agriculture québécoise est en crise en raison de la préséance des produits agricoles ontariens sur les marchés québécois. Pour se donner un délai dans la résolution de ce problème, et entre-temps gagner une autre élection, le gouvernement de Duplessis forme la commission Héon qui prendra trois ans pour déposer son rapport en 1955. Sorte de programme de la révolution verte en sol québécois, celui-ci vient enterrer l'agriculture traditionnelle.

« L'on aura vu plus haut que le nombre très considérable de petits producteurs dont les produits sont de quantité minime et de qualité incertaine est un facteur de mise en marché désordonnée et d'avilissement des prix qui pénalise nos producteurs spécialisés. Il ne s'agit nullement de faire disparaître des petits producteurs qui ont d'abord un droit inaliénable de l'être, [...] par contre l'on ne peut permettre dans une horticulture bien organisée qu'ils fassent constamment tort aux producteurs spécialisés qui ont investi des capitaux considérables dans leurs exploitations, se soumettent à l'inspection et à la classification pour concurrencer et élever le niveau qualitatif et quantitatif de nos productions. » (Rapport Héon, p. 142 dans Morisset, 1987 : 110)

Comme on peut le constater à la lecture de cet extrait, le rapport Héon favorise les fermes marchandes spécialisées à haut rendement. Il n'hésite pas à recommander la fermeture de 100 000 des 140 000 fermes existantes au Québec. Pour ce faire, il propose d'adopter un ensemble de politique et de mesures dont notamment

l'augmentation des standards de qualité et de sécurité sanitaire. La recherche et l'enseignement public changent d'orientation et font davantage de place à l'économie et à la génétique.

Ces changements sont trop coûteux pour les petites fermes qui emploient des méthodes traditionnelles. Celles-ci sont alors contraintes de cesser leur production, laissant la place aux fermes spécialisées. De 1951 à 1971, « 73 000 fermes vont disparaître, c'est-à-dire 54 % des entreprises agricoles, un peu plus d'une sur deux. De cette hécatombe surnagent les exploitations les plus grandes et celles qui vendent le plus sur le marché, c'est-à-dire souvent les même ». (Kesterman *et al.*, 2004 : 219) Les trois quart des fermes de 100 acres et moins disparaîtront durant ces 20 ans. Les fermes restantes se concentrent dans les terres de la plaine du Saint-Laurent, en 1976, 74 % de la population agricole se situe dans le triangle Montréal-Québec-Sherbrooke

C'est aussi suite au rapport Héon que le gouvernement québécois fonde l'office des marchés agricoles en 1956 qui met en place des plans conjoints. « Il s'agit de conventions réglant les conditions de vente entre les producteurs et les acheteurs, garanties par la loi et qui s'étendent à tout un secteur de la production. » (Linteau *et al.*, 1989b : 263) Les plans conjoints sont une revendication centrale de l'UCC pour permettre un contrôle des prix par le biais de la gestion de l'offre. Les produits laitiers, les produits de l'érable, certains légumes, le tabac et les produits du bois sont graduellement régis par des plans conjoints. Ces plans conjoints pourront être réalisés tant avec des coopératives que des syndicats spécialisés. On verra alors se multiplier les syndicats spécialisés par production chargée de leur mise en œuvre. La lutte pour les plans conjoints deviendra source de conflit entre syndicats spécialisés et coopératives.

La spécialisation des fermes aura pour effet d'extérioriser un certain nombre d'activités productives et favorisera ainsi le développement d'entreprises

agroalimentaires oeuvrant dans la transformation des produits agricoles. « En 1961, on calcule que près de 15 % de la main-d'œuvre totale travaille dans le secteur de l'agro-économie et qu'il compte pour plus de 14 % du produit intérieur brut. » (Linteau *et al.*, 1989b : 261) La production agricole « première » ne compte plus que pour 4 % du produit intérieur brut à cette même date. Également contraintes par des mesures de salubrité et de qualité plus strictes ainsi que par le processus de rationalisation économique, ces entreprises agro-alimentaires passent par une phase de concentration intense. Donnons en exemple le cas des fabriques laitières dont le nombre est passé de 1 170 en 1943 à 349 en 1967.

Cette concentration dans le domaine agroalimentaire transforma le rapport entre les producteurs, fermes familiales, et les transformateurs, entreprises. Devenant graduellement l'unique acheteur, voir aussi l'unique transporteur, d'une région donnée, ces entreprises de transformations purent faire varier les prix en leur faveur. « Cette période de la Deuxième Guerre aux années soixante sera la période dorée pour l'industrie agro-alimentaire alors que toutes les exactions seront permises. » (Morisset, 1987 : 91) En concentrant l'offre, les plans conjoints sont l'outil nécessaire aux producteurs spécialisés pour faire face à la concentration en cours dans l'industrie agro-alimentaire. Les plans conjoints protègent les agriculteurs contre la baisse des prix, toutefois ils n'empêchent pas le processus de concentration qui force un grand nombre de petits producteurs à abandonner l'agriculture.

Avec la concentration de l'industrie agro-alimentaire qui agit en amont et en aval des fermes, le phénomène de l'intégration prend de l'ampleur. Dès la fin des années 50, des producteurs endettés souhaitant poursuivre leur activité agricole ont opté pour cette direction en signant des contrats avec de grandes entreprises.

« L'intégrateur investi lui-même dans le recyclage et la modernisation des installations, fournit tout les intrants requis, y compris les animaux et la nourriture, et devient l'acheteur unique de la production. Le cultivateur qui a accepté cette formule est ainsi véritablement intégré. Son statut de producteur agricole s'efface,

il devient un travailleur salarié ou, pis encore, un ouvrier à forfait. Durant les années 1960, plusieurs milliers d'anciens cultivateurs sont ainsi devenus assujettis à l'intégration. » (Kesterman *et al.*, 2004 : 225)

Le phénomène de l'intégration n'affecte pas que les agriculteurs qui y ont recours, il constitue une concurrence féroce pour les producteurs qui demeurent indépendants, les forçant à baisser constamment leurs coûts de production, ce qui gruge leur propre revenu.

Dans cette période de bouleversements intenses, l'État québécois veut donner plus de cohérence à ses interventions. Il lance une Commission royale d'enquête sur l'agriculture en 1965 dont le rapport, paru entre 1967 et 1969, recommande le renforcement des secteurs rentables et fait de l'État le véritable maître d'une agriculture concurrentielle. Les petits programmes de subventions sont graduellement abandonnés pour concentrer les efforts sur les secteurs les plus prospères. L'agro-alimentaire occupe une place de plus en plus importante au sein des politiques gouvernementales et on assiste à la création de différentes instances durant la fin des années 1970 dont la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire (SOQUIA) en 1975.

## 2.5 Réponses et ajustements syndicaux et coopératifs

Avec les grands bouleversements qui touchent l'ensemble de la société québécoise tout comme l'agriculture en particulier, les milieux syndicaux et coopératifs du monde agricole vont grandement se transformer durant les années soixante. Fidèle à l'idéologie de l'Église, l'UCC défend l'agriculture traditionnelle jusqu'au début des années soixante. La baisse du nombre de ses membres au cours des années 1950 et l'émergence des syndicats spécialisés autonomes la concurrençant poussent l'UCC à revoir ses positions pour mieux défendre les intérêts des agriculteurs. Organisées sur

leurs propres bases et porteuses de revendications sectorielles, les fédérations spécialisées occupent une place de plus en plus importante dans la lutte des agriculteurs. Obéissant à des dynamiques sectorielles, chacun des syndicats spécialisés connaît une évolution qui lui est propre.

L'UCC s'adapte graduellement aux nouvelles réalités du monde agricole et transforme son discours et ses actions. Elle abandonne son style et sa teneur catholique pour s'intégrer au processus de modernisation. La rationalisation, la mécanisation et la mise en marché seront des thèmes de plus en plus importants dans les cours et brochures de l'organisation à partir du milieu des années 1950. Face à des enjeux de plus en plus techniques complexes, « l'Union doit se livrer à un travail d'explication et de persuasion auprès de ses membres ». (Kesterman *et al.*, 2004 : 278) Auparavant réfractaire aux interventions de l'État, l'UCC change d'attitude face au rôle de l'État et fait pression pour des politiques permanentes plutôt que des interventions ponctuelles. En partenariat avec l'État, « c'est l'ensemble de l'agriculture que l'on voudra voir aménagée, planifiée, développée. » (Kesterman *et al.*, 2004 : 286) L'idéal et le système coopératif sont délaissés.

« Faute d'un système coopératif global, c'est à une deuxième approche qu'on a recours, le contrôle global de l'offre de produits par les producteurs. Dans la mesure où ce contrôle est total, il renverse la relation de domination et confère aux producteurs poids et force par rapport au capital agroalimentaire. » (Kesterman *et al.*, 2004 : 297)

Des débats importants concernent l'avenir du mouvement coopératif. Doit-il être autonome ou allié au syndicat, comme le voudrait l'UCC ? Le réseau coopératif et la Coopérative fédérée qui le chapeaute connaissent une croissance de grande envergure suite à la Deuxième Guerre, « le nombre de coopératives passant de 215 en 1938 à 645 en 1947. Le chiffre d'affaires progresse encore plus rapidement : de 7,5 millions de dollars en 1938 à 103 millions en 1948. » (Linteau *et al.*, 1989b : 265) Mais comme les entreprises, le milieu coopératif passe par une vague de rationalisation et de concentration qui fait qu'en 1960, il en reste « 482 totalisant un chiffre d'affaires

de 191 millions de dollars. [...] [L]es coopératives tendent donc à devenir de très grosses entreprises et l'idéal coopératif de la démocratisation du fonctionnement recule devant les impératifs de l'efficacité de la gestion. » (Linteau *et al.*, 1989b : 266)

Avec ces nouvelles réalités « entrepreneuriales », les cultivateurs se conçoivent maintenant comme des producteurs. « L'UCC s'est de moins en moins identifiée à un mode de vie, à la fois parce qu'elle a préféré défendre un groupe de producteurs, les producteurs agricoles, et parce que ce mode de vie s'est effacé sous ses yeux. » (Kesterman *et al.*, 2004 : 300) Au congrès de 1960, les membres demandent aux instances dirigeantes de préparer un projet de loi pour la reconnaissance des véritables agriculteurs aux moyens d'enregistrement des fermes et de permis de production.

« Quant au véritable agriculteur, le seul que l'UCC veut voir reconnu par la loi, on tente de le définir comme « l'exploitant de ferme familiale », « l'agriculteur engagé de façon permanente et compétente dans la production et la mise en marché d'un bien agricole », « le cultivateur véritablement professionnel ». » (Kesterman *et al.*, 2004 : 327)

L'UCC parle du producteur véritable mais il ne faudrait pas croire pour autant que les agriculteurs forment alors un groupe homogène. « En 1970, une étude classe l'ensemble des agriculteurs canadiens en trois couches : un premier tiers est prospère, un second qualifié de modérément à l'aise, et le dernier vit dans la misère. » (Linteau *et al.*, 1989b : 493) Des programmes gouvernementaux permettront à plusieurs agriculteurs vivant dans la misère de devenir chômeurs en ville.

Un projet législatif de reconnaissance syndicale est préparé par un comité spécial et discuté et retravaillé avec le ministre de l'agriculture du Québec. L'UCC devient l'Union des producteurs agricoles en mai 1972, et, le dernier jour de ce même mois, l'Assemblée nationale adopte la Loi des producteurs agricoles. « Une seule association peut être accréditée auprès de la Régie des marchés agricoles pour



représenter les producteurs agricoles du Québec, car elle doit représenter la majorité des producteurs de la province. » (Kesterman et al., 2004 : 329) L'UPA obtiendra cette accréditation en septembre 1972, tout producteur agricole ayant un revenu de plus de 5 000 \$ devra y cotiser pour être reconnu. Dans les années 1990, le monopole syndical et la cotisation obligatoire seront contestés jusqu'en Cour supérieure par des agriculteurs se sentant brimés dans leur liberté d'association. La cour tranchera en faveur du monopole syndical.

Suite à son accréditation légale, l'UPA réorganise ses structures internes. Elle ajuste ses syndicats de base aux territoires des MRC et continue à développer les syndicats spécialisés. Les syndicats de base se rassemblent dans les fédérations régionales et les syndicats spécialisés dans les fédérations spécialisées provinciales. « La multiplication des fédérations spécialisées [...] est un effet direct des dynamiques de spécialisation et d'industrialisation de l'agriculture ». (Silvestro, 2006 : 125) Tout comme l'UCC, l'UPA s'affirmera comme une puissante organisation déterminante de l'agriculture à venir. Nous étudierons davantage son évolution dans une autre partie de ce travail.

## 2.6 Conclusion

En guise de conclusion, nous souhaitons faire ressortir la dynamique sociale globale ainsi que les concepts économiques importants présents dans ce survol historique. D'abord, nous retracerons les types d'agriculture dominants au fil du temps. Ensuite, nous reviendrons sur les caractéristiques économiques structurant l'agriculture à l'aube des années 1980 : le rôle de l'État, le syndicat unique, la gestion de l'offre, l'intensification, la concentration et l'intégration.

De façon générale, nous reprenons la catégorisation de Morisset qui identifie trois formes principales d'agriculture pour la période étudiée, formes qui se succèdent mais qui cohabitent aussi. (Morisset, 1987) Jusqu'en 1939, on retrouve principalement une agriculture domestique, c'est-à-dire centrée sur les besoins de famille. Dans ce mode de production, des produits peuvent être vendus sur le marché, mais l'autosubsistance est plus importante. De 1939 à 1966, on passe par une période de transition et d'arrimage au marché. La forme d'agriculture la plus répandue est l'agriculture marchande diversifiée, chaque ferme produisant un éventail de produits pour le marché. A partir de 1966, c'est l'agriculture marchande spécialisée qui sera la plus présente sur le territoire. Ce type d'agriculture est intégré à un réseau agro-alimentaire agissant tant en amont qu'en aval de la production faite sur la ferme.

Au cours ces transformations, la position du syndicat des agriculteurs a grandement évolué. D'abord réfractaire tant au marché qu'à l'État, le syndicat va devenir un acteur à part entière du processus de modernisation de l'agriculture et du développement de l'agroalimentaire. L'UPA renforcera son pouvoir en étant reconnu par l'État comme l'unique syndicat agricole de la province. Si elle dit toujours chercher à protéger la ferme familiale, celle-ci est à la fin de ce survol absolument encadrée par le marché, l'État et son propre syndicat. Tant sa production que ses revenus sont dépendants de ces trois entités sur lesquelles elle a peu de pouvoir.

A partir de la Seconde Guerre mondiale, on assiste à une intensification sans précédent de la production agricole. Les fermes prennent un tournant entrepreneurial, elles se spécialisent dans des secteurs précis de production et adoptent des modes de production de masse. La monoculture, les nouvelles semences, les engrais chimiques, les pesticides et la mécanisation du travail sont parties prenantes de cette dynamique. Parallèlement aux changements dans les modes de production, les normes encadrant la commercialisation des produits agricoles deviennent plus strictes. Seules les fermes disposant d'équipement moderne ont la permission de vendre sur le marché, créant

ainsi une pression importante pour la modernisation des fermes. Les investissements importants nécessaires à ces changements poussent plus d'une ferme à cesser ses activités.

Avec ces nombreuses fermetures de fermes, le nombre de fermes en sol québécois a diminué drastiquement. La production a par contre augmenté. Nous sommes donc en face d'une dynamique de concentration sur plusieurs plans : la propriété de la terre, les moyens de production, les réseaux de commercialisation, etc. Cette concentration se manifeste parfois dans la forme de l'intégration des producteurs. Dans cette situation, le producteur devient le salarié à contrat d'une grande firme qui lui dicte la marche à suivre et lui fournit le nécessaire.

Après l'échec du modèle coopératif, c'est avec la gestion de l'offre et la mise en marché collective que le syndicat a cherché à protéger les agriculteurs. S'il peut contrer des abus du marché, ce modèle de la gestion de l'offre passe par un contrôle total de la part du gouvernement et de son partenaire syndical ou coopératif. Ainsi, il favorise le développement d'une synergie entre les dirigeants syndicaux et les fonctionnaires étatiques, ce qui renforce une certaine élite agricole au détriment des petits agriculteurs.

Ce survol socio-historique de l'agriculture au Québec nous fait voir que tant le marché que l'État ont fait pression pour la diminution radicale du nombre d'agriculteurs et pour l'encadrement de ceux restants. L'image du cultivateur vivant presque en autarcie sur sa terre n'est définitivement plus représentative du monde agricole québécois.

## CHAPITRE 3

### TRANSFORMATIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES DANS L'AGRICULTURE AU QUÉBEC ET EN MONTÉRÉGIE DEPUIS 1980

A partir de la deuxième moitié des années 1970, la première transformation frappante est la création de nouveaux termes reflétant la réalité contemporaine de l'agriculture : agroalimentaire et bioalimentaire<sup>7</sup>, qui désignent l'agriculture, la chasse et la pêche, la transformation, la restauration et la distribution. De façon générale, la culture de la terre n'est plus une activité en elle-même, mais elle s'insère dans une longue chaîne comportant des étapes autant en amont qu'en aval.

Le secteur agroalimentaire occupe une place considérable dans l'économie québécoise, tant sur le plan de l'emploi que de l'activité économique générale. Selon les données disponibles sur le site du MAPAQ, il génère 12 % du produit intérieur brut (PIB) du Québec. L'agroalimentaire emploie directement et indirectement 500 000 personnes et est le plus important employeur manufacturier au Québec avec 11 % des emplois. De plus, cette industrie est présente dans plusieurs régions

---

<sup>7</sup> Sur le site du MAPAQ ces deux termes sont employés sans distinction. Dans le présent mémoire, nous utiliserons le terme agroalimentaire.

délaissées par d'autres secteurs d'activités. Dans 13 des 17 régions administratives du Québec, l'agroalimentaire constitue au moins 10 % des emplois.

Dans le présent chapitre, nous tenterons d'abord de tracer un portrait statistique des transformations des exploitations agricoles depuis 1980. Notre matériel premier sera les recensements agricoles réalisés par le gouvernement canadien. Compte tenu des limites de ce projet de recherche, nous nous référons à ceux de 1971, 1981, 1991 et 2001. Toutefois, comme il n'a pas été possible d'avoir accès au découpage des statistiques concernant l'ensemble de la province pour 1971, plusieurs données spécifiques à la Montérégie sont manquantes pour cette année-là<sup>8</sup>. Ces coupes historiques sur 4 décennies devraient nous permettre de tracer les grandes lignes de l'évolution qui a eu lieu. Quelques publications de Statistique Canada et du MAPAQ viendront bonifier ce portrait. Comme nous l'avons mentionné en introduction, nous accorderons une attention particulière à la région administrative qu'est la Montérégie en raison de ses caractéristiques géographiques propices à l'agriculture. Toutefois, nous présenterons aussi les données et la dynamique concernant l'ensemble du Québec afin de pouvoir situer l'évolution de l'agriculture dans la vallée du Saint-Laurent par rapport au reste du territoire québécois. Une fois ce portrait tracé, nous en ferons une brève analyse.

Ensuite, nous traiterons des principaux modes actuels de mise en marché des produits agricoles c'est-à-dire la gestion de l'offre, la mise en marché collective ainsi que les exportations. Puis, nous présenterons brièvement l'évolution du secteur de la transformation agroalimentaire. Enfin, nous analyserons plus en profondeur les cas de trois productions prépondérantes : le lait, le porc et le maïs.

---

<sup>8</sup> Pour 1981 et 1991, les données correspondent à l'addition des secteurs de recensement de la région du Richelieu et du Sud-ouest de Montréal qui corresponde à la MRC de la Montérégie.

### 3.1 Les exploitations agricoles

De nos jours, moins de 2 % du territoire québécois est réservé aux activités agricoles et 80 % de la production est concentrée dans la vallée du Saint-Laurent, principalement dans la plaine de Montréal. Si les producteurs agricoles ne représentent plus qu'une infime partie de la population totale, le site du MAPAQ nous informe que l'agriculture demeure la plus importante activité du secteur primaire, avec 61 % des emplois. Pour toute la province du Québec, l'ensemble des établissements agricoles a enregistré des recettes d'environ 6,3 milliards \$ en 2006 dont 1,8 milliard \$ seulement dans le secteur laitier.

#### 3.1.1 Nombre d'exploitation

Comme on l'a dit précédemment, le nombre de fermes québécoises a diminué de façon drastique à partir du début de la Deuxième Guerre mondiale. En 1941, 154 669 fermes étaient recensées au Québec, un sommet historique. Plus de 20 000 de ces fermes allaient cesser leur activité dans la décennie suivante. De 1951 à 1971, la moitié des 134 336 fermes québécoises ont cessé leurs activités. Entre 1971 et 2001, le nombre d'exploitations diminue encore de moitié portant leur nombre à 32 139 en 2001. Le rapport Héon<sup>9</sup> qui recommandait des mesures pour la fermeture de 100 000 fermes aura donc été suivi.

3.1 Nombre de fermes

Année	au Québec	en Montérégie
1971	61 257	
1981	48 144	9 615
1991	38 076	8 051
2001	32 139	7 551

Source Recensements agricoles 1971-2001

---

<sup>9</sup> Voir chapitre 2, p. 40

Fait sous-jacent à la diminution du nombre de fermes, la spécialisation de la production est sans aucun doute une dynamique marquante de la période étudiée. En effet, les nombreuses petites fermes ne sont plus en mesure de rivaliser avec les fermes qui se spécialisent dans une production précise par des investissements importants. Ainsi, ces fermes spécialisées en viennent à occuper la majorité du marché.

### 3.1.2 Taille des exploitations

Si le nombre de fermes diminue depuis 60 ans, la taille de celles qui restent va en augmentant. Ainsi, la superficie moyenne des fermes québécoises était de 117 acres en 1941, de 176 en 1971 et de 263 en 2001. La hausse la plus importante en 10 ans a eu lieu entre 1991 et 2001, passant de 223 à 263 acres. La superficie totale inclut autant les terres possédées que louées.

3.2 Superficie totale moyenne des fermes en acres

<b>Année</b>	<b>Au Québec</b>	<b>en Montérégie</b>
1971	176	
1981	194	158
1991	223	188
2001	263	233

Source Recensements agricoles 1971-2001

La superficie moyenne des fermes est moins élevée en Montérégie. Lorsque l'on compare la répartition des fermes en fonction de leur superficie, on constate que cette région compte un plus haut pourcentage de fermes de moins de 240 acres. Nous faisons l'hypothèse que cette différence est liée aux types de productions qui caractérisent la Montérégie ainsi qu'au coût élevé des terres dans cette région.

### 3.3 Répartition en pourcentage des fermes selon leur superficie

Année	Moins de 10 acres	10 à 69 acres	70 à 129 acres	130 à 239 acres	240 à 399 acres	400 à 759 acres	760 à 1 599 acres	1 600 acres et plus
<b>Au Québec</b>								
1971	2,3 %	12,1 %	29,1 %	34,3 %	16,2 %	5,7 %	0,5 %	-
1981	5,6 %	15,8 %	21,7 %	29,0 %	17,9 %	8,7 %	1,3 %	0,1 %
1991	5,1 %	15,6 %	18,7 %	27,3 %	19,2 %	11,4 %	2,5 %	0,2 %
2001	5,2 %	15,2 %	16,3 %	24,1 %	19,8 %	14,3 %	4,4 %	0,6 %
<b>En Montérégie</b>								
1981	7,8 %	20,1 %	24,5 %	26,9 %	14,0 %	5,0 %	0,8 %	-
1991	7,2 %	19,5 %	21,5 %	25,8 %	15,9 %	8,1 %	1,8 %	0,2 %
2001	6,5 %	18,3 %	17,9 %	24,2 %	17,7 %	11,1 %	3,8 %	0,6 %

Source Recensements agricoles 1971-2001

#### 3.1.3 Forme juridique

Jusqu'en 1981, la très grande majorité des fermes était des fermes individuelles ou familiales et toutes les autres formes juridiques demeuraient marginales. À partir de 1991, les sociétés de personnes avec contrat écrit et les entreprises familiales constituent une proportion plus significative de l'ensemble des exploitations.

### 3.4 Répartition en pourcentage des exploitations agricoles selon la forme juridique

	Québec				Montérégie		
	1971	1981	1991	2001	1981	1991 <sup>10</sup>	2001
Ferme individuelle ou familiale	94,7	91,3	64,1	51,4	88,2	91,1	50,6
Société de personnes avec contrat écrit	2,3	3,5	16,8	19,7	4,0	3,1	18,5
Société de personnes sans contrat écrit	-	1,9	5,9	6,9	2,6	0,5	8,0
Entreprise familiale	2,7	2,8	9,5	17,4	4,3	2,0	18,1
Entreprise non familiale	0,1	0,4	3,5	4,6	0,7	3,1	4,6
Autres formes juridiques	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1

Source Recensements agricoles 1971-2001

On constate ainsi que la ferme en tant que structure traditionnelle basée sur la famille qui a marqué l'histoire du Québec perd de son importance durant la période à l'étude.

<sup>10</sup> Pour les données régionales concernant la forme juridique du recensement de 1991, on retrouve des fermes ayant plus d'une forme juridique ce qui vient fausser les données présentées ici.



L'agriculture devient une activité économique intégrée au système juridique. Dans ces transformations, l'agriculteur devient soit un entrepreneur gérant sa propre ferme ou un salarié travaillant pour le compte de quelqu'un d'autre.

### 3.1.4 Types d'exploitations

Fidèles à la vocation historique du Québec, 70,6 % des fermes étaient dans la production laitière en 1971. Conservant toujours la première place, ce type de production a néanmoins beaucoup diminué à l'échelle de la province passant à 28,1 % en 2001. Les spécialités diverses, les grandes cultures et la production bovine sont les types de production qui ont le plus augmenté depuis 1981. La Montérégie se distingue de l'ensemble du Québec en ayant les grandes cultures comme production principale et un haut pourcentage de production de fruits et légumes. Ces différences s'expliquent par la chaleur du climat et la fertilité de sols.

### 3.5 Répartition en pourcentage des fermes déclarantes

ayant des revenus de plus de 2 5000 \$ selon le genre de production

Année	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volailles et oeufs	Grandes cultures*	Fruits et légumes	Spécialités diverses
<b>Au Québec</b>							
1971	70,6 %	5,0 %	5,7 %	3,8 %	3,7 %	3,6 %	1,0 %
1981	50,2 %	12,9 %	8,7 %	2,9 %	8,7 %	5,5 %	8,1 %
1991	36,4 %	18,5 %	6,5 %	2,6 %	12,4 %	5,9 %	15,0 %
2001	28,1 %	16,9 %	7,2 %	2,5 %	16,0 %	6,0 %	20,3 %
<b>En Montérégie</b>							
1981	40,2 %	6,5 %	9,3 %	2,9 %	20,5 %	11,5 %	5,2 %
1991	28,5 %	8,7 %	7,3 %	2,6 %	26,4 %	12,4 %	11,1 %
2001	22,1 %	9,8 %	9,3 %	2,8 %	29,4 %	11,3 %	12,0 %

\* inclus céréales et oléagineux

Source Recensements agricoles 1971-2001

En raison des caractéristiques géographiques du Québec, la production animale occupe une place prépondérante dans l'agriculture. Le MAPAQ évalue que près de 75

% des recettes monétaires agricoles proviennent de l'élevage alors que la moyenne mondiale est de 40 %.

Les moyennes d'animaux par ferme permettent de voir d'importants changements au niveau de la production animale. Le nombre de poules et poulets ainsi que celui de porcs par ferme ont littéralement explosé au cours de la période à l'étude. Et encore, il ne s'agit que de moyennes qui nous permettent seulement d'entrevoir la taille des unités de production industrielle dans ces secteurs. Au niveau des différences entre la Montérégie et l'ensemble du Québec, on peut constater que la moyenne d'animaux par ferme est plus élevée sauf dans le cas de la production laitière.

### 3.6 Moyenne d'animaux par fermes

Année	Vaches laitières	Bovins et veaux	Porcs	Poules et poulets
<b>au Québec</b>				
1971	22	37	79	1 355
1981	32	53	430	2 425
1991	36	65	805	6 379
2001	45	85	1 556	13 625
<b>En Montérégie</b>				
1981	38	60	683	3 845
1991	41	69	1 001	7 503
2001	42	91	1 844	15 601

Source Recensements agricoles 1971-2001

Si la production animale est la principale production dans l'ensemble du Québec, la production végétale occupe une place très importante en Montérégie. Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, c'est dans cette région qu'est produite la majorité du maïs grain et du soja, deux productions en pleine croissance.

## 3.7. Nombre d'acres cultivés et nombre de fermes déclarantes pour 6 grandes cultures

		au Québec				En Montérégie		
		1971	1981	1991	2001	1981	1991	2001
avoine	Acres	695 009	370 903	238 082	230 445	69 787	25 471	11 634
	Fermes	32 808	15 109	9 422	5 894	2 421	960	456
blé	Acres	39 100	101 076	92 567	84 753	64 932	56 983	27 694
	fermes	2 335	3 352	1 939	1 743	1 646	1 142	671
foin	Acres	3 031 778	2 385 691	2 129 194	1 928 259	333 405	282 032	224 736
	Fermes	n.d.	32 5665	23 170	18 379	5 534	5 456	n.d.
maïs-grain	Acres	137 927	408 827	725 893	1 076 578	303 338	476 356	634 668
	Fermes	4 139	5 483	6 136	7 656	3483	3519	3 865
orge	acres	38 052	261 837	388 913	393 993	65 115	75 933	45 571
	Fermes	3 144	8 615	9 596	7 275	1 796	1 978	1 207
soja	Acres	1 234	3 555	62 445	365 888	3 173	47 868	209 777
	fermes	n.d.	135	1 270	4 522	113	869	2 544

Source Recensements agricoles 1971-2001

L'augmentation fulgurante de la production de maïs et de soja est directement liée aux transformations qui ont lieu dans l'élevage puisqu'ils constituent les éléments premiers des tourteaux maintenant utilisés pour l'alimentation des animaux. En contrepartie, la production de foin a diminué significativement bien qu'elle demeure la plus importante en terme de superficie.

## 3.1.5 Revenu et dépenses des exploitations

Le revenu et les dépenses agricoles ont considérablement augmenté. 94,5 % des exploitations avaient un revenu agricole brut inférieur à 25 000 \$ en 1971 et 0,4 % supérieur à 100 000 \$ pour l'ensemble du Québec et en 2001, 31 % avaient un revenu agricole brut inférieur à 25 000 \$ et 44 % supérieur à 100 000 \$. La tendance est la même en Montérégie, mais les revenus sont légèrement plus élevés pour toute la période étudiée.

3.8 Répartition en pourcentage des fermes  
par tranches de revenus agricoles bruts en dollars courant

Année	Moins de 2500 \$	2 500 à 4 999 \$	5 000 à 9 999 \$	10 000 à 24 999 \$	25 000 à 49 999 \$	50 000 \$ à 99 999 \$	100 000 à 249 999 \$	250 000 à 499 999 \$	500 000 \$ et plus
<b>au Québec</b>									
1971	33,1 %	18,5 %	23,3 %	19,6 %	4,0 %	1,1 %	0,3 %	0,1 %	-
1981	20,7 %	9,6 %	9,5 %	15,6 %	18,3 %	17,7 %	7,1 %	1,0 %	0,5 %
1991	6,5 %	9,0 %	9,7 %	13,7 %	11,1 %	17,2 %	24,3 %	5,7 %	2,8 %
2000	4,9 %	4,6 %	6,9 %	15,1 %	11,7 %	12,7 %	24,0 %	12,7 %	7,0 %
<b>En Montérégie</b>									
1981	16,6 %	8,2 %	8,5 %	14,3 %	16,7 %	21,3 %	11,8 %	2,6 %	-
1991	5,1 %	7,4 %	7,7 %	12,0 %	11,2 %	16,4 %	27,2 %	8,4 %	4,6 %
2000	2,6 %	2,7 %	4,7 %	12,9 %	11,7 %	13,0 %	25,5 %	16,7 %	10,1 %

Source Recensements agricoles 1971-2001

Nous n'avons malheureusement pas été en mesure de trouver des statistiques concernant les dépenses d'exploitation pour la Montérégie. Celles du Québec concernant les principaux intrants ainsi que les frais d'intérêt d'exploitation ont augmenté considérablement.

3.9 Certaines dépenses des fermes au Québec- moyenne par ferme en dollars

	1971	1981	1991	2001
Aliments et compléments	3 324	17 871	28 762	54 053
Carburant, huile et lubrifiant	376	1 904	3 205	6 756
Engrais et chaux	557	3 771	6 700	9 952
Herbicide, insecticide et fongicide	208	1 106	2 665	5 604
Frais d'intérêt d'exploitation	n.d.	9 745	13 010	17 057

Source Recensements agricoles 1971-2001

L'augmentation des dépenses en intrants est révélatrice de l'une des transformations majeures de l'agriculture moderne, c'est-à-dire la création d'une importante industrie en amont de la production. De 1971 à 1981, les dépenses en intrants ci-haut mentionnés sont passées de 4 465 \$ à 76 365 \$, somme à laquelle il faut ajouter les

dépenses pour les semences. Auparavant, les agricultures produisaient les intrants nécessaires à leur type d'exploitation, que ce soit les aliments pour le bétail ou les semences pour les grandes cultures. Cette façon de faire à commencer à changer avec la révolution verte et les intrants produits par les corporations spécialisées sont maintenant choses courantes sur les fermes. Les intrants des firmes spécialisées ont fait leur entrée sur les fermes avec la promesse d'une production de meilleure qualité et plus abondantes. S'ils ont parfois rempli leur promesse, les intrants extérieurs sont également venus gruger la marge de bénéfices fermes et ont contribué à l'augmentation de l'endettement. L'augmentation des dépenses concernant les frais d'intérêt le laisse bien voir.

Les recensements agricoles ne nous donnent pas les informations nécessaires pour mieux saisir cette évolution. Toutefois, quelques publications de Statistique Canada nous permettent de tracer des grandes lignes de l'évolution des revenus, du rendement et de l'endettement pour l'ensemble du Québec dans les dernières années. Dans le tableau ci bas, on voit que la part de revenu net du marché par rapport au revenu d'exploitation totale a diminué légèrement depuis 2001. Les paiements de programme constituent une part de plus en plus importante du bénéfice net d'exploitation.

### 3.10 Certaines données financières des fermes au Québec – moyenne par ferme en dollars

	1996	2001	2005
Revenus d'exploitation totaux	172 815	245 732	293 611
Dépenses d'exploitation totales	145 674	206 270	244 752
Bénéfice net d'exploitation	27 142	39 462	48 859
Revenu net du marché	18 147	23 768	22 427
Paiements de programme, nets	8 995	15 694	26 432

Statistique Canada – no 21-208

En répartissant les exploitations en fonction de leur catégorie de revenu, on voit que ce sont les petites exploitations qui sont les plus touchées la diminution du bénéfice. Une fois le bénéfice net rajusté par rapport à la déduction pour amortissement (DPA),

les exploitations ayant un revenu entre 10 000 et 49 999 \$ déclarent un déficit moyen de 1 155 \$ pour 2005.

### 3.11 Revenus et dépenses d'exploitation au Québec en 2005- moyenne selon la catégorie de revenu

	10 000 à 49 999 \$	50 000 à 99 999 \$	100 000 à 249 999 \$	250 000 à 499 999 \$	500 000 \$ et plus	Total
Nombre d'exploitations agricoles	8 230	4 045	6 200	4 745	3 410	26 625
	<b>moyenne par exploitation en \$</b>					
Revenus d'exploitation totaux	26 487	72 412	168 964	354 617	1 341 863	293 611
Dépenses d'exploitation totales	23 942	57 715	129 704	272 878	1 169 082	244 752
Bénéfice net d'exploitation	2 545	14 698	39 261	81 739	172 781	48 859
Bénéfice net d'exploitation rajusté pour la DPA*	- 1 155	5 225	19 912	46 141	93 234	25 239

\* DPA déduction pour amortissement  
Statistique Canada – no 21-208

Le bénéfice d'exploitation varie donc en fonction du revenu des fermes, et ce sont les petites fermes qui ont le plus de difficulté à obtenir un bénéfice d'exploitation. Le tableau ci-dessous illustre encore davantage cette réalité puisqu'il nous fait voir que plus de 25 % des fermes du Québec avait une marge bénéficiaire d'exploitation déficitaire en 2005. En revanche, le quartile supérieur a une marge bénéficiaire de plus de 20 %. On constate aussi que les frais d'intérêts changent grandement la marge bénéficiaire des fermes du Québec.

## 3.12 Indicateurs de rendement financier des exploitations agricoles au Québec en 2005

	Première limite de quartile, 25 %	Deuxième limite de quartile, 50 %	Troisième limite de quartile, 75 %
Marge bénéficiaire d'exploitation (%)	6,40	22,18	34,57
Marge bénéficiaire d'exploitation rajustée pour la DPA* (%)	-3,39	10,45	22,96
Marge bénéficiaire d'exploitation (excluant les frais d'intérêts) (%)	13,11	29,40	42,13

\* DPA déduction pour amortissement

Statistique Canada – no 21-208

## 3.1.6 Valeur des exploitations

L'analyse de l'évolution de la valeur des fermes permet de mieux comprendre la dimension financière de l'agriculture et notamment l'endettement. La valeur des fermes est en constante augmentation depuis 1971 tant au Québec qu'en Montérégie. Sur toute la période étudiée, la valeur de l'ensemble des biens, des terres et bâtiments ainsi que des instruments agricoles est plus élevée en Montérégie.

## 3.13 Valeur (en dollars) moyenne des biens par exploitation

Année	ensemble des biens*	terres et bâtiments	instruments agricoles	bétail <sup>11</sup>
<b>au Québec</b>				
1971	35 919	21 578	6 979	7 358
1981	196 665	129 280	35 986	31 399
1991	313 018	204 346	64 469	44 204
2001	667 942	487 588	115 590	64 765
<b>en Montérégie</b>				
1981	276 773	198 230	47 458	31 086
1991	436 435	303 220	82 974	40 421
2001	1 004 188	788 955	152 235	n.d.

\*Excluant les quotas

Source Recensements agricoles 1971-2001

<sup>11</sup> Considérant les données disponibles pour l'ensemble de la période, nous avons calculé notre moyenne sur le nombre total de fermes et pas seulement sur celle possédant du bétail.

Pour illustrer les transformations dans la valeur des fermes, il nous apparaît intéressant de mentionner que l'échelle de valeurs pour classer les exploitations agricoles change drastiquement durant la période étudiée. En 1981, il y a trois coupures en bas de 50 000 \$ et l'échelle arrête à 500 000 \$ (500 000 et plus). En 1991 et 2001, l'échelle commence à 50 000\$ (50 000 et moins) et il y a trois coupures supérieures à 500 000 \$. Il nous semblait un peu lourd de reproduire ici l'ensemble des divisions utilisées dans les recensements alors nous les avons regroupées en trois catégories.

#### 3.14 Répartition en pourcentage des fermes en fonction de la valeur totale du capital agricole

	Moins de 100 000 \$	100 000 à 499 999 \$	500 000 \$ et plus
<b>Au Québec</b>			
1981	35,6 %	58,4 %	6,0 %
1991	17,9 %	66,0 %	26,1 %
2001	7,9 %	49,2 %	37,9 %
<b>En Montérégie</b>			
1981	26,0 %	60,1 %	13,9 %
1991	10,1 %	61,5 %	28,4 %
2001	11,4 %	38,1 %	58,5 %

Source Recensements agricoles 1981-2001

Les fermes de plus de 500 000 \$ représentent 37,9 % des fermes du Québec et 58,5 % de celles de la Montérégie en 2001, alors qu'elles en constituaient respectivement 6,0 % et 13,9 % en 1981. L'agriculture constitue donc de plus en plus une activité à haut capital, beaucoup d'investissements étant nécessaires pour maintenir une exploitation en marche. Les investissements nécessaires entraînent un endettement que les petites fermes ne parviennent pas à maîtriser. L'endettement est maintenant une réalité pratiquement incontournable en production agricole et la dette agricole de l'ensemble du Québec a plus que triplé depuis 1981.



## 3.15 Dette agricole en cours, au 31 décembre, en millier de dollars au Québec

	1981	1991	2001
Banques à charte	908 000	1 352 016	3 306 950
Organismes du gouvernement fédéral	459 198	435 443	1 035 857
Organismes du gouvernement provincial	185 200	81 446	19 485
Coopératives de crédit	574 088	1 281 000	3 066 460
Compagnies d'assurance, sociétés de fiducie et autres	30 200	37 951	61 148
Particuliers et fournisseurs	326 242	291 858	588 357
Programme des paiements avancés	0	45 397	55 156
Dette agricole totale en cours	2 482 928	3 525 111	8 133 413

Statistique Canada – no 21-014-X

3.1.7 Analyse des transformations dans la production

Pour clore cette partie, nous voulons faire une synthèse analytique des transformations qui marquent la production agricole. On ne surprendra ici personne en mentionnant la concentration des fermes, la spécialisation, l'intensification et la professionnalisation. L'ensemble de ces transformations peut être saisi synthétiquement par le biais des concepts de soumission formelle et réelle développés par Marx dans *Un chapitre inédit du capital*.

Marx fait ressortir que le développement du mode de production capitaliste se caractérise par deux mouvements sociohistoriques de soumission de la société à la dynamique d'accumulation capitaliste. Bien que cette soumission ne soit pas totale, elle marque profondément l'histoire et les structures économiques des sociétés modernes. La société québécoise n'échappe pas à ce mouvement. Bien que l'on retrouve d'importantes variations selon le type de production, la région et bien d'autres facteurs, nous considérons que la production agricole québécoise fut marquée par les deux types de soumission simultanément.

Comme on l'a vu dans le deuxième chapitre, la ferme fut d'abord une institution traditionnelle de la société québécoise. Ancrée dans la famille, la majeure partie de sa

production servait à l'autosubsistance et des surplus étaient vendus. Graduellement, sous l'effet des interventions étatiques et des pressions du marché, la ferme familiale est devenue une petite entreprise spécialisée dans une production donnée destinée au marché. L'agriculteur doit désormais être un gestionnaire chevronné capable de jongler avec revenus, dépenses croissantes, déficits et subventions. L'agriculture est une activité à haut capital et à endettement considérable. Enfin, l'agriculture est plus que jamais juridiquement encadrée notamment avec le brevetage et les droits de propriété intellectuelle. Ces transformations correspondent à la soumission formelle de la ferme.

« J'appelle *soumission formelle du travail au capital* la forme qui repose sur la plus-value absolue, parce qu'elle ne se distingue que *formellement* des modes de production antérieurs sur la base desquels elle surgit spontanément (ou est introduite), soit que le producteur immédiat continue d'être son propre employeur, soit qu'il doive fournir du surtravail à autrui. » (Marx, 1867 :)

La soumission formelle de l'exploitation agricole alla de pair avec sa soumission réelle c'est-à-dire l'établissement du mode de production capitaliste. On assiste à d'importants bouleversements dans la façon de produire qu'on pense à la mécanisation du travail et au développement des sciences agronomiques et génétiques. Auparavant le mode de vie de cultivateurs peu éduqués, voire même illettrés, l'agriculture devient l'emploi des producteurs agricoles formés dans des techniques de production et de gestion. Comme le fait ressortir Marx, « [l]a soumission réelle du travail au capital s'accompagne d'une révolution complète (qui se poursuit et se renouvelle constamment. cf. le *Manifeste communiste*) du mode de production, de la productivité du travail et des rapports entre capitalistes et ouvriers. » (Marx, 1867 :) L'intégration, que l'on retrouve principalement dans le secteur porcin, mais aussi dans d'autres productions dont le secteur maraîcher, constitue la forme la plus achevée tant de la soumission formelle que de la soumission réelle. L'agriculteur se trouve à être un prolétaire salarié, il est dépossédé tant de sa production que de son mode de production. Nous verrons ce phénomène de façon plus détaillée dans notre étude du cas de la production porcine un peu plus loin.

Le génie génétique qui transforme complètement les patrimoines agricoles s'insère dans le processus de soumission réelle. Alors que la sauvegarde de semence était une des bases de l'agriculture depuis la révolution néolithique, bien des agriculteurs contemporains sont devenus dépendants des semences, et produits qui les accompagnent, de quelques corporations. Bien qu'elle fasse actuellement l'objet d'un moratoire mondiale, la technologie « terminator », qui rend les semences stériles, développée par certaines corporations pousse encore plus loin la soumission réelle de l'agriculture au capital. Ainsi, nous croyons que le concept de processus de soumission réelle que Marx a développé pour l'analyse des transformations du mode de production touche maintenant la reproduction même du vivant. L'introduction de gènes de stérilité, ainsi que de substances chimiques biocides (herbicides, insecticides, etc.), dans des environnements naturels provoque la détérioration de ceux-ci et affecte leur capacité à se régénérer. On peut aussi voir dans ces bouleversements une phase avancée du développement du milieu technique au détriment du milieu naturel comme nous l'expliquions dans un chapitre précédent.

### 3.2 La mise en marché

Souvent sur la sellette à l'OMC, le Québec et le Canada ont mis en place un système de mise en marché complexe supervisé par l'État. Ainsi, nous étudierons ici les mécanismes de gestion de l'offre et de mise en marché collective. Ensuite, nous nous intéresserons à l'essor des exportations qui occupent une place de plus en plus importante dans la mise en marché des produits agricoles.

#### 3.2.1 La gestion de l'offre et la mise en marché collective

Depuis les années 1950, le contrôle de l'offre et la mise en marché collective constituent des dossiers syndicaux importants notamment suite à l'échec du

mouvement coopératif. Les producteurs agricoles organisés en syndicats spécialisés se sont tournés vers l'État pour faire un contrepoids public aux grandes entreprises privées.

Fruit d'ententes fédérales-provinciales, la stratégie de gestion de l'offre repose sur les interventions de l'État en particulier par rapport à trois enjeux : la gestion de la production (les quotas), le contrôle des importations et une politique de prix couvrant les coûts de production. Dans le cadre du processus de mondialisation du commerce, ces mesures sont remises en question. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les restrictions quantitatives aux importations de produits sensibles ont dû être remplacées par des barrières tarifaires. Cinq produits agricoles sont actuellement régis par un système de gestion de l'offre à l'échelle du pays : le lait, les œufs de consommation, les œufs d'incubation, les poulets et les dindons.

Dans de nombreux secteurs, les producteurs québécois par l'intermédiaire de leurs syndicats ont développé un mode de mise en marché collectif. Ils ont fait pression sur l'État québécois pour qu'il se porte garant de la mise en marché, ce qu'il a fait en 1956 avec la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*. Par la suite, cette loi a été modifiée à plusieurs reprises notamment avec la création de la Régie des marchés agricoles du Québec dans les années soixante. Maintenant appelée la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ), les deux principales fonctions de cet organisme gouvernemental sont la résolution des différends et la régulation économique pour favoriser la croissance des différents secteurs de l'agroalimentaire.

En collaboration avec des offices de producteurs, comme les fédérations spécialisées, la RMAAQ met en place et gère des plans conjoints pour différentes productions. En 2004, on dénombrait 17 plans conjoints dans le secteur agricole. Les plans conjoints donnent la possibilité aux producteurs de négocier collectivement les conditions de

mise en marché de leur produit et d'en réglementer des modalités. Pour établir un plan conjoint, un groupe de producteurs doit formuler une requête à la RMAAQ qui l'approuve et la soumet ensuite à l'ensemble des producteurs concernés par le biais d'un référendum qui doit recueillir le 2/3 des votes. Une fois le plan conjoint adopté, la régie supervise sa mise en œuvre et règle les différends liés au plan.

Les plans conjoints diffèrent d'une production à l'autre. Ainsi, ceux concernant le lait, les œufs et la volaille sont régis par des quotas de production pour chaque ferme. Celui pour le porc a entraîné la création d'un encan électronique pour la fixation des prix. Dans la plupart des cas, la fédération spécialisée agit comme acheteur unique sous la supervision de la RMAAQ. Le syndicat constitue alors un intermédiaire centralisant les fruits de la production pour faire un contre-pouvoir aux acheteurs qui sont généralement d'imposantes entreprises privées. Dans ce processus de mise en marché, la fédération spécialisée prélève des montant de l'ordre de 10 % pour couvrir ses frais.

Les plans conjoints ne font pas toujours l'unanimité et ont été source de conflits dans les milieux agricoles. Ils ont parfois opposé certaines fédérations spécialisées mais ont surtout été contestés par les gros producteurs, dont le volume de production est limité, les transformateurs, qui ne peuvent s'approvisionner « librement », et les petits producteurs, qui se retrouvent contraints dans leur mise en marché.

Aux dires de leurs supporteurs, les plans conjoints permettent aux producteurs de stabiliser leur revenu, aux consommateurs de profiter de produits locaux et à l'État d'économiser au niveau du soutien économique à l'agriculture. Aux dires de certains détracteurs, les plans conjoints sont un système trop rigide qui n'encourage pas l'efficacité et augmente les prix des produits. Aux dires de d'autres détracteurs, les plans conjoints accordent trop de pouvoir aux bureaucraties des fédérations et étouffent l'autonomie des producteurs et la diversité régionale. Ce système fait en

sorte que les fédérations spécialisées deviennent à la fois, le syndicat, le patron (en tant qu'acheteur unique) et le gouvernement (par les puissantes influences qu'elles exercent auprès de la RMAAQ).

### 3.2.2 Les exportations

Durant les années 1990, le Canada et le Québec ont adopté des politiques pour l'exportation dans le cadre du contexte mondial d'ouverture des marchés. Malheureusement, nous avons été en mesure de trouver des données concernant les exportations du Québec seulement à partir de 1990<sup>12</sup>. En 1990, les exportations agricoles et agroalimentaires du Québec étaient d'un peu plus de 1 milliard de \$. Elles ont progressé depuis, sauf autour de 1994, pour atteindre 3,6 milliards de \$ en 2005. Dans le contexte d'ouverture des marchés, l'augmentation des exportations s'accompagne de l'augmentation des importations. Le Québec peine à conserver une balance commerciale positive tout au long de cette période. Il a tout de même maintenu un léger surplus de 1997 à 2005.

En 2005, 30 % de la production alimentaire du Québec était destiné aux autres provinces et 23 % aux exportations. A l'extérieur des frontières du Canada, les États-Unis sont de loin le principal partenaire commercial du Québec et ont absorbé 63 % des exportations alimentaires en 2005. Tout porte à croire que l'ALENA a contribué à l'essor des exportations québécoises de produits agricoles et agroalimentaires. Selon les données de l'UPA<sup>13</sup>, les exportations du Québec vers les États-Unis sont passées de 966 millions \$ en 1993 à 2,7 milliards \$ en 2002, soit une hausse de 180 %. En retour, les importations en provenance des États-Unis ont augmenté de 725 millions \$ à 886 millions \$ pour la même période. Quant au commerce de produits agricoles et

---

<sup>12</sup> Agriculture et agroalimentaire Canada, Service d'exportations agroalimentaires, <http://www.ats.agr.gc.ca/stats/stats-f.htm>, consulté le 20 octobre 2007

<sup>13</sup> Serge Lebeau, présentation lors du Colloque Les 10 ans de l'ALENA : bilan social et perspectives

agroalimentaires avec le Mexique, les exportations du Québec sont passées de 4,8 millions \$ à 27,2 millions \$ et les importations de 22,7 millions \$ à 34,5 millions \$.

Les produits transformés sont une part significative des exportations alimentaires québécoises. En 2000, ils constituaient 83 % du total des exportations et les produits agricoles 17 %. Entre 1992 et 2000, les exportations québécoises d'aliments transformés ont augmenté de 120 % passant de 1,1 milliard à 2,4 milliards \$. Les exportations de l'industrie des viandes rouges dominant largement composent 37% du total des produits transformés. Bien qu'ayant presque doublé depuis 1992, leur part par rapport au total a cependant diminué. Le principal débouché pour les exportations de produits transformés québécois ce sont les États-Unis, qui en absorbent près de 75%.

Nous ne faisons ici que tracer les grandes lignes de l'essor des exportations que nous bonifierons dans le prochain chapitre en analysant l'évolution des politiques agricoles canadiennes et québécoises depuis les années 1980.

### 3.3 La transformation alimentaire

La transformation alimentaire est présente dans le paysage agricole depuis bien longtemps. Comme nous l'avons mentionné dans notre survol historique, le Québec fut longtemps spécialisé dans la transformation du lait en fromage et en beurre pour l'approvisionnement de la métropole anglaise. Un peu plus tard, l'industrie des conserves a pris de l'ampleur avec l'émergence des centres urbains.

Au niveau des politiques gouvernementales, la transformation alimentaire a pris de l'importance à la fin des années 1970, à partir de la création de la Société Québécoise

d'initiative agro-alimentaire (SOQUIA) en 1975. Récemment, le 3 février 2005, le gouvernement québécois créait l'organisme Transformation Alimentaire Québec (TRANSAQ) pour mieux desservir l'industrie de la transformation alimentaire qu'il considère comme un secteur majeur de l'économie.

En 2005, l'industrie de la transformation était le premier employeur du secteur manufacturier de la province créant 74 600 emplois directs et 125 000 indirects ainsi que le deuxième contributeur manufacturier du PIB du Québec avec 5,1 milliards de dollars<sup>14</sup>. C'est l'industrie manufacturière qui a la plus forte valeur ajoutée. Comparativement à d'autres industries manufacturières, il s'agit d'une industrie peu variable qui contribue à la stabilité du PIB. L'agroalimentaire est un secteur fort avec 19,5 milliards \$ d'exportations en 2005, soit 13 % des exportations totales du Québec.

Tout comme dans le cas de la production agricole, la Montérégie occupe une place importante au niveau de la transformation alimentaire. Selon les données publiées par le MAPAQ, elle occupe le second rang après la région administrative de Montréal, bien qu'elle soit la région où l'on retrouve le plus d'entreprises de transformation avec 317 entreprises contre 210 à Montréal<sup>15</sup>. C'est la production de nourriture pour animaux, excluant les chats et les chiens, qui compte le plus d'entreprises avec 49.

A l'heure actuelle, il nous apparaît pertinent de distinguer deux types de transformateurs alimentaires : les transformateurs artisanaux et les transformateurs de masse. Les transformateurs artisanaux sont généralement de petites entreprises spécialisées dans la confection de produits, souvent qualifiés « du terroir », coûteux et à petit volume écoulés sur des marchés locaux ou spécialisés. Bien que parfois très lucrative, la part du marché occupé par ces transformateurs est marginale. Les

<sup>14</sup> Données tirées du mémoire de l'Alliance transformation alimentaire à la CAAAQ.

<sup>15</sup> MAPAQ, La transformation en chiffre 2006



transformateurs de masse sont de grandes entreprises agissant autant en amont qu'en aval de la production agricole proprement dite. D'une part, ils produisent les moulées qui font maintenant partie intégrante de la production animale dont nous avons parlé précédemment. D'autres part, et c'est davantage ce qui nous intéresse ici, ils remplissent les tablettes d'épicerie et les cuisines de restaurants de produits transformés allant du fromage au Coca-Cola, en passant par toute la gamme de produits des marques maison. Comme en témoigne la multiplication des comptoirs de prêt à manger (frais, en conserve ou congelés), le secteur de la transformation occupe une place grandissante dans l'alimentation notamment en raison des changements dans les habitudes de vie (travail extérieur au foyer, manque de temps, etc.).

Le secteur de la transformation constitue aujourd'hui une activité à haut capital monétaire et technologique. Il est largement concentré dans quelques entreprises. A titre d'exemple, quelques données pour différents secteurs :

- secteur laitier : trois entreprises, Saputo, Parmalat et Agropur, transforment approximativement 75 % du volume total du lait canadien.
- secteur porcin : quatre entreprises, Maple Leaf, Olymel, le groupe Brochu et Quality Meat Packers, dominent la transformation du porc canadien, avec 76,2% du marché.
- secteur des grains : 4 entreprises, Agricore United, Saskatchewan Wheat Pool, Pioneer Grain et Cargill manutentionnent 64% des céréales produites au Canada.
- secteur bovin : 2 entreprises, Cargill et Tyson, contrôlent 73,2% de l'abattage du bétail au Canada
- secteur avicole : 2 entreprises, Exceldor et Olymel, abattent près de 95 % des poulets et 100 % des dindons au Québec

Le secteur coopératif occupe toujours une place importante dans la transformation du lait (Agropur) ainsi que du porc (Olymel) et de la volaille (Olymel et Exceldor). Il ne s'agit toutefois plus de petites coopératives régionales mais d'imposantes entreprises d'envergure internationale comme elles l'affirment elles-mêmes. De plus, ces

coopératives sont contraintes d'appliquer les mêmes stratégies de gestion que leurs concurrentes ce qui affecte grandement l'esprit coopératif de leurs origines.

### 3.4 Lait, porcs, maïs : études de cas approfondies

Le lait, le porc et le maïs forment en quelque sorte une chaîne illustrant le développement de l'agriculture au Québec. Le lait a été et est encore dans bien des régions la principale production. L'élevage porcin fut longtemps une production contingente de l'industrie laitière puisqu'il permettait de mettre à profit un de ses produits dérivés, le petit lait. Avec la modernisation de l'agriculture, le porc devint une production distincte de l'industrie laitière avec sa propre science agronomique. L'alimentation des porcs produits au Québec changea considérablement et est aujourd'hui majoritairement constituée de moulées dont l'ingrédient principal est le maïs-grain.

#### 3.4.1 Lait

On l'a dit plus d'une fois, le Québec est une région spécialisée dans la production laitière depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. La province a fourni à l'Angleterre fromage et beurre durant plusieurs années à partir de la Première Guerre mondiale. Le lait occupe une grande place dans la culture alimentaire québécoise et canadienne. La Fédération des producteurs de lait constitue un lobby très influent. Elle fut longtemps la seule entité à pouvoir produire du matériel pédagogique et promotionnel visant les enfants par le biais du système scolaire. Elaboré sous son influence, le guide alimentaire canadien recommande une grande consommation de produits laitiers, ce qui est maintenant grandement remis en question par plusieurs nutritionnistes. Enfin, ses campagnes publicitaires se font très présentes depuis plusieurs décennies.

#### 3.4.1.1 Production et transformation

Comme on l'a vu dans les données des recensements agricoles canadiens, la production laitière représentait plus de la moitié de la production totale jusqu'au début des années 80. Le secteur étant régi par un système de quota, il est l'un des plus stables tant pour la taille des fermes que pour le volume de production. On a néanmoins assisté à une légère concentration de la production durant la période étudiée. Il y a moins de fermes et celles qui restent sont plus grosses.

La recherche en production laitière vise principalement à augmenter la quantité de lait produit par vache. La sélection génétique, l'alimentation, l'administration d'hormones et la fécondation sont utilisées de façon à maximiser la production laitière de façon permanente. Dépendamment des politiques de fixation des prix en vigueur, les producteurs cherchent à produire un lait plus riche en gras ou en protéine. Alors que les pâturages et le foin furent la principale alimentation des vaches durant des centaines d'années, les moulées à base de maïs sont maintenant le principal aliment dans bien des fermes.

Au cours des dernières années les dépenses en production laitière ont augmenté davantage que les revenus. Selon les données de Statistique Canada, les dépenses représentaient 72,7 % des revenus en 1993 et 77,8 % en 2003. Durant cette même période, le taux d'endettement des fermes laitières est passé de 21,4 % à 27 %. L'augmentation des coûts de production, la spéculation sur les quotas, la hausse des investissements en machinerie et en infrastructure et l'augmentation de la valeur de terre sont les principaux facteurs expliquant l'augmentation des dépenses et la hausse du taux d'endettement.

Sur le plan de la transformation, le Québec est le plus important fabricant de fromages cheddar, mozzarella et spécialisés ainsi que de beurre et de yogourt au

Canada. Comme nous l'avons dit, trois grandes entreprises transforment la majeure partie du lait, soit Saputo, Parmalat et Agropur.

Avec le développement de nouvelles technologies, de nouveaux produits dérivés du lait font leur apparition sur le marché. Permettant une réduction des coûts de production pour les transformateurs, ces produits sont de plus en plus utilisés dans la transformation. Ils ne sont pas soumis aux restrictions tarifaires et leur importation affecte le marché intérieur des produits laitiers.

#### 3.4.1.2 Mise en marché

##### 3.4.1.2.1 La gestion de l'offre

À la fin des années 1960, le secteur laitier a commencé à être régi de façon structurée par un système de gestion de l'offre à l'échelle canadienne. Les modalités de son application ont évolué pour former la politique laitière nationale dont les principaux éléments constitutifs ont fini de se mettre en place en 1975. Dans le cas de la production laitière québécoise, des quotas limitent la production possible pour chaque ferme, des barrières commerciales restreignent les possibilités d'importation et des prix planchers sont fixés par la RMAAQ.

En comparant l'évolution du prix du lait à la production entre différents pays dit développés, on constate que le système canadien assure une plus grande stabilité et un prix à la production plus élevé (Gouin, 2002 : 3). Le prix à la consommation s'avère aussi plus stable et plus bas dans les pays avec une politique de gestion de l'offre que dans les pays déréglementés. Toujours selon cette même étude, le système de gestion de l'offre permet de limiter la contribution financière de l'État en assurant un équilibre dans le marché.

Depuis leur création par le gouvernement, les quotas sont devenus des objets de spéculation. Donnés par le gouvernement au début des années 1970, ils ont atteint

une valeur de 33 001 \$ pour une vache en octobre 2006. Ce faisant, ils sont devenus un véritable obstacle à la possibilité de démarrer une production laitière et ont favorisé la concentration des entreprises. Pour freiner ce phénomène, les producteurs ont voté un plafond de 30 000 en novembre 2006 qui sera baissé de 100 \$ par mois jusqu'à 25 000 \$.

#### 3.4.1.2.2 Le Plan conjoint

Selon les chiffres de la Fédération des producteurs de lait du Québec, les quelque 7000 fermes laitières québécoises mettent en marché collectivement près de 3 milliards de litres de lait par l'intermédiaire du Plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec. Les producteurs ont délégué à la FPLQ la responsabilité de négocier en leur nom l'ensemble des conditions de vente avec les représentants des transformateurs. Les prix sont négociés sur la base d'un prix cible établi au niveau canadien en tenant compte des coûts de production des producteurs les plus efficaces. Le produit de toutes les ventes planifiées de lait est mis en commun par les producteurs. Ceux-ci reçoivent un prix moyen en fonction de leurs livraisons mensuelles de lait.

#### 3.4.1.2.3 Les exportations

L'exportation constitue un débouché important pour les producteurs laitiers québécois. De 1993 à 1998, la valeur des exportations de produits laitiers a augmenté de 280 % au Québec passant de 78 millions à 219 millions de \$. Depuis 1999, la valeur des exportations fluctue : elle a baissé en 1999 et en 2000, remonté en 2001 et redescendu en 2002. En revanche les importations de produits laitiers sont en augmentation constante entre 1992 et 2002 passant de 50 millions \$ en 1992 à 138 millions \$ en 2002. Les produits importés sont utilisés par les transformateurs pour la fabrication de crème glacée, fromage fondu, confiseries et autres aliments transformés.

### 3.4.1.3 Bouleversements actuels

Avec le processus de mondialisation des marchés en cours, les producteurs laitiers craignent que l'équilibre dans le secteur laitier soit grandement bouleversé. Suite à la signature de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC par le Canada en 1995, différentes mesures ont ébranlé le système québécois. Les limitations quantitatives des importations de produits laitiers ont dû être remplacé par des barrières tarifaires.

Les négociations du cycle de Doha suscitent beaucoup de peur chez les producteurs de lait. En visant à abolir toutes les entraves au commerce mondial et à faire de l'agriculture un produit comme les autres, ces négociations mettent en danger le modèle de gestion de l'offre et de mise en marché collective en place au Québec. En juillet 2003, en marge de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Montréal, une large coalition d'appui à la gestion de l'offre a été lancée : *GO5 Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre*. Cette coalition regroupe les fédérations spécialisées des 5 productions sous gestion de l'offre et d'autres acteurs du monde agricole.

Selon l'analyse de la coalition, la démarche de libéralisation des marchés « est dictée par les principaux pays exportateurs, l'Union européenne et les États-Unis en tête, qui cherchent à écouler leurs surplus de production tout en continuant à soutenir leur agriculture par de généreuses subventions. »<sup>16</sup> GO5 demande que les pays signataires du traité de l'OMC conservent leur capacité d'administrer une gestion de l'offre efficace. Pour ce faire, il faudrait que le Canada puisse maintenir les tarifs douaniers et les contingents tarifaires à leur niveau actuel pour les productions sous gestion de l'offre et conserve sa capacité d'administrer des politiques de prix, deux conditions essentielles au maintien d'une gestion harmonieuse de la production. De plus, la coalition préconise une modification des critères de la catégorie verte de manière à ce

---

<sup>16</sup> Site internet de la Coalition GO5, <http://www.go5quebec.ca/fr/enjeux.php>, consulté 11 décembre 2007.

que l'OMC reconnaisse que les mécanismes collectifs de négociation de prix qui ne comportent pas de transferts de fonds publics, tels que ceux pratiqués dans le cadre de la gestion de l'offre, sont légitimes et ne produisent pas de distorsion sur le commerce. Enfin, elle souhaite l'élimination de toutes les subventions à l'exportation financées par les pouvoirs publics.

En consultant la liste des organisations membres de la coalition, on remarque la présence d'un transformateur laitier, soit la coopérative Agropur. On peut donc constater qu'une division est présente entre les producteurs et les transformateurs laitiers. Les producteurs souhaitent le maintien du modèle actuel mais les gros transformateurs, autres que la coopérative Agropur, veulent une plus grande ouverture des marchés afin d'avoir accès à des ingrédients de base moins chers et de pouvoir exporter leurs produits transformés sur les marchés extérieurs.

Dans le but de mieux faire valoir leurs importances et leurs intérêts, des acteurs de l'industrie de la transformation alimentaire ont fondé l'Alliance de la transformation agroalimentaire (ALTA) le 17 mars 2007. Dans son mémoire déposé à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec (CAAAQ), l'ALTA fait valoir que la situation dans le domaine agroalimentaire a changé depuis l'établissement de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles en 1956. Dans sa forme actuelle, cette loi ne reconnaît l'importance des transformateurs et donne trop de pouvoir aux producteurs. L'ALTA souhaite donc que le gouvernement provincial entreprenne une révision de cette loi pour l'adapter à l'équilibre des forces économiques actuelles. L'alliance souhaite la maximisation des exportations pour permettre l'accès à de nouveaux marchés. Enfin, l'ALTA demande que le programme TRANSAQ actuellement géré par le MAPAQ soit transféré au Ministère du développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Ce transfert permettrait de réduire l'influence des producteurs agricoles dans l'administration de ce fonds publics.

### 3.4.2 Porcs

La production porcine est sans aucun doute le trait déterminant de la période historique étudiée. Elle a énormément fait parler d'elle par ses campagnes de publicité, ses conflits de travail, ses difficultés économiques et ses conflits avec des coalitions rurales. La diversité des aspects à développer concernant la production porcine dépasse largement ce que nous pouvons évoquer ici.

#### 3.4.2.1 Production et transformation

Le virage vers la production intensive du porc a eu lieu à partir du milieu des années 1970. Les producteurs se sont spécialisés avec l'aide des agronomes, généticiens, économistes et autres experts. L'État québécois a soutenu le développement et la consolidation de cette production émergente. Comme on le voit dans le tableau suivant, il en a résulté une importante concentration de la production.

3.16 Nombre de fermes porcines et nombre moyen de porcs par ferme au Québec

	1971	1981	1991	2001
Nombre de fermes porcines	17 356	7 708	3 614	2 743
Nombre moyen de porcs par ferme	79	431	805	1 556

Source : Recensement agricoles Canada 1971-2001

Si la moyenne de porcs par ferme a augmenté de façon frappante entre 1971 et 2001, la concentration réelle de la production est encore plus fulgurante. En effet, on retrouve encore plusieurs fermes québécoises avec quelques truies qui produisent essentiellement pour la consommation domestique. Ces fermes avec une production bien marginale viennent abaisser la moyenne pour l'ensemble de la province. Selon les données de la Fédération des producteurs de porcs, les fermes spécialisées en productions porcines comptent en moyenne 2 000 porcs par trimestre et les plus grandes superficies peuvent accueillir jusqu'à 8 000 à la fois.



Suite à des problèmes récurrents de maladie, la production de porc s'est structurée en trois phases géographiquement distinctes pour réduire les risques de contamination épidémiologique. Certains producteurs, les reproducteurs, sont spécialisés dans les animaux destinés à la reproduction (races pures et hybrides). D'autres, les naisseurs, possèdent un troupeau de truies donnant naissance à des porcelets destinés à l'engraissement. Les fermes de ce type sont couramment appelées maternités. Enfin, les finisseurs engraisent les porcelets jusqu'au poids du marché. Les finisseurs nettoient et désinfectent entièrement leurs bâtiments entre deux cohortes. De nombreux producteurs sont à la fois naisseurs et finisseurs. Au Québec, on estime que les sites d'engraissement (finisseurs) comptent en moyenne 1800 porcs en inventaire (360 unités animales) alors que les sites de maternité (naisseurs) abritent en moyenne 250 truies (60 unités animales).

Les régions administratives de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre du Québec sont devenues les trois pôles importants de la production porcine avec respectivement 33,8%, 29,3% et 14,1% de la production québécoise totale. Dans ces régions, l'industrie porcine est la source de nombreux conflits entre producteurs et ruraux. Pour apaiser les tensions, le gouvernement québécois a mis un moratoire en place en 2002 et a réalisé une consultation publique sur la production porcine en 2003.

Selon les données disponibles sur le site internet de la Fédération des producteurs de porcs du Québec<sup>17</sup>, la production porcine québécoise a généré des retombées économiques annuelles de 3,1 milliards de dollars en 2003 soit 16,6 % des recettes totales de la production agricole provinciale. Le secteur porcin crée directement et indirectement 28 200 emplois.

---

<sup>17</sup> <http://www.leporcduquebec.qc.ca/fppq/prod-4.html>, consulté le 3 décembre 2007.

#### 3.4.2.1.1 Dynamique historique récente

Dans son mémoire de maîtrise intitulé *Analyse et critique du développement durable de la production porcine québécoise*, Fabien Bonhomme (2002) identifie 5 phases dans la production porcine depuis 1971 que nous reprendrons ici brièvement, en ajoutant différents éléments sortant du cadre purement économique privilégié par l'auteur.

Jusqu'en 1975, la production porcine se modernise lentement. En 1975, le nombre de porcs produits annuellement dans la province frôle les 2,5 millions. On assiste à une restructuration des fermes et à la spécialisation de la production. Le nombre de fermes productrices de porcs diminue et le nombre de porcs par ferme augmente significativement. Le phénomène de l'intégration prend de l'ampleur.

De 1976 à 1981, la production porcine québécoise passe par une phase de croissance liée à l'établissement des premières mesures de stabilisation des prix. Dès son arrivée au pouvoir, le Parti Québécois, avec Jean Garon comme ministre de l'agriculture, accorde beaucoup d'importance à la modernisation du secteur du porc. En 1978, le programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) pour les porcelets voit le jour, financé à parts égales par Québec, Ottawa et les producteurs. Durant cette période, la production de porcs va doubler, la production étant de près de 5 millions de têtes en 1981.

De 1981 à 1984, la crise économique mondiale, liée aux taux d'intérêt élevés et à la surproduction mondiale, affecte la production porcine québécoise. Cette période est marquée par une deuxième restructuration et plus précisément à un phénomène de concentration de la production porcine. En 1981, une épidémie de pleuropneumonie vient décimer plusieurs élevages et le programme d'ASRA, à peine fonctionnel, doit supporter plusieurs producteurs subissant des pertes financières. C'est cette même année, suite à de nombreuses pressions de citoyens, que Québec adopte trois

règlements visant principalement la protection des eaux et la gestion des déjections animales.

Entre 1984 et 1994, la production porcine passe par une phase de stagnation. L'augmentation des parts de marché de l'Ouest canadien est l'une des causes de cette stagnation. La fin des années 1980 est marquée par une autre épidémie dans les élevages qui suscite des préoccupations en matière de santé publique. Le gouvernement tente de stimuler la relance du secteur durant cette période notamment avec la création, en 1990, d'une table filière pour concerter les principaux acteurs en production porcine. Deux ans plus tard, cette table filière, avec la collaboration du MAPAQ, organise un premier Sommet de l'agriculture québécoise qui met en place les premiers jalons d'une politique de conquête des marchés internationaux. Le porc est sans conteste la production privilégiée pour cette conquête puisqu'elle n'est pas régie par un système de quota.

A partir de 1994, la production de porc vit une forte croissance liée à l'explosion des exportations, la concentration croissante des fermes porcines et à la hausse de la consommation domestique. L'UPA, avec à sa tête un producteur de porc, fait pression sur le gouvernement québécois pour qu'il augmente son soutien financier et allège les mesures environnementales concernant la production porcine. Dans un contexte d'ouverture des marchés avec la création de l'OMC, les producteurs de porcs proposent un virage stratégique basé sur les exportations. Voulant augmenter la balance commerciale du Québec qui stagne depuis le début des années 1990, le gouvernement de Lucien Bouchard va accorder le soutien financier et économique nécessaire à une augmentation massive de la production. De 1995 et 2006, le nombre de porcs produits annuellement au Québec est passé de près de 5 à plus de 7 millions de têtes.

#### 3.4.2.1.2 Le phénomène de l'intégration

Le secteur du porc est très touché par l'intégration verticale, c'est-à-dire la production à contrat pour une entreprise qui contrôle une grande partie ou l'ensemble de la chaîne de production. Au Québec, on retrouve peu d'intégrateurs complets à la fois producteurs de semences et propriétaire de supermarchés. Toutefois, certaines entreprises détenant meunerie, fermes d'élevage, abattoirs, usines de transformations, laboratoire de recherche génétique, etc. peuvent être classées dans la catégorie des intégrateurs complets. Les fermes F. Ménard, les Aliments Breton Inc., le Groupe Robitaille et Olymel/Coop Fédérée constituent des intégrateurs complets en raison du large spectre qu'elles occupent dans la chaîne de production. (Proulx et Sauvé, 2007 : 51-52) D'autres entreprises contrôlant une partie de la chaîne de production sont considérées comme des intégrateurs partiels. C'est le cas des Fermes Côté-Paquette, d'Agri-Marché, d'Aliments Asta et de quelques autres entreprises spécialisées une ou quelques étapes de la production. La forte intégration dans le secteur porcin s'explique notamment par l'importance des coûts de production liés à l'alimentation des animaux.

Dans un article paru dans la revue *Interventions Économiques* en 1982 Denis Perreault analyse l'évolution des formes d'intégration dans la production porcine québécoise. Se basant sur les définitions développées dans le Rapport April, il décrit les deux formes d'intégration contractuelle présente au Québec au début des années 1980 : les contrats de financement et les contrats à forfait. Les contrats de financement permettent aux producteurs de bénéficier d'une source de crédit pour l'achat de porcelets ou de moulées ou pour la mise en place d'infrastructures. Ce financement permet à l'intégrateur de prendre le contrôle technique du processus de production, le producteur devenant un simple exécutant qui doit rentabiliser la mise de fond. Il a toutefois une certaine possibilité de reprendre possession de ses biens lorsque les conditions du marché sont favorables. Les coopératives agricoles utilisent majoritairement cette forme d'intégration. Pour les grandes entreprises, les contrats

de financement constituent une première étape vers un plus grand contrôle. Les contrats à forfait, les plus répandus selon l'étude de Perreault, accordent un plus grand contrôle à l'intégrateur puisqu'il lui donne une mainmise sur le procès de production et sur le produit fini sans avoir à supporter les risques qui demeurent absorber par le producteur. Ces contrats contiennent généralement des clauses d'exclusivité de production et de mise en marché. Ils accordent à l'intégrateur le droit de décider à sa discrétion de réduire ou d'augmenter le nombre de porcs à élever en fonction du marché, ce qui entraîne beaucoup d'incertitude économique pour le producteur intégré. Bien d'autres clauses confèrent d'autres avantages à l'intégrateur qui s'approprie ainsi la totalité du travail incorporé dans le produit par l'éleveur.

Comme nous l'avons mentionné, la production porcine bénéficie d'un programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles. Le financement de ce programme est lié au volume de production favorisant ainsi l'accroissement de la taille des unités de production. Ainsi, les intégrateurs sont les premiers bénéficiaires des fonds publics mis à disposition des producteurs.

#### 3.4.2.1.3 La transformation

L'industrie du porc se classe au deuxième rang parmi les plus importants secteurs bioalimentaires au Québec après l'industrie laitière. A l'échelle de la province, près de 170 établissements transforment le porc en produit de consommation. On peut distinguer deux types de transformations : le porc frais et la surtransformation. Le secteur du porc frais inclut les activités d'abattage, de découpe et de désossage. La surtransformation est production des saucisses, charcuteries ainsi que des produits congelés hautement transformés. Comme on l'a déjà mentionné, quatre entreprises, Maple Leaf, Olymel, le groupe Brochu et Quality Meat Packers, dominent la transformation du porc canadien, avec 76,2% du marché.

#### 3.4.2.2 Mise en marché

Contrairement à la production laitière, la production porcine n'est pas régie par la gestion de l'offre. Sa mise en marché est toutefois réglementée par un plan conjoint administré par la Fédération des producteurs de porcs depuis 1982. Ce plan conjoint inclut l'Encan électronique par lequel la totalité des porcs produits au Québec sont vendus depuis 1989. Canal unique de mise en marché, l'Encan électronique regroupe les offres, effectue les ventes, perçoit les paiements et paie les producteurs en fonction du prix moyen de la semaine. Il organise aussi le transport, reçoit les données d'abattage, comptabilise et fournit aux producteurs toutes les statistiques nécessaires au bon fonctionnement de leur entreprise. Selon la fédération, ce monopole de l'offre confère aux producteurs un pouvoir de négociation qu'ils n'auraient jamais de façon individuel ni même en regroupements.

Il arrive que l'encan soit suspendu lors de période de crise du prix du porc, qui est évalué en fonction du prix américain. En 2006, la FPPQ a plaidé devant la RMAAQ pour l'arrêt des mécanismes de vente et l'établissement d'un prix fixe. Depuis le début de l'année 2006, l'écart du prix payé par les acheteurs québécois était de plus de 7\$/100 kg allant jusqu'à 16 \$/100 kg en octobre. La régie a autorisé la suspension de l'encan du 16 novembre 2006 au 20 avril 2007 et fixé le prix du porc à 5 \$ sous la référence américaine. La Fédération des producteurs de porc revendique que le prix du porc québécois soit fixé sur celui-ci.

Le porc est le principal produit agricole d'exportation québécois, près de la moitié de la production est exportée à travers le monde et principalement au Japon et aux États-Unis. Les exportations de viande de porc comptent pour près de 30 % des exportations agroalimentaires du Québec.

### 3.4.2.3 Bouleversements actuels

De l'aveu même de plusieurs intervenants du secteur, la production porcine vit sa plus importante crise actuellement. À l'automne 2007, le gouvernement du Québec a mandaté Guy Coulombe pour trouver des solutions à cette crise. Bien que cette crise soit liée à un ensemble de facteurs, l'enjeu de la compétition mondiale nous apparaît prédominant.

Le Canada étant un pays faiblement peuplé et le Québec n'étant pas la seule province productrice de porc, le développement de l'industrie porcine québécoise dans sa forme actuelle dépend des marchés mondiaux. Si les producteurs de porcs québécois sont parvenus à se tailler une place importante à la fin des années 1990 et au début des années 2000, leur position d'exportateurs tend à être de plus en plus précaire. Les normes environnementales, la main-d'œuvre coûteuse et la faible intégration du secteur par rapport à ceux de d'autres pays sont parmi les principales limites à l'exportation pour le secteur porcin.

Le Québec s'est distingué sur les marchés internationaux par les standards de qualité de son porc obtenus grâce à des outils de classification, aux croisements génétiques, à l'amélioration des rations alimentaires et à un maillage accru entre les intervenants de la filière. Toutefois, la réorganisation du secteur porcin aux États-Unis et le développement de la production dans des pays émergents comme le Brésil, la Chine et le Chili font que le Québec a perdu la place qu'il s'était créée. En cinq ans, la part respective des volumes d'exportation est passée de 5 à 12 % pour le Brésil, de 2 à 10 % pour la Chine et le Chili, qui était quasi absent du marché mondial il y a cinq ans, en détient maintenant 2 %. Comme les éleveurs tendent à utiliser les mêmes souches génétiques et les mêmes moulées dans tous ces pays, le porc québécois a perdu la spécificité qui faisait sa marque.

Les industries porcines des Etats-Unis, du Brésil, de la Chine et du Chili se caractérisent notamment par une forte intégration. Chez nos voisins américains, moins de 50 entreprises de plus de 500 000 porcs ont fourni 43 % de tous les porcs abattus en 2006 et 70 % des abattages du pays étaient sous le contrôle de cinq grands abattoirs. Les grandes entreprises comme Smithfield Foods et Tyson ont une structure organisationnelle, liée en amont et en aval, qui réduit les coûts par la standardisation des techniques et des méthodes de production. De plus, elles ont un système de traçabilité interne, qui leur permet de s'ajuster rapidement aux diverses demandes du marché. Les industries porcines du Brésil et du Chili ont calqué le schéma organisationnel intégré et bénéficient en plus d'avantages comparatifs: main-d'œuvre bon marché, abondance des terres pour l'alimentation animale (Brésil), isolation géographique (Chili), contrainte de cohabitation quasi-absente, etc.

Les producteurs et transformateurs québécois se retrouvent donc en compétition avec les géants mondiaux de l'agroalimentaires qui contrôlent les chaînes de production de la semence à l'assiette et qui sont implantés dans de nombreux pays à travers le monde. Pour tenter de conserver leur place, ils sont contraints d'appliquer les mêmes stratégies : pression pour baisser le prix du porc, diminution des conditions de travail pour leurs employés, pression pour du soutien financier et législatif.

Pour illustrer ces propos, analysons la situation d'Olymel, filière de la Coop Fédérée, principal exportateur de porc et fleuron de l'agroalimentaire et du secteur coopératif québécois. En 2006, Olymel qui a fait une perte de 63 millions \$ et la Coop Fédérée a déclaré des pertes de 10,2 millions \$. C'est la première fois en 15 ans qu'elle déclarait une perte. A l'instar de Flamenco, la filière avicole de la Coop Fédérée, Olymel est en importante restructuration depuis quelques années. Plusieurs usines ont été fermées à travers la province et les conventions de travail ont été revues à la baisse dans celles qui restent. Olymel exporte ses produits dans maints pays mais elle ne possède pas d'unités de production à l'extérieur du Canada. En revanche, les principaux



exportateurs porcins, comme Danish Crown, Smithdfield et Tyson-IBP, ont pris la voie de l'internationalisation par la production à l'étranger.

Dans son mémoire à la CAAQ, Olymel se positionne pour un ensemble de changements à apporter pour le Québec puisse conserver une place sur le marché mondial du porc. Tout d'abord, l'entreprise croit qu'il est nécessaire de faire évoluer les structures de production. Le Québec doit privilégier les supermaternités, c'est-à-dire des maternités de 3 000, 5 000 voire 10 000 truies sur un même site, et augmenter la taille des installations des naisseurs-finisieurs. Ensuite, la construction d'un abattoir ultramoderne apparaît absolument essentielle à l'entreprise. Enfin, Olymel fait pression pour une plus grande intégration producteur-transformateurs notamment avec les porcs certifiés coop produits sous contrats. Tout en disant supporter la mise en marché collective, l'entreprise souhaite des modifications au plan conjoint de façon à établir un système de cogestion producteurs et transformateurs.

Il y a fort à parier que de telles perspectives ne recueilleront pas l'appui des populations rurales québécoises et laissent entrevoir un ensemble de conflits dans les régions où elles seraient mise en œuvre.

### 3.4.3 Maïs

Nous détenons peu de données spécifiques au Québec pour le maïs-grain puisque cette production s'insère dans la catégorie plus large des grandes cultures ou cultures commerciales. Ainsi, nous parlerons brièvement de la situation au Québec pour ensuite déboucher sur les enjeux plus larges touchant cette production.

#### 3.4.3.1 Production et transformation

Tout au long de l'histoire agricole du Québec, la production animale a aménagé l'utilisation du territoire. La production végétale constituait, et constitue encore, un

produit de base de la production animale. Toutefois avec les transformations qui marquent la production animale québécoise, la production végétale se transforme aussi. Des entreprises agricoles spécialisées uniquement en production végétale se sont développées. Complémentaires aux élevages intensifs, particulièrement porcins, ces productions génèrent les matières premières pour l'alimentation animale et concluent des ententes pour l'épandage des déjections animales sur leurs sols.

Alors que les fourrages et les pâturages ont traditionnellement occupé la plus grande partie de la superficie des sols agricoles, la production de grains connaît une importante progression au Québec au cours des 20 dernières années. L'espace occupé par les cultures fourragères est resté relativement stable mais les pâturages ont grandement diminué.

Le maïs grain est sans contredit la grande culture qui a connu la plus forte augmentation. Selon les données de Statistique Canada, il occupait environ 5 % des sols en 1971, 15 % en 1981, 20 % en 1991 et plus de 30 % en 2001. Comme on le voit dans le tableau suivant, le nombre d'acres de maïs-grain cultivé par les fermes productrices augmente. Malheureusement, cette donnée n'est pas disponible pour 2001.

3.17 Répartition en pourcentage des fermes déclarant la culture de maïs grain  
selon le nombre d'acres

	1 à 47	48 à 127	128 à 362	363-572	573 à 947	948 et +
1971	35,7 %	31,7 %	27,8 %	4,8%	-	-
1981	15,9 %	26,8 %	37,4 %	10,9 %	6,5 %	2,4 %
1991	8,4 %	23,2 %	35,0 %	16,1 %	10,7 %	6,6 %

Source Recensement agricoles Canada

La prépondérance du maïs s'explique par le fait qu'elle est une culture plus nutritive, plus productive (rendement/acre) et plus dévoreuse de matières fertilisantes que toutes les

autres céréales. Avec le soja, le maïs est la base des tourteaux utilisés pour l'alimentation animale dans les élevages intensifs. Si son utilisation première est l'alimentation animale, le maïs est également grandement utilisé dans les produits transformés pour l'alimentation humaine. Il permet notamment de produire un haut concentré de sucre, communément appelé *High fructose corn syrup*, utilisé pour sucrer à peu près tout ce qui se trouve sur les tablettes de dépanneurs : gâteaux, sodas, bonbons, etc. En lisant les informations nutritionnelles sur les paquets d'emballage de différents produits transformés, on est surpris de constater à quel point le maïs est omniprésent.

#### 3.4.3.2 Bouleversements actuels

L'augmentation de la production de maïs n'est pas un phénomène propre au Québec mais plutôt l'une des tendances marquantes dans l'agriculture mondiale suite à la Deuxième Guerre mondiale. En effet, les semences hybrides de maïs firent partie de la révolution verte mondiale dans les régions propices à sa culture. Le maïs est aujourd'hui la céréale la plus cultivée dans le monde. Selon les données de la FAO de 2002, les Etats-Unis sont de loin le plus gros producteur avec 228,8 millions de tonnes, suivi par la Chine avec 123,2 millions de tonnes et le Brésil avec 35,5 millions de tonnes. Avec 9,1 millions de tonnes, le Canada arrive au 11<sup>e</sup> rang à égalité avec l'Afrique du Sud. Les Etats-Unis sont également le premier exportateur suivi par l'Argentine. Au niveau de l'Union Européenne, la France est le principal producteur avec 16,0 millions de tonnes et elle exporte dans les autres pays membres.

Tout le système d'élevage animal mondial contemporain est grandement lié au maïs. Le contrôle de sa production et de son commerce s'avère être des armes puissantes. Certains observateurs européens sont d'ailleurs effrayés par le déséquilibre des forces entre les Etats-Unis et l'Union Européenne dans ce domaine. (Charvet, 2000 ; Martinez et Martinez, 2003) Les plus alarmistes et patriotiques parlent de complot géopolitique, d'arme alimentaire et de piège. Quoi qu'il en soit, le maïs semble bien être la base d'un nouvel ordre alimentaire mondial et plus encore puisque les

utilisations du maïs dépassent maintenant la sphère alimentaire avec les biocarburants et bioplastique. Ces débouchés sont encore marginaux mais sont appelés à progresser grandement notamment avec la nouvelle politique énergétique américaine.

#### 3.4.3.2.1 De plante sacrée à plante privée

Originnaire d'Amérique centrale, le maïs était une plante sacrée pour les peuples autochtones mexicains. Ils en cultivaient plusieurs variétés et conservaient les meilleurs grains pour les replanter. Ils en répandirent les semences en commerçant avec d'autres peuples autochtones d'Amérique et celles-ci se rendirent jusqu'aux Iroquois qui habitaient la plaine du Saint-Laurent. Les conquistadors européens en rapportèrent en Europe où la plante connut un succès mitigé, mais gagna tout de même la faveur des moins nantis en raison de ses faibles exigences comparativement au blé.

Dans les années 1920, une nouvelle forme de maïs fit son apparition aux États-Unis. Un chercheur, George Harrison Shull, développa une méthode d'hybridation du maïs qui consiste à croiser deux lignées pures peu productives à cause de la consanguinité mais avec des caractères complémentaires qui donneront une plante vigoureuse et très productive. Les hybrides ne connurent pas un succès immédiat auprès des agriculteurs américains car les premières variétés n'étaient pas franchement supérieures aux variétés traditionnelles. Elles étaient plus vulnérables et plus coûteuses puisqu'on devait acheter les semences année après année.

L'essor décisif du maïs hybride est lié à deux hommes d'influence, les Wallace père et fils, qui furent tous deux ministres de l'agriculture des États-Unis dans les années 1920 et 1930. Pendant leur passage au pouvoir, ils mobilisèrent la recherche publique pour produire des lignées pures complémentaires dont les croisements donneraient de bons hybrides. En même temps, ils fondaient la société Pioneer qui fut la première entreprise à commercialiser ces semences hybrides. Les hybrides gagnèrent le reste

du monde avec la révolution verte et constituent aujourd'hui la quasi-totalité du maïs cultivé.

La recherche concernant le maïs ne s'arrêta évidemment pas là. Le maïs est aujourd'hui la plante de l'innovation technologique avec les OGM et avec le développement d'utilisation non alimentaire comme les combustibles (éthanol et biodiesel) et les bioplastiques. Mais qui dit innovation technologique dit aussi brevets et droits de propriété intellectuelle. Ainsi, les semences génétiquement modifiées, avec le maïs en tête, sont un pas dans la privatisation du vivant. Avec la dépendance grandissante de l'agriculture mondiale envers leurs produits, les multinationales des semences comme DuPont, qui a acheté Pioneer, Monsanto et Bayer se retrouvent avec un pouvoir phénoménal sur l'avenir de l'humanité.

### 3.5 Conclusion

Nous avons d'abord tenté de tracer un portrait global de l'agriculture québécoise depuis les années 1980. On remarque sans contredit que ce que nous avons appelé, à l'instar de Morrisset, l'agriculture marchande spécialisée s'est imposée durant cette période sur l'ensemble du territoire québécois. Toute une industrie de transformation s'est consolidée en amont et en aval de la production à proprement dit. Ce faisant, d'imposantes transnationales ont acquis un pouvoir sans précédent sur l'agriculture. Les processus de concentration, d'intégration, de professionnalisation, etc. que nous avons fait ressortir en conclusion de notre survol de l'histoire de l'agriculture au Québec se sont intensifiés et étendus. On y voit un bon exemple du processus de soumission formelle et réelle de production au capitalisme que Marx a théorisé.

Nous nous sommes ensuite intéressé aux principaux mécanismes de mise en marché des produits agricoles soit la gestion de l'offre et la mise en marché collective ainsi

que les exportations. Nous avons brièvement présenté l'évolution du secteur de la transformation, un secteur largement concentré. L'étude plus approfondie du lait, du porc et du maïs nous permet de mieux saisir les dynamiques marquant chacun de ses secteurs. L'antagonisme producteurs – transformateurs marque actuellement bien des secteurs de productions. En raison du type de mise en marché sur lesquels ils reposent, certains secteurs, comme le lait et le porc, ont des positions divergentes par rapport au processus de mondialisation des marchés. Ainsi, les producteurs laitiers craignent de voir disparaître la gestion de l'offre et prônent l'abolition des subventions à l'exportation tandis que les producteurs de porc dépendent des marchés mondiaux et des soutiens gouvernementaux pour écouler leur production.

Nos présentations des principaux modes de mise en marché des produits agricoles et nos études de cas ont permis d'entrevoir une partie du rôle du gouvernement en agriculture. Cet enjeu qu'est la transformation du mode de régulation politique nous apparaît tellement important que nous lui consacrons le prochain chapitre.

## CHAPITRE 4

### LES TRANSFORMATIONS DU MODE DE RÉGULATION

A partir des années 1980, le mode de régulation économique est marqué par d'importantes transformations politiques et économiques liées à la mise en place du modèle néo-libéral. Nous avons précédemment fait état de l'adoption d'accords supranationaux influençant les politiques nationales mises en œuvre à l'intérieur des Etats-nations et de leurs impacts sur l'agriculture. Dans cette dernière partie, nous exposerons d'abord la mutation du mode de régulation lié au néolibéralisme. Nous analyserons ensuite les interventions des gouvernements canadien et québécois. Puis, nous nous intéresserons à la place de l'Union des producteurs agricoles (UPA) dans la régulation du monde agricole québécois. Enfin, nous présenterons deux corporations particulièrement importantes dans le domaine agricole.

#### 4.1 La régulation néolibérale

La régulation dans le cadre du modèle néo-libéral constitue une rupture importante avec celle de l'État providence qui l'a précédée. On assiste à une mutation de l'État moderne au sens d'un changement dans sa nature même et non pas seulement dans sa

forme. (Bourque et al., 1999) Cette mutation affecte le principe de démocratie représentative à la base de l'État moderne.

« Ce que l'on saisit souvent de façon floue sous les thèmes de l'érosion des pouvoirs de l'État-nation, de la mondialisation et de la bureaucratisation peut, en effet, être compris comme l'affirmation d'une tendance à la soumission des institutions de la démocratie représentative à des instances extraparlémentaires de nature technocratique et juridique. » (Bourque et al. 1999 : 50)

On assiste ainsi à un affaiblissement du politique dans la régulation des sociétés. Le gouvernement, en tant que mode de régulation politique, tend à faire place à la gouvernance, un mode de régulation technocratique. Différentes structures, dites de concertation, impliquant des acteurs corporatifs (patronats, syndicats et autres) sont développées en parallèle des instances législatives déplaçant ainsi la sphère décisionnelle. « [O]n passe ici de la production de compromis politiques dans l'espace législatif à l'élaboration de compromis sociaux dans un espace corporatif. » (Bourque et al., 1999 : 52)

Les pratiques de gouvernance sont très répandues dans le monde agricole québécois. A titre d'exemple, l'ensemble des tables filières développées depuis le début des années 1990.<sup>18</sup> Actuellement, il existe 22 tables sectorielles, qui regroupent les intervenants liés par un produit agroalimentaire particulier, comme le sirop d'érable, la pomme de terre, le lapin, les grains, etc. et 15 tables régionales, dont la vocation est de rassembler, sans égard au secteur d'activité, des représentants du secteur public et privé d'une région. Les tables sont formées de producteurs agricoles, de représentants de l'industrie de la transformation, de représentants de la distribution, de la restauration et de la commercialisation, de représentants des gouvernements provincial et fédéral et de d'autres intervenants.

Cette forme de régulation est mise en place au grand bénéfice des corporations. « [L]'État néo-libéral s'est lancé dans un démantèlement actif des appareils de

<sup>18</sup> Site du MAPAQ, <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/Fr/md/filieres/>, consulté le 5 décembre 2007.



régulation de système des corporations en décloisonnant et en déréglementant le champ de leurs activités. » (Bourque et al., 1999 : 58) Par l'entremise de lobbys, de *think tanks* et d'associations, les corporations sont parvenues à pénétrer les représentations collectives et ainsi à légitimer leur pouvoir. Au Canada, l'Institut Fraser, le C.D. Howe et le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) ont joué un rôle important dans la diffusion de la volonté des corporations et dans la mise en place d'une idéologie néo-libérale à Ottawa. (Clarke, 1999)

En reprenant les concepts de soumission formelle et réelle utilisés précédemment, on constate que le processus démocratique même se retrouve soumis des deux façons au mode de production capitaliste. Dans la gouvernance néolibérale, la corporation devient le seul véritable citoyen structurant la société et la nature en fonction de son procès d'accumulation. Ce chapitre vise à illustrer ce passage et la façon dont il a troublé l'agriculture québécoise.

#### 4.2 Rôle et interventions des gouvernements

L'essor du modèle néo-libéral a entraîné un ensemble de changements au niveau des interventions des gouvernements fédéral et provincial dans l'agriculture au Québec. Nous ferons ici état de ceux qui ont eu des impacts les plus marquants. Il importe tout d'abord de souligner que l'agriculture est une responsabilité partagée fédérale provinciale relevant d'un cadre stratégique commun. Ainsi, les programmes et mesures agricoles développés dans les provinces s'insèrent en continuité avec celle d'Ottawa. De façon générale, on remarque que c'est d'Ottawa que sont venues les premières interventions par rapport à l'agriculture et que son implication diminue depuis quelques années. Dans le cas du Québec, le gouvernement provincial a tendance à compenser pour le retrait du fédéral.

#### 4.2.1 Le gouvernement fédéral

Il faut d'abord rappeler que durant longtemps, la seule politique agricole du Canada fut de répondre aux besoins de l'Angleterre. C'est l'industrie du grain de l'Ouest canadien qui suscitera les premières interventions de l'État sur le plan intérieur. A partir de 1897, il intervient pour baisser les tarifs de transport du grain dans l'Ouest canadien avec le Crow's Nest Pass Agreement. « In return for a federal subsidy of \$3 404 720 and significant provincial land grants to build a rail line from Lethbridge, Alberta, through the Crow's Nest Pass to Nelson, BC, the CPR [Canadian Pacific Railway] agreed to reduce freight rates, effective 1899, on 'settlers effects' and grain and flour. » (Stogstad, 1987 : 38)

En 1931, le gouvernement fédéral donna aux provinces le pouvoir de réguler leur marché intérieur en raison de pressions importantes de fermiers de l'Ouest canadien. Le Québec fut la dernière province à créer son institution de régulation en 1956. En 1935, la Commission canadienne de blé est créée pour permettre aux fermiers de l'Ouest de faire front commun contre le monopole de quelques gros acheteurs privés et leur fixation arbitraire des prix. « In 1949, the board's monopoly was extended to oats and barley; between 1949 et 1973 it therefore was the exclusive agency for the domestic and export marketing of prairie wheat, oats and barley. » (Stogstad, 1987 : 40) Le gouvernement fédéral commence à mettre en place des mesures de soutien du revenu des agriculteurs à partir de 1939 et de stabilisation des prix en 1958.

Nous mentionnons ces premières interventions du gouvernement canadien parce qu'elles touchent aux enjeux majeurs sur lesquelles il interviendra jusqu'au années 1970 : le transport des céréales, la mise en marché collective et la gestion de l'offre ainsi que le soutien au revenu et la stabilisation des prix. Par la suite, d'autres enjeux vont être politisés et un ensemble de politiques, de programmes, de mesures et de normes vont être développés.

« Le gouvernement fédéral intervient dans les politiques commerciales agroalimentaires, les accords commerciaux et leur négociation, la promotion des exportations, l'innocuité des aliments, la traçabilité des produits alimentaires, l'assurance-qualité ainsi que dans l'inspection des aliments, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Finalement, il contribue à la stabilisation des revenus agricoles (PCSRA) et à la bonne gestion des liquidités financières des producteurs agricoles par son programme de paiement anticipé. » (CAAAQ, 2007 :40)

Durant la décennie 1990, le gouvernement fédéral effectue des compressions majeures dans ses dépenses en agriculture. Celles-ci ont passé de 6,1 milliards \$ en 1991-1992, la plus anciennes données que nous avons obtenues, à 2,1 milliards en 1998-1999. Il s'agit d'une diminution des dépenses de 66 % en 7 ans. Elles ont ensuite réaugmenté pour atteindre 5,4 milliards en 2003-2004 et 4,8 milliards en 2005-2006<sup>19</sup>.

En plus de réduire ses dépenses en agriculture en abolissant différentes mesures liées à la stabilisation des prix et au soutien du revenu, le gouvernement fédéral met aussi fin à des mécanismes de régulation qui ne lui coûtent rien durant les années 1990. Tout comme les coupures, ces dérégulations touchent particulièrement l'industrie du grain et les revenus des producteurs de l'Ouest canadien en ont grandement écopé.

#### 4.2.1.1 Le commerce international et la promotion des exportations

Pour l'État, l'augmentation des exportations constitue l'enjeu prépondérant durant les années 1980. Le gouvernement Mulroney négocie l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, le principal marché d'exportation mais aussi le principal concurrent. « At the government's urging, farmers and the industry doubled exports in just seven years : from \$10 billion to over 20 billion in 1996. » (Qualman *et al.*, 2002 : 4) À leur rencontre annuelle de 1998, les ministres de l'agriculture canadiens se donnent pour objectif d'occuper 4 % des échanges agricoles mondiaux, c'est-à-dire de faire des

<sup>19</sup> Canada. Agriculture et agroalimentaire Canada, Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale 2000 à 2007, [http://www.agr.gc.ca/pol/index\\_f.php?s1=pub&s2=cond-fin-sit&page=archives](http://www.agr.gc.ca/pol/index_f.php?s1=pub&s2=cond-fin-sit&page=archives), consulté le 5 décembre 2007.

exportations d'une valeur de 40 milliards \$ pour 2005. Cette cible avait originellement été proposée par le Conseil canadien de commercialisation agroalimentaire, une organisation privée publique avisant le gouvernement sur les mesures pour les exportations agricoles. Parmi ses membres, on retrouve notamment Cargill, Nabisco, McCain Foods et Maple Leaf Foods International. La cible de 4 % du marché mondial sera atteinte en 2002, trois ans plus tôt que prévu.

#### 4.2.1.2 La stabilisation des revenus agricoles

Le gouvernement fédéral offre aux agriculteurs des programmes de soutien du revenu depuis la fin des années 1930. Le dernier en liste est le programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) mis en place en 2003. Au cours de l'exercice 2005-2006, le Ministère de l'agriculture a consacré à ce programme environ 1,1 milliard de dollars à l'échelle du Canada, ce qui en fait le principal programme permanent de soutien du revenu agricole. Le paiement effectué par le gouvernement couvre une certaine proportion des pertes, et cette proportion augmente à mesure que les pertes du producteur s'accroissent. Selon le rapport de la vérificatrice générale de 2007, l'attribution des sommes aux agriculteurs dans le cadre du programme manque de transparence et les montants varient énormément. Dans les provinces et les territoires où il administre le programme, ce qui exclut notamment le Québec, le gouvernement fédéral a reçu 57 000 demandes valables pour l'année de programme 2004. Parmi les producteurs qui ont soumis ces demandes <sup>20</sup>:

- environ 25 000 n'ont rien reçu;
- environ 15 000 ont reçu jusqu'à 10 000 \$;
- environ 50 ont reçu des paiements de 500 000 \$ ou plus;
- 12 ont reçu des paiements de plus de 1 million \$.

<sup>20</sup> Rapport du vérificateur général du Canada, mai 2007, ch. 4, [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/aud\\_ch\\_oag\\_200705\\_4\\_f\\_17479.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/aud_ch_oag_200705_4_f_17479.html), consulté le 5 décembre 2007.

#### 4.2.1.3 L'Agence canadienne d'inspection des aliments

Créée en 1997, l'ACIA a comme mission de « veiller à la santé et au bien-être des Canadiens, à l'environnement et à l'économie en préservant la salubrité des aliments, la santé des animaux et la protection des végétaux. »<sup>21</sup> Elle intervient sur trois sujets : les aliments, les animaux et les végétaux. L'ACIA a notamment fait parler d'elle dans le cadre de son examen du secteur des semences amorcé en 2003. Cet examen a pour objectif de modifier les réglementations afin qu'elles tiennent compte des nouvelles réalités de l'industrie des semences. Le rapport du comité consultatif à ce sujet suggère notamment plusieurs pistes afin de contraindre les producteurs à utiliser uniquement des semences certifiées, davantage rentables pour l'industrie. L'usage de ces semences pourrait d'ailleurs être une condition préalable, propose le comité, pour accéder au programme d'assurance-récolte. Des redevances pourraient également être perçues sur les graines conservées de récolte en récolte.

#### 4.2.1.4 La gestion de l'offre et la mise en marché collective

Dans l'ensemble des coupures fait par le gouvernement fédéral durant les années 1990, les mesures de gestion de l'offre et de mise en marché collective n'ont pas été touchées et les secteurs de production qui leur sont liés ont moins souffert de la crise du revenu. Toutefois, le gouvernement s'est engagé à revoir ces mesures en signant l'ALENA et les accords du cycle d'Uruguay de l'OMC. Il a déjà dû convertir les limites quantitatives aux importations en barrières tarifaires, qu'il devra graduellement baisser. Jusqu'à maintenant, le gouvernement Harper affirme vouloir protéger la gestion de l'offre dans les négociations sur le commerce international.

En revanche, le gouvernement conservateur s'est fortement attaqué à la mise en marché collective depuis son élection et plus particulièrement à la Commission canadienne de blé (CCB). La CCB est le plus important mécanisme de mise en

---

<sup>21</sup> site de l'ACIA, <http://www.inspection.gc.ca/francais/agen/val/valf.shtml>, consulté le 7 décembre 2007.

marché collective au Canada. Elle est la seule agence de commercialisation du blé, du blé dur et de l'orge cultivés dans l'Ouest canadien. Elle donne aux milliers d'agriculteurs indépendants le pouvoir d'obtenir un bon prix auprès des marchés internationaux. Selon le National Farmers Union, la CCB permet aux producteurs d'obtenir 800 M\$ supplémentaires chaque année. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Harper semble vouloir mettre fin au monopole de la Commission canadienne du blé. Il a mené une campagne de démolition de la CCB et a organisé un plébiscite sur le monopole de l'orge au printemps 2007. La CCB en est sortie perdante mais la direction conteste le résultat puisqu'elle considère que les choix de réponse donnés à la question n'étaient pas clairs. De plus, certains producteurs affirment que le gouvernement a retiré près de 16 000 producteurs de sa liste de vote. En août 2007, la cour fédérale a donné raison à la Commission canadienne du blé qui conserve son monopole de vente. En septembre, le nouveau ministre de l'agriculture Gerry Ritz a annoncé que le gouvernement irait en appel du jugement de la cour fédérale qui maintient le monopole.

#### 4.2.2 Provincial

Les années 1970 sont marquées par des politiques de progrès socioéconomique des ménages agricoles et de développement de l'agriculture. L'adoption de la Loi sur les producteurs agricoles en 1972, faisant de l'UPA le syndicat unique en agriculture, et la création, en 1974, du Programme d'assurance-stabilisation du revenu agricole (ASRA) sont sans contredit des faits marquants de cette période. L'ASRA est un programme basé sur les coûts de production, lequel stabilise non en fonction du passé, mais en fonction d'un objectif de revenu. Ce programme découle de la reconnaissance par l'État que le revenu du producteur agricole devait être équivalent à celui d'un ouvrier spécialisé. Les années 1980 sont marquées par le passage de Jean Garon comme ministre de l'agriculture et sa politique « Nourrir le Québec ». Il souhaite développer la souveraineté alimentaire du Québec en développant plusieurs productions et cultures et en exportant les surplus des secteurs en émergence.

Dans les années 1990, l'État québécois se tourne vers « La conquête des marchés » pour relancer le développement de l'industrie agricole. Lors de la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire en 1998, le gouvernement de Lucien Bouchard fixe l'objectif de doubler les exportations alimentaires entre 1998-2005. C'est aussi l'époque du déficit zéro et des coupures massives dans les dépenses de l'État. L'agriculture s'en est relativement bien tirée comparativement à d'autres secteurs. On remarque une baisse des dépenses en agriculture de 1994 à 2000 mais elles réaugmentent considérablement par la suite, et les dépenses en agriculture sont maintenant plus grandes qu'elles étaient au début des années 1990. Le développement des mesures environnementales et l'adoption du langage du développement durable sont un point tournant des années 2000.

Le ministère a créé trois organismes intervenant sur les enjeux agricoles : la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ), la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) et la Financière agricole du Québec (FAQ). Créée en 2001, la FAQ est le résultat du consensus obtenu entre l'État et le monde agricole. Cet organisme offre des outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles : le financement agricole et forestier avec garantie de prêts, la protection contre la hausse des taux d'intérêt, l'aide financière à l'établissement en agriculture, l'investissement en capital de risque, l'assurance stabilisation, l'assurance récolte et le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA). Un nombre élevé de membres du conseil d'administration de l'organisme provient de l'UPA, soit 5 membres sur 11. Certains remettent en question cette composition en raison de possibilité de conflits d'intérêts.

On ne peut clore cette brève section sur le gouvernement québécois sans parler de complicité de l'État avec le syndicat unique en agriculture, l'UPA. Le Québec est un des rares endroits parmi les pays de l'OCDE à ne reconnaître qu'une seule

organisation syndicale et à imposer une cotisation à tout producteur agricole. Comme le souligne le document de consultation de la CAAAQ, « [l']État a fait de l'UPA un véritable partenaire en lui confiant des responsabilités de gestion à la Financière agricole ainsi que dans le système de mise en marché supervisé par la Régie des marchés agricoles et alimentaires. » (CAAAQ, 2007 : 42)

### 4.3 L'UPA

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le gouvernement québécois reconnaît qu'un seul syndicat dans le secteur agricole, l'Union des producteurs agricoles (UPA). En vertu de la Loi sur les producteurs agricoles de 1972, l'adhésion à l'UPA et le paiement de la cotisation sont obligatoires pour tout producteur agricole déclarant des revenus de 5000 dollars et plus. Ce monopole syndical durant depuis plus de 30 ans et n'incluant aucun mécanisme de réévaluation de l'adhésion est un fait unique au monde agricole québécois<sup>22</sup>.

A l'heure actuelle, l'UPA affirme représenter 44 000 producteurs et productrices agricoles. Elle les regroupe selon une double structure : en fonction de leur territoire et en fonction de leur type de production. Elle compte 155 syndicats de base rassemblés dans 16 fédérations régionales et 222 syndicats spécialisés formant 25 fédérations spécialisées. En ce qui concerne le territoire de la Montérégie, il est subdivisé en deux fédérations régionales : St-Jean-Valleyfield, qui rassemble les producteurs agricoles basés à l'ouest de la rivière Richelieu, et St-Hyacinthe, qui rassemble ceux à l'est de cette même rivière. Ces deux fédérations sont parmi les plus

---

<sup>22</sup> Voir une étude commandé par la CAAAQ : ENAP (2007) Rôles des intervenants du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, [http://www.observatoire.enap.ca/observatoire/docs/RC/Rapports2005-2007/2007\\_R%C3%B4les\\_intervenants\\_agriculture\\_CAAAQ.pdf](http://www.observatoire.enap.ca/observatoire/docs/RC/Rapports2005-2007/2007_R%C3%B4les_intervenants_agriculture_CAAAQ.pdf)



importantes de la province tant au niveau du nombre de membres que de la part de la production et des revenus.

Bien que sa légitimité soit contestée, notamment par l'Union paysanne dont la revendication première est le retrait du monopole syndical, l'UPA défend celui-ci et affirme haut et fort avoir le soutien des agriculteurs. Une chose est certaine, l'UPA détient un pouvoir écrasant auprès des agriculteurs. Elle agit à titre de syndicat, de patronat, avec les agences de vente unique, et de gouvernement, considérant l'influence qu'elle a sur le ministère de l'agriculture et celui de l'environnement. L'organisation, incluant les fédérations spécialisées, prélève une part du revenu des agriculteurs par les cotisations de membres et les frais d'administration des plans conjoints et influence l'octroi du financement gouvernemental que ce soit par rapport au Programme d'assurance-stabilisation du revenu agricole (ASRA) ou à la Financière agricole. Mentionnons enfin que l'UPA produit une part importante de l'information concernant le milieu agricole québécois dont l'hebdomadaire *La terre de chez nous*.

L'UPA a donc su se positionner comme un acteur incontournable du monde agricole et rural. Elle est devenue le principal partenaire du gouvernement québécois dans tous les dossiers liés à l'agriculture et à la gestion du territoire rural. Pour ce faire, elle a d'abord et avant tout misé sur la concertation avec le gouvernement québécois, mais a également été en mesure d'établir de solides rapports de force lorsqu'elle n'obtenait pas ce qu'elle voulait. Elle a notamment fait reculer le gouvernement de Lucien Bouchard lorsqu'il a voulu effectuer des coupures dans l'ASRA. L'organisation syndicale s'est imposée dans les différents mécanismes de concertation du secteur agricole, comme les tables filières, dans les institutions parapubliques, notamment la RMAAQ et la Financière agricole, ainsi que face aux autres acteurs liés à l'agriculture ou la ruralité, comme les municipalités, les coalitions de citoyen, les groupes environnementaux, etc. Elle détient donc un pouvoir de contrôle sur le milieu

agricole et rural qu'elle ne veut pas partager. Dans des cas de conflits ou de cohabitation problématiques, les exemples d'intimidation, par action directe ou procédure juridique, de citoyens, de coalitions ou de producteurs réfractaires ne sont pas rares.

Comme en fait état Silvestro, une étude approfondie de l'UPA nécessiterait de briser le mythe de l'unité du syndicalisme agricole en étudiant ses conflits internes.

« Sur le plan interne à l'organisation, une sociologie critique prendra d'abord en compte l'histoire des différentes fédérations affiliées à l'UPA [...]. L'analyse doit ensuite s'attarder à plusieurs dimensions : les représentations sociales des agriculteurs relativement à leurs structures syndicales, la distribution du pouvoir et les processus de décision, les pratiques discursives et de diffusion du discours et la question des relations de genre. » (Silvestro, 2006 : 129-130)

L'ampleur d'un tel travail dépasse largement le cadre de ce travail. Nous nous contenterons ici d'analyser quelques enjeux déterminants dans l'évolution contemporaine de l'UPA.

La gestion de l'offre et la mise en marché collective sont actuellement des thèmes centraux dans le discours de l'UPA. L'UPA craint que le gouvernement fédéral cesse de les défendre dans les négociations commerciales internationales. Le fédéral a déjà démantelé les politiques et mesures liées à la stabilisation des prix dans le secteur des grains et les pressions se font de plus en plus fortes pour qu'il fasse de même avec la gestion de l'offre et la mise en marché collective. Le gouvernement Harper a d'ailleurs commencé à agir en ce sens en tentant de mettre fin au monopole de la CCB, la plus grosse structure de mise en marché collective au Canada.

La crise du revenu et le soutien gouvernemental aux revenus sont aussi des éléments importants du discours de l'UPA. Celle-ci considère qu'Ottawa ne fait pas sa part et que c'est Québec qui compense le faible engagement du fédéral. L'UPA revendique qu'Ottawa développe une véritable politique agricole à l'image du Farm Bill

américain. L'UPA ne cesse de rappeler que les dépenses en agriculture par habitant sont très basses au Canada comparativement aux États-Unis et à l'Europe. Au niveau des programmes de soutien de Québec, l'UPA ne remet pas en question la proportionnalité entre les montants accordés et le volume de production. Cette politique a comme effet d'attribuer une grande proportion des ressources financières à un petit nombre de gros producteurs dont évidemment des intégrateurs. En revanche, un grand nombre de petits producteurs ne reçoivent aucun soutien.

Depuis le milieu des années 1990, l'UPA s'est faite promotrice d'une agriculture axée sur les exportations internationales. Elle fut partie intégrante du projet économique de conquête des marchés mondiaux, notamment pour le secteur porcin, et a cautionné le processus d'ouverture des frontières. Voyant là une source de croissance pour le secteur agricole, elle a encouragé ses membres à produire pour l'exportation. Elle a fortement décrié le moratoire sur la production porcine alléguant qu'il allait affaiblir la place du Québec dans le commerce mondial. Avec les pressions pour le démantèlement des mécanismes de gestion de l'offre et de mise en marché collective, l'UPA a changé son discours et revendique maintenant la souveraineté alimentaire.

L'UPA a aussi contribué à la professionnalisation de l'agriculture voulant rompre avec l'image passéiste de l'agriculture. La ferme est une entreprise et les agriculteurs modernes sont des entrepreneurs formés et des spécialistes dans leur domaine de production. L'obtention de financement de la part de la Financière agricole du Québec, dans laquelle l'UPA a une influence considérable, est liée à la détention d'une formation spécialisée en agriculture.

Pour l'UPA, l'agriculture moderne se base sur les sciences et la technologie. En réponse à ceux qui critiquent l'agriculture industrielle, l'UPA dit ne pas vouloir retourner 50 ans en arrière. L'UPA a toutefois intégré des éléments de discours environnementaux pour redorer son image auprès de la population notamment suite

aux nombreuses critiques face à l'industrie porcine. Même son de cloche par rapport aux réticences face aux OGM, pas question de respecter le principe de précaution. Aux dires de Laurent Pellerin, président de l'UPA de 1993 à 2007, « [s]i on avait toujours agi comme ça, on serait probablement encore à la pelle et à la pioche. »<sup>23</sup> Enfin, bien qu'elle affirme défendre la ferme familiale, l'UPA n'hésite pas à affirmer que l'avenir de l'agriculture se situe dans les grosses fermes spécialisées avec les systèmes GPS de fertilisation des champs et les tracteurs dernier cri.

#### 4.4 Les corporations

Nous ne pouvons conclure ce chapitre sans parler des corporations, grandes gagnantes du néo-libéralisme. En tant qu'organisations imposantes, les corporations font beaucoup plus que produire des biens et services. Perrow (2002) a analysé les principaux impacts du capitalisme corporatif dans sa structuration de la société et de la nature. Son analyse nous permet d'approfondir l'analyse de la soumission contemporaine de l'agriculture au procès d'accumulation du capital. Nous présenterons ici les impacts plus pertinents pour le monde agricole actuel.

La première conséquence dont Perrow fait état est la dépendance salariale des individus. Le processus d'intégration dont nous avons traité en est un exemple manifeste. Mais nous croyons aussi que cette dynamique touche plus largement l'agriculture québécoise bien que les agriculteurs soient généralement considérés comme des entrepreneurs. En effet dans le système de production marchande intégré à l'économie mondiale, les agriculteurs sont de plus en plus confinés à un rôle d'exécution pour la production. Leur marge d'autonomie est grandement réduite tant en amont qu'en aval par les nombreuses contraintes monétaires et administratives qui

---

<sup>23</sup> Laurent Pellerin, cité dans Dutrisac, « L'agriculture dans tous ses états » dans *Le Devoir*, 8-9 juillet 2006, B1.

orientent l'agriculture. Même si officiellement non intégrés, plusieurs agriculteurs se retrouvent à suivre la marche à suivre tracée par les corporations, les fédérations spécialisées et les gouvernements pour obtenir leur revenu.

Liée à la dépendance salariale, la deuxième conséquence est la centralisation des surplus. En raison de leur taille, et de leur situation fréquemment oligopolistique ou monopolistique, les corporations ont la possibilité d'accumuler d'importants profits. Les profits dégagés par les corporations intervenant dans le secteur agricole témoignent assurément de cette réalité. La crise du revenu vécu par les agriculteurs en est le pendant négatif.

Les corporations nous socialisent en fonction de leurs besoins que ce soit en terme de reconnaissance de leur légitimité ou d'augmentation de leur bénéfice. Dans le monde agricole, bien rares sont ceux qui remettent en question la place des pesticides, de la machinerie et des installations technologiques qui accaparent une part si importante du revenu des agriculteurs. Au contraire, ces produits sont désormais considérés comme essentiels à l'agriculture moderne. Rares aussi sont ceux qui questionnent le droit des corporations à breveter le vivant. Ainsi, l'agriculture contemporaine évolue dans un environnement culturel grandement contrôlé par les corporations.

Les corporations se caractérisent aussi par leur intérêt structurel. Un bel exemple dans le monde agricole est la technologie visant à rendre les semences stériles. Ainsi, indépendamment de l'impact de cette technologie sur la nature et les sociétés humaines, les corporations qui l'ont développé font pression pour qu'elle soit commercialisée.

Les externalités sont une autre conséquence des corporations et encore une fois les exemples abondent dans le monde agricole. Mentionnons simplement, l'impact des

produits mis en marché par les corporations sur l'environnement et la santé qui n'est nullement pris en charge par ces mêmes corporations.

Si les corporations se dissocient des externalités négatives, elles concentrent en revanche la richesse et le pouvoir. Nous sommes aussi tentés d'ajouter le savoir puisqu'elles constituent d'importants pôles de production d'information.

Enfin, les corporations tendent à absorber le social, ainsi que la nature ajoutons-nous, au détriment des structures sociales qui ont préexisté. Avec la préséance des mécanismes technocratiques sur le processus politique, la gouvernance néolibérale que nous venons d'analyser constitue une illustration de la portée de l'absorption du social.

Pour donner une image concrète de la puissance structurante des corporations, nous souhaitons présenter ici deux géants du monde agricole : Cargill et Monsanto.

#### 4.4.1 Cargill

Issue d'un empire familial, Cargill est la plus grosse société privée des États-Unis. Son activité principale est le commerce des produits agricoles. Pour 1992-1993, Cargill a déclaré des revenus totaux de 47,37 milliards de dollars US et des profits nets de 358 millions de dollars US<sup>24</sup>. Près des deux tiers de ses revenus proviennent du secteur agricole et sa division de mouture du maïs est le plus haut contributeur au revenu global. A l'échelle mondiale, Cargill est le plus important marchand de grains, contrôlant plus de 70 % du commerce mondial des céréales, le plus important producteur d'orge malté, le plus important transformateur de plantes oléagineuses et joue un rôle majeur dans l'abattage, l'emballage, les aliments pour le bétail, le sel, les arachides, le coton, le café, le transport routier, le transport maritime, la mélasse,

---

<sup>24</sup> Nous n'avons pas été en mesure de trouver des données plus récentes.

l'acier (5<sup>e</sup> plus importante compagnie aux États-Unis) et dans bien d'autres secteurs... Au Canada, Cargill est le plus important emballeur de boeuf et est aussi un acheteur important de céréale. La corporation fait d'ailleurs de fortes pressions pour le démantèlement de la Commission canadienne du blé. (Kneen, 1995 : 10-11)

Ce géant du commerce est né au début du 19<sup>e</sup> siècle alors que l'Amérique du Nord et la Russie devinrent les fournisseurs des cités d'Europe en manque de paysans en raison du développement industriel. Jusqu'en 1972, Cargill et ses concurrents, dont Dreyfus et Bunge qui sont toujours actifs aujourd'hui, sont des empires familiaux qui œuvrent dans le secret le plus total. « Mystérieuses et secrètes, ces firmes n'en sont pas moins les prototypes presque parfaits des nouvelles sociétés multinationales qui [...] régissent entièrement la transformation et la distribution des matières premières. » (Morgan, 1980 : 19) Déjà en 1975, cinq firmes contrôlent le commerce des grains à l'échelle mondiale en investissant tant dans le transport maritime, l'entreposage, les communications et les industries de transformation. Il n'y a que les terres qu'elles ne possèdent pas.

Cargill « s'est fixé pour objectif de doubler son chiffre d'affaires tous les cinq à sept ans ». (Madeley, 2002 : 81) Pour ce faire, la transnationale se sert de ses informations et ressources pour influencer les prix des produits qu'elle commerce. Partout où elle peut le faire, l'entreprise cherche à rafler les subventions gouvernementales.

#### 4.4.2 Monsanto

Monsanto fut d'abord producteur d'herbicides, dont l'agent orange utilisé lors de la guerre du Vietnam, et d'insecticide. Aujourd'hui encore, 70% du revenu de Monsanto provient de la vente de produits agricoles dont l'herbicide Roundup qui est le plus utilisé dans le monde. Entre 1995 et 1998, l'entreprise a toutefois développé son volet semence en faisant pour 8 milliards de \$US d'acquisition d'entreprises spécialisées dans les semences. Parallèlement au développement de son secteur du génie

génétique, elle a délaissé d'autres activités comme la pharmaceutique, les polymères et quelques autres. En 1999, Monsanto était deuxième dans l'industrie des semences après DuPont et troisième dans l'industrie agrochimique après Syngenta et Aventis. Monsanto produit aussi des hormones de croissance bovine. En 2007, la corporation a fait des ventes totales de 8,6 milliards de dollars US, sa division semences rapportant près de 5 milliards et sa division « productivité agricole » 3,6 milliards.<sup>25</sup>

A la fin des années 1990, Monsanto fut la première compagnie à promouvoir et à distribuer largement des produits génétiquement modifiés. (Corporate Watch, 2003 : 3) En 2002, plus de 90% des cultures génétiquement modifiées provenaient de Monsanto. Le Roundup étant trop fort pour les jeunes pousses, Monsanto a concentré ses activités biotechnologiques dans le développement de semences le supportant. L'entreprise a ainsi mis au point, et évidemment breveté, plusieurs produits Roundup Ready dont du soja, du maïs, du blé, du riz, du coton, de la betterave, du lin, du colza (canola), du tournesol, de la pomme de terre et du tabac. Actuellement, son principal marché est l'Amérique du Nord, mais elle participe activement aux comités de l'OMC pour agrandir son champ d'action.

Pour implanter ses semences hybrides, Monsanto réalise des campagnes publicitaires massives dans les régions rurales. Pour convaincre d'adopter ses semences, elle fait miroiter d'importantes hausses de productivité. Dans les faits, ses semences sont moins productives. « Sur la base de 8 200 essais de culture du soja effectués en 1998 dans des centres de recherche universitaires, on a constaté que les variétés les plus productives de soja Roundup Ready donnaient 11,5 boisseaux par hectare, soit 6,7 % de moins que les meilleures variétés conventionnelles. » (Shiva, 2001 : 174) Pire encore, ces semences sont plus vulnérables aux épidémies d'insectes et nécessitent davantage de pesticides fabriqués par Monsanto. Évidemment, ses semences sont

---

<sup>25</sup> Site internet de Monsanto, <http://monsanto.mediaroom.com/index.php?s=43&item=542>, consulté le 13 décembre 2007.



brevetées et Monsanto exige des redevances pour leur réutilisation, même lorsqu'il s'agit de « pollution génétique », c'est-à-dire lorsque des semences se propagent dans des champs avoisinants.

Monsanto et quelques autres entreprises oeuvrant dans le génie génétique ont développé une technologie qui a été surnommée « terminator » par des groupes sociaux. Véritable menace pour l'agriculture (et pour l'humanité), la technologie « terminator » vise à rendre les semences de deuxième génération stérile pour assurer le rachat de semences à chaque année. Pour l'instant, la technologie « terminator » n'a pas été testée en champ et n'est pas commercialisée en raison des pressions internationales. Les instances de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique ont convenu de maintenir un moratoire mondial sur cette technologie. Le gouvernement du Canada, même s'il a signé le moratoire, a toutefois indiqué son intention de le défier en 2005. Devant les pressions générales, il a reculé en mars 2006 et a appuyé le renforcement du moratoire. En mai 2007, le critique du NPD en matière d'agriculture a déposé un projet de loi interdisant les semences Terminator au Canada.

Mentionnons enfin que Monsanto et DuPont, plus important semencier au monde et deuxième plus important producteur de produit chimique aux États-unis, ont signé une entente de partage de technologie en 2002. Ainsi alliées, ces deux corporations liées à la machine de guerre américaine<sup>26</sup> occupent ainsi une place de choix dans le contrôle de l'agriculture mondiale.

---

<sup>26</sup> DuPont fut d'abord un important producteur de poudre à fusil et fut grandement impliqué dans le Projet Manhattan c'est-à-dire dans le développement de la bombe atomique américaine qui a été utilisée à Hiroshima et à Nagasaki.

#### 4.5 Conclusion

Le mode de régulation néolibérale est sans aucun doute un avancement dans la dynamique de soumission de la société et de la nature à la dynamique d'accumulation du capitalisme. En déplaçant le pouvoir décisionnel du législatif au technocratique, il dépossède le citoyen de son pouvoir politique et autonomise le pouvoir des corporations. Ce déplacement de la sphère de pouvoir affaiblit grandement le projet d'émancipation du sujet lié à la modernité. Il contribue plutôt au renforcement de la puissance de ce que l'on a appelé Léviathan ou mégamachine dans le premier chapitre de ce mémoire.

L'agriculture québécoise a été marquée de façon déterminante par cette mutation de la régulation politique depuis le début des années 1980. Les gouvernements québécois mais plus encore canadiens ont réalisé un ensemble de changements dans leur rôle et leurs interventions bouleversant profondément le secteur agricole. Plusieurs producteurs ont été grandement affectés par ces mesures qui ont en revanche bénéficié aux grandes corporations.

Seul syndicat reconnu dans le monde agricole québécois, l'UPA fut à la fois complice et détractrice de ces transformations politiques. En tant que puissante organisation syndicale, elle a acquis un pouvoir d'influence considérable sur la gestion du territoire agricole et des ressources financières et administratives mise en place par les gouvernements. Elle a été un acteur important dans l'établissement de structures technocratiques régissant le monde agricole et laissant peu de place aux citoyens et petits agriculteurs souhaitant donner une orientation différente à l'agriculture. Toutefois, l'UPA constitue un faible acteur face aux géants corporatifs comme Monsanto et Cargill que nous avons présentés. Ainsi, le syndicat revendique l'intervention de l'État pour le soutien au revenu et le maintien des mécanismes de gestion de l'offre et de mise en marché collective. Pour conserver un appui dans la

population générale et dans la population agricole, elle diffuse un discours mettant en valeur la ferme familiale et la protection de l'environnement. Reste à voir si elle parviendra à conserver sa légitimité et son statut de syndicat agricole unique avec tous les bouleversements touchant la régulation politique actuellement.

## CONCLUSION

« En résumé, on peut dire que nous sommes en face de territoires sans pouvoir à la merci de pouvoirs sans territoire. » (Latouche, 2004(b) : 49)

Les différentes époques et les diverses sociétés ont donné lieu à des formes particulières de pouvoir. Sous le discours du progrès et du développement, on a assisté au cours de la modernité à l'instauration d'un pouvoir systémique basé sur le capitalisme et la technique. Cette structure sociale que nous avons appelée mégamachine détruit le lien social et le milieu naturel de l'humain. Comme le dit si bien Bernard Charbonneau dans le *Feu vert*, nous nous retrouvons dans

« [...] un monde qui tend à se constituer en système, technique, économique et finalement étatique, bureaucratique, militaire et policier, où rien n'échapperait à l'oeil et à la main du Léviathan. Totalitarisme culturel dont le totalitarisme politique n'est que la conclusion plus ou moins nécessaire. Si celui-ci ne contrôle pas encore la totalité de l'espace-temps terrestre, celui-là est en train d'imposer un seul type de culture, de mode de vie et de pensée à la quasi-totalité de la planète. » (Charbonneau, 1980 : 150-151)

Cette interprétation peut paraître tragique, mais elle nous semble tout de même plus explicative de l'état actuel du monde marqué par un ensemble de problèmes sociaux et écologiques profonds. En tant que pensée critique, elle permet de développer une pensée du changement social qui ne reproduit pas les dynamiques de l'ordre social actuel. « Nous combattons pour un monde meilleur sans nous rendre compte que nous contribuons à construire le « meilleur des mondes ». » (Latouche, 2004a : 180)

Sous l'effet de ce pouvoir systémique, l'agriculture a énormément changé. De mode de vie paysan, elle est devenue un mode de production intensif axé sur le commerce et coupé de la nature et de la société. La révolution verte fut une étape importante de ce parcours. Elle a permis à quelques transnationales d'implanter leurs techniques et produits un peu partout sur la planète avec l'aide des politiques agricoles étatiques. Le néolibéralisme avec sa dynamique de retrait de l'État vient consolider cette emprise pour permettre un contrôle monopolistique tant du mode de production que des ressources naturelles. Dans le présent mémoire, nous avons voulu analyser de quelle façon, le Québec a suivi cette trajectoire. Évidemment, de larges pans des dimensions économiques et sociales de l'agriculture contemporains n'ont pas même été abordés. Nous pensons notamment à la place des femmes dans l'agriculture et à l'impact qu'ont les transformations actuelles sur elles.

Nous avons d'abord fait un bref survol historique du développement de l'agriculture au Québec, pour en faire ressortir les dynamiques manquantes au niveau social et économique. Ainsi, nous avons vu que la ferme familiale axée sur l'autoconsommation qui a marqué l'histoire et l'imaginaire du Québec a cédé la place à l'agriculture marchande à partir de la Deuxième Guerre mondiale. D'institution sociale et de mode de vie global, la ferme et l'agriculture sont devenues des activités professionnelles intégrées à tout un système économique régi par la dynamique d'accumulation capitaliste.

En étudiant différentes données tirées des recensements agricoles du Canada de 1971 à 2001, nous avons ensuite pu constater de quelle façon l'intégration de l'agriculture au capitalisme a transformé la forme de celle-ci sur le territoire québécois. Succinctement, les fermes québécoises sont de moins en moins nombreuses, de plus en plus grosses, spécialisées, intégrées, professionnalisées et endettées. Nous avons fait ressortir que l'ensemble de ces transformations peut être saisi par les concepts de soumission formelle et réelle développés par Marx. Dans cette même perspective,

l'étude de l'évolution du secteur de la transformation a mis en lumière l'extrême concentration de l'industrie qui englobe l'agriculture en amont et en aval. Quelques transnationales très puissantes ont dorénavant une mainmise sur la production agricole. Dans ce même chapitre, nous nous sommes aussi intéressés aux principaux mécanismes de mise en marché des produits agricoles québécois. Nous avons vu que le Québec dispose d'un système de gestion de l'offre et de mise en marché collective qui régit la plupart des produits agricoles. Nous avons aussi vu que les exportations ont augmenté significativement à partir de la décennie 1990. Nous avons approfondi notre analyse de ce processus pour trois productions particulièrement importantes dans l'agriculture québécoise : le lait, le porc et le maïs.

Enfin, nous nous sommes penché sur la mutation que constitue le mode de régulation néo-libéral par rapport à l'État providence et l'impact de cette mutation par rapport au rôle joué par les gouvernements provincial et fédéral. Une conception et des structures technocratiques se sont développées parallèlement à la sphère législative qui devait permettre l'établissement de compromis politiques. Les structures de cette nature technocratiques sont multiples dans la sphère agricole et permettent aux acteurs corporatifs de détenir une influence prépondérante sur la gestion du territoire au détriment de l'ensemble des citoyens. Unique syndicat reconnu en agriculture au Québec, l'UPA s'insère dans ce modèle et se positionne comme un acteur incontournable du monde rural et agricole. Elle véhicule un discours ambigu en faisant à la fois la promotion des exportations et de la gestion de l'offre, de l'agriculture industrielle intensive et de la ferme familiale, du droit de produire et de l'environnement, etc. Le mode de gestion néolibéral bénéficie aux grandes transnationales de l'agriculture qui prennent ainsi le contrôle de la production alimentaire et des ressources naturelles tout en engrangeant d'immenses profits.

Avant de mettre fin à ce mémoire, nous souhaitons mettre l'accent sur le fait que le pouvoir systémique, Leviathan ou Mégamachine, actuellement à l'oeuvre est créateur

de rareté absolue par diverses mesures ou leurs conséquences. La nourriture produite industriellement a faible valeur nutritive et contribue à bon nombre de problèmes de santé contemporains. La mauvaise utilisation des ressources naturelles et la pollution entraînent la disparition de l'eau potable et des terres fertiles. L'utilisation massive des biocides et le génie génétique, avec son projet de semences « terminator » provoquent un ensemble de problèmes reproducteurs et de mutations dans l'ensemble du vivant.

## BIBLIOGRAPHIE

- BERGERON, J (1943). *L'agriculture et l'Église, deux amies intimes d'origine divine*, Québec, ed. L'auteur, 210 p.
- BERTRAND, Jean-Pierre et al. (1997). *Le pouvoir alimentaire mondial en question*, Paris, Économica, 112 p.
- BLANCHARD, Raoul (1953) *L'ouest du Canada français*, Montréal, Beauchemin, 401 p.  
\_\_\_\_\_ (1960) *Le Canada français*, Montréal, Arthème Fayard, 316 p.
- BONHOMME, Fabien (2002). *Développement durable de l'industrie porcine au Qc*, Mémoire de maîtrise, Universités Lyon III et Savoie, 98 p.
- BOUCHARD, Roméo (2002). *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*, Montréal, Écosociété, 228 p.
- BOURQUE, Gilles et al. (1999) « L'incorporation de la citoyenneté » dans *Sociologie et société*, vol. XXXI, no 2, automne, pp. 41-64.
- BOUTIN, Vicky (2005) « Le revenu des agriculteurs québécois : la pire crise en 25 ans. » dans Venne M. *L'annuaire du Québec 2005*, pp. 533-539.
- CANADA, COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (2002). *Le rôle futur du gouvernement en agriculture*, 92p.
- CANADA. DIRECTION DE LA RECHERCHE PARLEMENTAIRE (2000) *Politique agricole*, <http://dsp-psd.communication.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/CIR/939-f.htm>
- CARRARETTO, Maryse (2005) *Histoires de maïs d'une divinité amérindienne à ses avatars transgéniques*, Paris, Editions du CTHS, 267 p.
- CHALÉARD, J-L et CHARVET J-P (2004). *Géographie agricole et rurale*, Belin, 239 p.
- CHARBONNEAU, Bernard. (1973) *Le système et le chaos*, Éditions anthropos, Paris, 205 p.  
\_\_\_\_\_ (1980) *Le feu vert, autocritique du mouvement écologique*, Karthala, 213 p.
- CHARVET, Jean-Paul (2000) « Le maïs dans les batailles commerciales de la décennie à venir » dans *Géoéconomie*, Paris, numéro 15, automne, pp.39-52
- CHATILLON, Colette (1976). *L'histoire de l'agriculture au Québec*, Montréal, Editions l'étincelle, 125 p.



- CLARKE, Tony (1999). *Main basse sur le Canada ou la tyrannie des grandes entreprises*, Montréal, Boréal, 386 p.
- COALITION EAU SECOURS (2007) Portrait de la situation de la production porcine au Québec, 82 p., <http://www.caaaq.gouv.qc.ca/consultations/memoires.fr.html>
- COATES, Colin (2003) *Les transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*, Sillery, Septentrion, 255 p.
- CORPORATE WATCH (2003). *Monsanto*, Oxford, 12 p. [www.corporatewatch.org.uk](http://www.corporatewatch.org.uk)
- DAS, Raju J. (2002) "The green revolution and poverty : a theoretical and empirical examination of the relation between technology and society" dans *Geoforum*, 33, pp. 55-72.
- DESBROSSES, Philippe (1988) *Le krach alimentaire, nous redeviendrons paysans*, Le Rocher, 285 p.
- DOBBIN, Murray (2004) *Paul Martin, un PDG à la barre*, Montréal, Écosociété, 261 p.
- ELLUL, Jacques (1977). *Le système technicien*, Calmann-Lévy, 361 p.  
 \_\_\_\_\_ (1990). *La technique ou l'enjeu du siècle*, Editions Économica, Paris, 423p.
- FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE CULTURES COMMERCIALES DU QUÉBEC (2007), *Réalisme et nouveaux besoins*, Mémoire, mémoire présentée à la CAAAQ, 34 p.  
<http://www.caaaq.gouv.qc.ca/consultations/memoires.fr.html?page=/site/site1/work/consultations/memoires&idregion=Capitale-Nationale%20%28Audiences%20nationales%29>
- FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC (2007). *La gestion de l'Offre et la mise en marché collective*, 12 p.  
[www.caaaq.gouv.qc.ca/.../File/Memoires%20nationales%20Quebec/50-Q-Federation\\_producteurs\\_lait\\_Annexe3.pdf](http://www.caaaq.gouv.qc.ca/.../File/Memoires%20nationales%20Quebec/50-Q-Federation_producteurs_lait_Annexe3.pdf)
- FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PROCS DU QUÉBEC (2003). *Revue des conflits dans la production porcine au Québec*, 60 p.
- FREITAG, Michel (2002). « La nature de la technique » dans *L'oubli de la société*, Les Presses de l'Université Laval, pp. 325-417
- FUMEY, Gilles (1997). *L'agriculture dans la nouvelle économie mondiale*, Presse universitaire de France, 379 p.
- GOUIN, Daniel-Mercier (2004). *La gestion de l'offre dans le secteur laitier, un mode de régulation toujours pertinent*, GREPA, Université Laval, 6 p.

- KNEEN, Brewster (1995). *Invisible Giant, Cargill and its transnational strategies*, Pluto Press, London, 232 p.
- KESTEMAN, J.P. et al. (2004). *Histoire du syndicalisme agricole au Québec*, Montréal, Boréal, 455 p.
- LATOUCHE, Serge (2004a). *La mégamachine, Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*, La Découverte/M.A.U.S.S., 202 p.
- \_\_\_\_\_ (2004b). *Survivre au développement*, Mille et une nuits, 126 p.
- LESSARD, Diane (1976). *L'agriculture et le capitalisme au Québec*, Éditions l'étincelle, 174 p.
- LETOURNEAU, Firmin (1949). *L'U.C.C.*, s.l., 247 p.
- LINTEAU et al (1989a). *Histoire du Québec contemporain*, tome 1, Montréal, Boréal Express, 758 p.
- \_\_\_\_\_ (1989b). *Histoire du Québec contemporain*, tome 2, Montréal, Boréal Express, 834 p.
- MADELEY, John (2002). *Le commerce de la faim*, Ecosociété, 259 p.
- MAPAQ (2004). *Portrait sommaire de l'industrie laitière*, 48 p.  
<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/NR/rdonlyres/1E2EFF11-24A1-4605-8291-0EF447D84D73/0/indulait.pdf>
- \_\_\_\_\_ (2004) *Industrie du grain*, 83 p.  
[http://www.mapaq.gouv.qc.ca/NR/rdonlyres/4D57C63F-21D1-4AC6-B666-C79E312DD091/0/grain\\_industrie.pdf](http://www.mapaq.gouv.qc.ca/NR/rdonlyres/4D57C63F-21D1-4AC6-B666-C79E312DD091/0/grain_industrie.pdf)
- \_\_\_\_\_ (2005) *Profil régional bioalimentaire du Québec*, 132 p.  
<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/NR/rdonlyres/C0341876-2D00-41A2-BD7E-1319F8CAEEB1/0/ProfilregionalbioalimentaireauQuebec2005.pdf>
- MARTINEZ, J.-C. et MARTINEZ, J.-I. (2003) *Europe-Etats-Unis, La guerre agricole de 40 ans*, L'harmattan, Paris, 280 p.
- MARX, Karl (1969). *Le Capital*, Garnier Flammarion, 699 p.
- \_\_\_\_\_ (1867), Un chapitre inédit du *Capital*,  
<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-inedit/index.htm>
- MEIKSINS WOOD, Ellen (2002). *The Origin of Capitalism*, Londres, Verso, 213 p.
- MENDRAS, Henri (1995) *Les sociétés paysannes: éléments pour une théorie de la paysannerie*, Folio, 368 p.
- MICHALET, Charles-Albert (2002). *Qu'est-ce que la mondialisation?*, Paris, La Découverte,

- MINER, William M. (1994) *Canada Response to GATT and NAFTA in Agriculture and the Food Industry*, Occasional Papers in International Trade Law and Policy, no 32, Center for Trade Policy and Law, 8 p.
- \_\_\_\_\_ (1993) *The Economic Impact of Trade Agreements and the Emerging International Economic Agenda Agriculture*, Occasional Papers in International Trade Law and Policy, no 29, Center for Trade Policy and Law, 16 p.
- MORGAN, Dan (1980). *Les géants du grain*, Montréal, Québec/Amériques, 317 p.
- MORRISSET, Michel (1987). *L'agriculture familiale au Québec*, Paris, L'Harmattan, 205 p.
- MUMFORD, Lewis (1934). *Technics and Civilization*, Harbinger, New York, 495 p.
- OLYMEL, *Pour la survie de l'industrie porcine au Québec*, Mémoire à la CAAAQ, 28 p.  
[http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/Memoires%20nationales%20Montreal/50-M-Olymel\\_sommaire\\_executif.pdf](http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/Memoires%20nationales%20Montreal/50-M-Olymel_sommaire_executif.pdf)
- PERKINS, John H. (1990). "The Rockefeller Foundation and the Green Revolution, 1941-1956" dans *Agriculture and Humain values*, volume 7 no 3-4, pp. 6-18
- PERROW, Charles (2002) *Organizing America*, Princetown University Press, 259 p.
- PERREAULT, Denis (1982). « L'intégration contractuelle : le cas de la production porcine 1966-1980 » dans *Interventions économiques*, numéro 9, automne 1982, pp. 115-130.
- QUALMAN, Darrin et WIEBE, Nettie (2002) *The Structural Adjustment of Canadian Agriculture*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 15p.
- QUEBEC. COMMISSION SUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE QUÉBÉCOIS (CAAAQ) (2007). *Agriculture et agroalimentaire : choisir l'avenir*, 48 p.  
<http://www.caaaq.gouv.qc.ca/consultations/documentcons.fr.html>
- PROULX, D. ET SAUVÉ, L. dir. (2007) *Porcheries ! La poriculture intempestive au Québec*, Montréal, Ecosociété, 355 p.
- ROUVILLOIS, Frédéric (1996). *L'invention du progrès, Aux origines de la pensée totalitaire*, Edition Kimé, Paris, 487 p.
- SAINT-PIERRE, Jacques (1997). *Histoire de la Coopérative fédérée, L'industrie de la terre*, Sainte-Foy, Les Presses de l'université Laval, 287 p.
- SHIVA, Vandana (2001). *Le terrorisme alimentaire*, Fayard, 197 p.

SHIVA, Vandana et al. (2002). *Corporate Hijack of Biodiversity*, New Delhi, Navdanya, 79 p.

SILVESTRO, Marco (2006) « L'histoire du syndicalisme agricole au Québec: un chantier déjà très balisé ? » dans *Recherches sociographiques*, XLVII, 1, pp.121 - 137

STAGSTAD, Grace (1987). *The Politics of agricultural policy-making in Canada*, University of Toronto Press, 228 p.

STATISTIQUE CANADA, *Recensements agricoles* 1971, 1981, 1991, 2001

\_\_\_\_\_ (2007) *Dette agricole* - 21-014-X1F2007002

\_\_\_\_\_ (2007) *Revenu et dépenses d'exploitation* - 21-208-X1F2007002

UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES (2007), *Du monde de/au coeur de l'avenir*, Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, 80 p.

\_\_\_\_\_ (2002) *Vers la définition d'une politique agricole à long terme*, Mémoire présenté à Agriculture et Agroalimentaire Canada à l'occasion de la consultation sur le Cadre stratégique pour l'agriculture, 21 p.

\_\_\_\_\_ (2002) *Observatoire québécois de la mondialisation (projet de loi 109)*, Mémoire présenté à la Commission parlementaire des institutions de l'Assemblée nationale, 91 p.

\_\_\_\_\_ (2001). *Les voies de l'avenir dans l'agriculture*, Mémoire présenté au Groupe de travail du Premier ministre, 50 p.

VIAU, Rolland (2005). *Femmes de personne, sexes, genres et pouvoirs en Iroquoisie ancienne*, Montréal, Boréal, pp.161-198.